

Mai 2021

**ÉTUDE DE FAISABILITÉ DE LA MISE EN PLACE D'UN TERME
VALORISANT « AGRICULTURE URBAINE » POUR FAVORISER LA
DISTINCTION ET LE DÉVELOPPEMENT DES PRODUITS DU QUÉBEC**



AVANT-PROPOS

En avril 2018, le gouvernement du Québec dévoilait la Politique bioalimentaire 2018-2025 « Alimenter notre monde » avec quatre grandes orientations, soit de favoriser : 1) une offre de produits répondant aux besoins des consommateurs, 2) des entreprises prospères, durables et innovantes, 3) des entreprises attractives et responsables, et 4) des territoires dynamiques contribuant à la prospérité du bioalimentaire (MAPAQ, 2020). En juin 2018, le gouvernement du Québec a également mis en place le Programme d'appui au développement des appellations réservées et des termes valorisants (PADARTV), destiné à accroître le développement d'appellations réservées et de termes valorisants du Québec (MAPAQ, 2020). Le PADARTV vise à appuyer les regroupements ou les associations d'entreprises du secteur bioalimentaire dans la mise en œuvre de projets d'appellation réservée ou de terme valorisant. Le présent projet de recherche s'inscrit dans l'Orientation 2 de la Politique bioalimentaire 2018-2025 du MAPAQ. Son objectif est de répondre à la question : Quels sont les principaux enjeux de la mise en place d'un terme valorisant « agriculture urbaine » pour favoriser la distinction et le développement des produits du Québec ?

Les appellations réservées et les termes valorisants sont les outils permettant de garantir ces attributs aux consommateurs et sont, de ce fait, susceptibles de maintenir et d'accroître la valeur ajoutée pour une filière donnée (Lambert *et al.*, 2015). En effet, seule la Loi sur les appellations réservées et les termes valorisants du Québec (LARTV - L.R.Q., chap. A-20.03, article 4) permet, par ses outils de propriété intellectuelle, d'octroyer un privilège de protection gouvernementale exclusive aux entreprises élaborant des produits alimentaires certifiés, dans la mesure où il est démontré que la désignation descriptive de ceux-ci est authentique et où la demande est motivée en ce sens.

L'agriculture urbaine comporte de nombreux avantages liés à sa situation privilégiée dans les villes dont notamment l'embellissement urbain, la protection de l'environnement (réduction des îlots de chaleur, absorption des eaux pluviales, maintien d'une certaine biodiversité, recyclage de la matière organique grâce au compostage), l'autonomie alimentaire (préparation d'aliments par les citoyens pour leur consommation personnelle), la socialisation (établissement et développement de nouvelles relations sociales par l'entremise d'une activité peu coûteuse et productive), l'éducation (sensibilisation de la population aux réalités des activités agricoles et découvertes des particularités des aliments) (MAPAQ, 2020).

Selon le Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ, 2020), l'agriculture urbaine découle de la demande grandissante des citoyens pour des aliments produits localement et pour une agriculture de proximité. Ce type d'agriculture peut être privée, communautaire ou commerciale (exemple : Les Fermes Lufa). À ce jour, on peut toutefois s'interroger sur les enjeux de la mise en place d'un terme valorisant pour favoriser la distinction et le développement des produits alimentaires issus de l'agriculture urbaine commerciale, car ce sujet n'a pas encore été documenté et, de façon plus précise, sur le terme valorisant « agriculture urbaine » dans un contexte québécois. Il devient donc nécessaire de développer des

connaissances sur une telle démarche susceptible d’avoir des impacts sur le développement du bioalimentaire québécois.

Cette étude, mandatée par le AU/LAB, a été rendue possible grâce à la contribution financière du Programme d'appui au développement des appellations réservées et des termes valorisants (PADARTV 2018-2021) qui vient en appui à la Politique bioalimentaire 2018-2025 « Alimenter notre monde » du Ministère de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation du Québec (MAPAQ), ainsi que celle du Laboratoire sur l’agriculture urbaine (AU/LAB), et de l’Observatoire de la consommation responsable (OCR) et du GreenUXlab de l’École des sciences de la gestion de l’Université du Québec à Montréal (ESG UQAM).

Ce projet de recherche a été réalisé par deux chercheuses de l’OCR et du GreenUXlab de l’ESG UQAM, soit Francine Rodier, professeure-chercheuse, et Marilyne Chicoine, doctorante. Les chercheuses tiennent à remercier Éric Duchemin, Anne-Marie Bernier et Adeline Cohen du Laboratoire sur l’agriculture urbaine (AU/LAB) pour leur collaboration dans la réalisation de ce projet, ainsi que Fabien Durif, titulaire de l’OCR et du GeenUXlab. Elles remercient également les experts, les producteurs et les gestionnaires des entreprises de service en agriculture urbaine qui ont généreusement et anonymement accepté de participer à cette étude. Elles remercient aussi Monsieur Mikaël Leduc, Agent de recherche et de planification socio-économique à la Direction de la main-d’œuvre et de la wwrelève (DMOR) du MAPAQ, pour sa collaboration dans la réalisation de ce projet de recherche.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	i
TABLE DES MATIÈRES.....	iii
CHAPITRE I - CONTEXTE DE L'ÉTUDE.....	1
CHAPITRE II - LITTÉRATURE	4
2.1 Définition de l'agriculture urbaine	4
2.2 Formes de l'agriculture urbaine	5
2.2.1 Agriculture urbaine traditionnelle	5
2.2.2 Agriculture urbaine moderne.....	6
2.3 Bénéfices perçus de l'agriculture urbaine	9
2.3.1 Approvisionnement et habitudes alimentaires	9
2.3.2 Sécurité alimentaire	9
2.3.3 Souveraineté alimentaire	10
2.3.4 Contrôle de la pollution et gestion des déchets	11
2.3.5 Amélioration du climat et du microclimat	12
2.3.6 Conservation de la biodiversité.....	12
2.3.7 Santé publique	12
2.3.8 Source de revenus	13
2.3.9 Source de communauté, d'identité sociale, d'éducation et de loisirs.....	13
2.4 Risques perçus de l'agriculture urbaine commerciale	14
2.5 Potentiel de l'agriculture urbaine	15
2.6 Signes de qualité.....	16
CHAPITRE III – APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE	18
3.1 Étapes du projet	18
3.2 Phase 1 : Analyse documentaire et élaboration du guide d'entrevues.....	19
3.2.1 Sélection des répondants pour la validation du guide d'entrevues.....	19
3.3 Phase 2 : Collecte et analyse des données qualitatives	19

3.3.1	Type de recherche et méthode de collecte de données.....	19
3.3.2	Processus d'échantillonnage.....	20
3.3.3	Recrutement.....	20
3.3.4	Échantillon final.....	20
3.3.5	Protocole d'entrevues.....	21
3.3.6	Préparation des données.....	21
3.3.7	Méthode d'analyse de données.....	21
3.3.8	Analyse des données.....	22
3.3.9	Éthique de la recherche.....	22
3.4	Phase 3 : Rédaction du rapport et recommandations.....	23
CHAPITRE IV – RÉSULTATS DES ENTREVUES.....		24
4.1	Résultats des entrevues en profondeur.....	24
4.2	Niveau de connaissance des produits alimentaires issus l'agriculture urbaine.....	25
4.3	Définition de l'agriculture urbaine.....	26
4.3.1	Notion d'agriculture.....	26
4.3.2	Notion d'urbanité.....	26
4.3.3	Techniques de production agricole.....	27
4.3.4	Distinction des formes d'agriculture urbaine.....	27
4.3.5	Autres dimensions.....	28
4.4	Opinion à l'égard des produits alimentaires issus de l'agriculture urbaine.....	29
4.5	Capacité de distinguer un aliment issu de l'agriculture urbaine d'un aliment conventionnel.....	29
4.6	Présence perçue des produits alimentaires issus de l'agriculture urbaine sur le marché québécois.....	30
4.7	Niveau d'accord à l'étiquetage des produits alimentaires « agriculture urbaine »..	30
4.8	Connaissance d'offres similaires.....	31
4.9	Connaissance de cette étude de faisabilité.....	31
4.10	Connaissance de la Loi sur les appellations réservées et les termes valorisants du Québec.....	32
4.11	Niveau d'accord à un étiquetage volontaire des produits alimentaires « agriculture urbaine » encadré par la LARTV.....	33

4.12	Portée du terme valorisant « agriculture urbaine » : produits primaires et/ou transformés	33
4.13	Portée du terme valorisant « agriculture urbaine » : produit(s) ou catégorie(s) de produits.....	34
4.14	Valeurs sous-jacentes au terme valorisant « agriculture urbaine ».....	35
4.15	Description des produits portant le terme valorisant « agriculture urbaine »	36
4.16	Avantages perçus d'un terme valorisant « agriculture urbaine » pour les parties prenantes	37
4.16.1	Pour les entreprises.....	37
4.16.2	Pour les consommateurs	38
4.17	Parties prenantes touchées par le terme valorisant « agriculture urbaine ».....	39
4.18	Coûts aux entreprises pour un terme valorisant « agriculture urbaine »	40
4.19	Compensation des coûts par la valeur ajoutée aux produits.....	40
4.19.1	Perception de la valeur ajoutée par les consommateurs urbains versus ruraux.....	41
4.20	Capacité du terme valorisant « agriculture urbaine » à favoriser la distinction des produits du Québec.....	41
4.21	Capacité du terme valorisant « agriculture urbaine » à favoriser l'économie du Québec.....	42
4.22	Réseau de distribution à cibler pour mettre en marché les aliments portant le terme valorisant « agriculture urbaine »	43
4.23	Problèmes d'imitation ou de contrefaçon des aliments portant le terme valorisant « agriculture urbaine » à anticiper.....	44
4.24	Solutions à d'éventuels problèmes d'imitation ou de contrefaçon des aliments portant le terme valorisant « agriculture urbaine »	44
4.25	Conditions de succès de la mise en place d'un terme valorisant « agriculture urbaine ».....	45
4.26	Opinion à l'égard de la terminologie du terme « agriculture urbaine »	46
4.26.1	Inclusion du nom d'un lieu dans le terme valorisant « agriculture urbaine »	46
4.26.2	Déclinaisons possibles du terme valorisant « agriculture urbaine »	47
4.27	Niveau d'intérêt à utiliser (ou non) le terme valorisant « agriculture urbaine »	47
4.28	Les commentaires et les suggestions des répondants.....	48
CHAPITRE V – RÉSULTATS DE L'ANALYSE THÉMATIQUE.....		49

5.1	Portée du terme valorisant.....	50
5.1.1	Valorisation du terme.....	50
5.1.2	Définition du terme « urbain ».....	51
5.2	Identification de la provenance	53
5.3	Distinction entre le local et l’hyperlocal.....	53
5.4	Réglementations.....	54
5.5	Communauté d’agriculture urbaine.....	55
5.6	Masse critique	56
5.7	Implication des épiceries.....	57
5.8	Communication.....	57
5.9	Biologique	58
5.10	Terroir urbain	58
5.11	Appropriation du terme.....	59
5.12	Pertinence en vente directe.....	60
5.13	<i>Timing</i>	61
CHAPITRE VI – RECOMMANDATIONS / CONCLUSION.....		62
6.1	Définir avec précision la portée du terme valorisant « agriculture urbaine ».....	62
6.2	Mettre en place du support informationnel et éducationnel.....	63
6.3	Indiquer la provenance locale ou hyper locale du produit.....	63
6.4	Créer une communauté/un regroupement officiel de producteurs urbains	64
6.5	Adapter les réglementations aux réalités distinctes de l’agriculture urbaine.....	64
6.6	Favoriser la recherche et le développement de l’agriculture urbaine.....	64
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....		66

CHAPITRE I - CONTEXTE DE L'ÉTUDE

L'agriculture urbaine (AU), secteur en croissance au sein de l'industrie agricole, vise à augmenter la production alimentaire globale dans les zones urbaines et périurbaines grâce à la conversion des terres disponibles en lieux de production agricole (Grebitus *et al.*, 2020). Les secteurs importants de l'AU comprennent l'horticulture, l'élevage, le fourrage, la production laitière, l'aquaculture et l'agroforesterie (FAO, 2011), et peut être communautaire, commerciale ou privée (Pinheiro et Govind, 2020). Cette forme d'agriculture est apparue comme un concept viable d'approvisionnement alimentaire, car de nombreuses cultures horticoles sont considérées comme idéales en zone urbaine. En effet, elles occupent un petit espace, produisent plus par unité de surface, ont une valeur nutritionnelle élevée et des cycles de production courts (Khan *et al.*, 2020). Par exemple, diverses espèces de légumes peuvent être cultivées et récoltées en peu de temps (60 à 90 jours) ou même moins pour certaines plantes herbacées et feuillues (Dubbeling *et al.*, 2010). De plus, les produits horticoles, tels que les fruits et légumes, sont riches en minéraux, en fibres et en composés bioactifs (par exemple, phénoliques et antioxydants), et ont le potentiel de réduire la malnutrition (Khan *et al.*, 2020).

Plusieurs bénéfices ont été associés à l'agriculture urbaine et périurbaine tel que l'approvisionnement en produits frais (Altieri *et al.*, 1999; FAO, 2020; Grebitus *et al.*, 2017), la sécurité alimentaire (Diekmann *et al.*, 2020; Dimitri *et al.*, 2016; Freedman *et al.*, 2016; Sadler, 2016), la durabilité sociale et environnementale (Nicholls *et al.*, 2020; Wakefield *et al.*, 2007), les habitudes alimentaires saines (Warren *et al.*, 2015; Zezza et Tasciotti, 2010), l'amélioration de la résilience (Barthel et Isendahl, 2013; Filippini *et al.*, 2020; Haberman *et al.*, 2014), les circuits courts d'approvisionnement alimentaire (de Zeeuw et Drechsel, 2015), la gestion efficace des déchets (De Bon *et al.*, 2010) et la réduction de la pauvreté urbaine dans les pays à faible revenu (Siegener *et al.*, 2018). L'AU est également associée à de multiples bénéfices au-delà de l'alimentation, tels que les opportunités d'éducation, de loisirs et de développement communautaire (Duchemin *et al.*, 2008; Pourias *et al.*, 2018; Saldivar-tanaka et Krasny, 2004; Vitiello et Wolf-Powers, 2014), la cohésion sociale (Lovell, 2010), et l'esthétique, composante du paysage urbain (Specht *et al.*, 2016). De plus, les consommateurs perçoivent plusieurs attributs positifs de l'agriculture urbaine, encadrés en termes d'environnement, d'économie, de société et de qualité (Grebitus *et al.*, 2020; Specht *et al.*, 2016).

Par ailleurs, les consommateurs sont de plus en plus désireux de connaître la provenance des aliments qu'ils consomment et leurs modes de production, non seulement pour des raisons de santé et de sécurité, mais aussi pour satisfaire une « nostalgie » qui renvoie à une époque perçue de « vraie », « saine », « authentique », « traçable » et « santé » (Dimara et Skuras, 2005). L'utilisation des signes de qualité sur les produits alimentaires, notamment les appellations réservées et les termes valorisants, permet un avantage stratégique et concurrentiel en marketing (Fotopoulos et Krystallis, 2003; Spognardi *et al.*, 2021). Afin d'encourager la consommation des produits issus de l'agriculture urbaine, ainsi que le

développement de tels projets commerciaux, les producteurs pourraient recourir à l'utilisation des signes de qualité. Cependant, au Canada¹, tout comme au Mexique, au Japon, en Nouvelle-Zélande ainsi que dans 24 pays européens, tels que les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie, la France, l'Espagne et la Suisse, toutes les cultures hydroponiques, aquaponiques et aéroponiques largement utilisées en agriculture urbaine commerciale ne sont pas admises pour une certification biologique (Gouvernement du Canada. Conseil canadien des normes, 2020), malgré que leur culture est exempte de produits chimiques contenus dans les pesticides, les herbicides, etc. (Buehler et Junge, 2016). En ce sens, un terme valorisant « agriculture urbaine » serait susceptible d'apporter un avantage stratégique et concurrentiel différent à ces cultures qui ne peuvent se prévaloir d'une certification biologique.

Cette recherche s'interroge alors sur la possibilité d'un terme valorisant « agriculture urbaine » qui pourrait être apposé sur les produits alimentaires issus de l'agriculture urbaine commerciale, afin de favoriser la distinction et le développement des produits du Québec. Un terme valorisant identifie une caractéristique particulière d'un produit, généralement liée à une méthode de production ou de préparation, recherchée par le consommateur (Conseil des Appellations Réservées et des Termes Valorisants, 2021). À notre connaissance, aucune étude n'a été faite à propos d'un système d'étiquetage des produits alimentaires issus de l'agriculture urbaine. Considérant les lacunes de la littérature sur le sujet et l'absence de données dans un contexte québécois, nous proposons le recours à une approche exploratoire par entrevues individuelles en profondeur.

Cette étude explore la faisabilité de l'étiquetage « agriculture urbaine » certifié via un terme valorisant. De façon plus spécifique, les objectifs poursuivis par cette étude consistent à :

- identifier et explorer les enjeux de la mise en place d'un terme valorisant pour favoriser la distinction des produits alimentaires dans la littérature ;
- développer des connaissances sur les enjeux de la mise en place d'un terme valorisant « agriculture urbaine » pour favoriser la distinction et le développement des produits alimentaires québécois du point de vue des producteurs, distributeurs et gestionnaires d'entreprises de service en agriculture urbaine au Québec ;
- fournir aux différents acteurs du milieu (producteurs, transformateurs, représentants, responsables de filières), aux décideurs du gouvernement et aux principaux médias intéressés par la consommation alimentaire responsable, des données sur les enjeux de la mise en place d'un terme valorisant « agriculture urbaine » pour favoriser la distinction et le développement des produits alimentaires du Québec.

¹ Article 7.5.2 de la norme CAN/CGSB-32.310 (Gouvernement du Canada. Conseil canadien des normes, 2020)

Cette étude explore qualitativement 12 enjeux du développement du terme valorisant « agriculture urbaine », soit :

1. la notoriété du produit et, le cas échéant, les éventuels problèmes d'imitation ou de contrefaçon des produits ;
2. la portée du terme valorisant (produits) ;
3. la liste ou la catégorie de produits pouvant faire l'objet d'une certification ;
4. la description des produits portant cette appellation ;
5. les caractéristiques qui différencient le produit des autres produits de la même catégorie ;
6. les avantages d'un tel type de production (entreprises et consommateurs) ;
7. les données et perspectives économiques et les coûts anticipés aux entreprises (macro) ;
8. le réseau de distribution ;
9. la vérification de l'existence de marques similaires ;
10. l'identité des acteurs concernés par le projet ;
11. l'identification des conditions de succès du projet ;
12. l'évaluation de l'intérêt des entreprises à s'engager dans le projet.

Il importe de noter ici que cette recherche qualitative menée auprès de diverses parties prenantes du secteur bioalimentaire au Québec, est susceptible d'être intégrée dans la mise en place d'un terme valorisant « agriculture urbaine », le cas échéant.

CHAPITRE II - LITTÉRATURE

Ce chapitre présente brièvement certains fondements théoriques permettant de positionner cette étude. Il a pour objectif d'informer les lecteurs sur les résultats de quelques recherches clés liées à l'agriculture urbaine. Dans un premier temps, nous présentons les différentes définitions du concept d'agriculture urbaine. Nous discutons ensuite des diverses formes d'agriculture urbaine. Nous abordons par la suite les bénéfices et les risques perçus de l'agriculture urbaine. Finalement, nous présentons le potentiel de l'agriculture urbaine.

2.1 Définition de l'agriculture urbaine

La littérature académique propose de multiples définitions de l'agriculture urbaine et certaines de leurs caractéristiques font toujours débat, telles que la limitation aux activités horticoles, l'exclusion de l'élevage, et l'inclusion de la frange périurbaine (Mok *et al.*, 2014; Taylor et Lovell, 2012; Tornaghi, 2014). Dans les pays développés, la production alimentaire est généralement considérée comme le moteur commun des activités de l'AU, même dans les projets qui répondent à des besoins sociaux importants, tels que le renforcement des communautés (Carney, P. A. *et al.*, 2012; Kirwan et Maye, 2013; Kortright et Wakefield, 2011; Mok *et al.*, 2014; Smith et Gregory, 2013; Taylor et Lovell, 2012).

Selon l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies (FAO), il n'y a toujours pas de consensus sur la définition précise de l'AU. Cependant, elle se réfère aux « systèmes de production alimentaire dans les villes ou leurs environs, qui contribuent efficacement à l'accès et à l'approvisionnement alimentaires, tout en créant des emplois et des revenus pour les segments les plus pauvres de la population » (FAO, 2011). Cette définition est large, se base principalement sur la production alimentaire et souligne différents bénéfices associés à l'agriculture urbaine. Mougeot (2005, p. 2) la définit comme étant « une industrie située à l'intérieur (intra-urbain), ou à la périphérie (périurbaine), d'une ville ou d'une métropole, qui produit, élève, transforme et distribue une diversité de produits alimentaires et non alimentaires (ré)utilisant largement des ressources humaines et matérielles, produits et services trouvés dans et autour de cette zone urbaine, et à leur tour fournissant des ressources humaines et matérielles, des produits et des services en grande partie à cette zone urbaine. ». La définition proposée par Mougeot (2005) souligne l'importance de la transformation et de la distribution de ces produits alimentaires à l'intérieur des enceintes de la zone urbaine et périurbaine, ainsi que la circularité de ce système.

Selon le Gouvernement du Québec (2012, p. 8), l'agriculture urbaine est « l'ensemble des activités de production d'aliments souvent, mais pas exclusivement, réalisées à petite échelle dans la ville et qui utilisent des ressources, des produits et des services qui se trouvent dans la ville. Fournissant des produits agricoles et des services pour une consommation locale, l'agriculture urbaine peut prendre différentes formes : communautaire, commerciale ou privative, etc. ». Cette définition proposée par le Gouvernement du Québec (2012), semble s'appuyer sur la définition de Mougeot (2005),

tout en ajoutant le caractère « propriétaire » de l'agriculture urbaine, soit communautaire, commerciale ou privée.

Finalement, le Carrefour de Recherche, d'Expertise et de Transfert en Agriculture Urbaine (CRETAU) définit l'agriculture urbaine *commerciale* au Québec comme étant tout « entreprise qui réunit en une même unité économique et comptable des capitaux et des facteurs élémentaires de production en zone blanche pour en tirer un produit agricole destiné à la vente d'une valeur minimale brute de 5 000 \$, ou avec la volonté d'atteindre ce seuil dans un horizon temporel de quelques années. » (Bernier *et al.*, 2021).

Ces différentes définitions suggèrent que, comme le souligne Sanyé-Mengual *et al.* (2016), l'AU diverge selon les opinions en fonction des valeurs qui y sont attachées (production sociale ou alimentaire), du degré de professionnalisation des jardiniers (agriculture « réelle » ou amateur) et de la situation spatiale de la parcelle (agriculture périurbaine ou urbaine).

2.2 Formes de l'agriculture urbaine

L'agriculture urbaine peut prendre plusieurs formes. Selon Khan *et al.* (2020), l'agriculture urbaine peut se distinguer en deux catégories : traditionnelle et moderne. Ces deux formes d'agriculture se différencient notamment par l'utilisation ou la non-utilisation de la technologie.

2.2.1 Agriculture urbaine traditionnelle

Les systèmes traditionnels d'agriculture urbaine réfèrent au jardinage domestique, au jardinage communautaire et aux paysages horticoles comestibles urbains (Khan *et al.*, 2020). Ces systèmes sont alors pratiqués sur les toits, les balcons, les parcelles de jardin, les petites zones autour des maisons, le long des routes et dans tout espace vacant, pour répondre aux besoins des résidents urbains (Khan *et al.*, 2020).

Le jardinage domestique est un loisir des gens du monde entier qui leur donne l'occasion de passer leur temps libre dans des activités de plein air saines (Galhena *et al.*, 2013; Lovell, 2010). Cela comprend diverses méthodes de culture dans les arrière-cours, les balcons, les espaces vacants ou tout type de petit jardin (Khan *et al.*, 2020). Les avantages du jardinage domestique sont qu'il fournit des aliments frais, permet de faire des économies en réduisant les dépenses en produits alimentaires et peut fournir un revenu supplémentaire qui peut être généré par la vente de produits dans le quartier (Oluoch *et al.*, 2009). Il est également noté que le jardinage domestique peut améliorer la qualité et la quantité de fruits et légumes dans les communautés (Bohn et Viljoen, 2011).

Le jardinage communautaire est connu comme la culture collective de plantes sur une zone partagée par un groupe de membres de la communauté (Khan *et al.*, 2020). Ces jardins sont situés dans des environnements urbains, peuvent être situés dans diverses zones d'une ville et sont généralement détenus ou gérés par la municipalité (Khan *et al.*, 2020). Dans les

jardins communautaires, les gens collaborent les uns avec les autres et partagent les installations. Les légumes, les fruits, les fleurs et les herbes sont plantés dans des parcelles individuelles ou partagées (Khan *et al.*, 2020). Dans les pays développés, les jardins communautaires aident également à fournir de la nourriture aux quartiers en difficulté, renforcent les communautés, éduquent les gens, rendent la ville plus verte et peuvent promouvoir la communication interculturelle tout en fournissant un approvisionnement alimentaire plus continu (Metcalf et Widener, 2011). Selon une estimation de l'American Community Gardening Association (ACCA), il existe plus de 18 000 jardins communautaires aux États-Unis et au Canada (Kortright et Wakefield, 2011).

Les paysages horticoles comestibles urbains sont une approche holistique visant à rendre les infrastructures urbaines plus durables (Khan *et al.*, 2020). Les paysages urbains comestibles ont vu le jour à Berlin en Allemagne au XIXe siècle, pour améliorer l'autosuffisance des résidents à faible revenu, tels que les personnes âgées, les travailleurs et les familles avec plusieurs enfants (Khan *et al.*, 2020). Ils fournissent ainsi des fruits et légumes aux villes (Eigenbrod et Gruda, 2015) et varient de petites à grandes échelles (Bohn et Viljoen, 2011). En Angleterre, « Incredible comestible Todmorden » a été la première ville où les visiteurs et les habitants de la ville pouvaient prendre des fruits et légumes gratuitement (Bohn et Viljoen, 2011). L'intention des paysages horticoles comestibles urbains est d'améliorer la sécurité alimentaire des villes (Lovell, 2010). Dans les pays en voie de développement et les pays développés, les paysages horticoles comestibles urbains peuvent être créés sur des terres vacantes, des ceintures vertes et des bords de route (Khan *et al.*, 2020). Par ailleurs, les forêts urbaines, comme celles actuellement tentées à Seattle, Washington, sont une extension de l'idée de paysage comestible urbain (McLain *et al.*, 2012).

2.2.2 Agriculture urbaine moderne

Dans certains environnements agricoles urbains, la mauvaise qualité des sols et de l'eau est la principale contrainte à la production alimentaire (Khan *et al.*, 2020). Or, de nouvelles techniques innovantes ont été développées pour maximiser le rendement agricole, en occupant moins d'espace, en réduisant la pollution de l'environnement et en rendant l'agriculture urbaine plus durable (Khan *et al.*, 2020). Dans la littérature, ces techniques sont alors regroupées sous le terme « Zfarming » ou « agriculture à superficie nulle » (Specht *et al.*, 2014; Specht *et al.*, 2016; Specht *et al.*, 2015; Thomaier *et al.*, 2015). Le « Zfarming » décrit tous les types d'agriculture urbaine (voir figure 1) caractérisés par la non-utilisation de terres agricoles ou d'espaces ouverts, en utilisant plutôt des espaces autrement inutilisés des bâtiments urbains (Specht *et al.*, 2014).

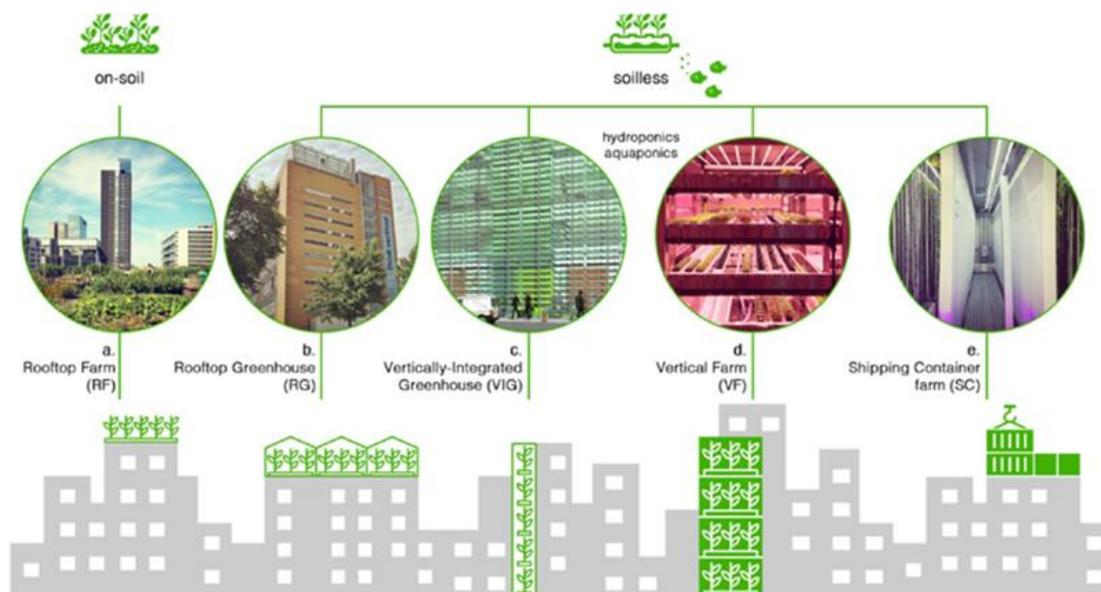


Figure 1 Typologie des formes d'agriculture urbaine « Zfarming » (Benis et Ferrão, 2018)

Le « Zfarming » comprend les fermes intérieures, les serres verticales, les serres sur les toits, les jardins sur les toits et les murs verts comestibles (Specht *et al.*, 2014). Récemment, des projets de « Zfarming » ont été lancés au niveau commercial par plusieurs associations privées ou à but non lucratif dans de nombreuses villes du monde (Thomaier *et al.*, 2015), par exemple « Food from the sky » (Londres, Royaume-Uni), « Brooklyn Grange » (New York, États-Unis), « Gotham Greens » (Brooklyn, États-Unis) et les « Fermes Lufa » (Montréal, Canada). Les principaux avantages de la combinaison de la production alimentaire avec les bâtiments existants sont d'économiser les ressources et d'améliorer l'efficacité de ces ressources (Specht *et al.*, 2015). De nos jours, le « Zfarming » est la préoccupation majeure de l'Europe, du Canada et des États-Unis (Nelkin et Caplow, 2008), et c'est une technique innovante qui contribue à une agriculture urbaine durable (Thomaier *et al.*, 2015).

Les murs comestibles vivants ou les jardins verticaux offrent un système alternatif dans lequel les plantes sont supportées le long d'un mur vertical (Khan *et al.*, 2020). Dans l'agriculture verticale, il n'y a pas de support requis du sol pour l'enracinement, car les nutriments et l'eau sont fournis dans la structure verticale. L'installation de systèmes de murs vivants crée des systèmes verts sains, durables, économes en ressources et offre suffisamment d'espace aux plantes et à leurs racines pour s'ancrer (Banerjee et Adenaueur, 2014). Les plantations verticales le long d'un mur présentent plusieurs autres avantages, tels que la réduction du bruit, la purification de l'air et la réduction de la chaleur (Ling et Chiang, 2018), en plus de maintenir l'environnement écologique urbain (Van Renterghem *et al.*, 2014).

L'agriculture urbaine sur les toits est située au sommet de maisons ou de bâtiments industriels, et représente une alternative innovante pour promouvoir l'autosuffisance, en

utilisant des structures de toit sous-utilisées (Harada *et al.*, 2018). En 1996, un toit sur dix était rendu vert en Allemagne, tandis que 70% des toits d'appartements l'étaient en Suisse (Khan *et al.*, 2020). À l'heure actuelle, les toits sont utilisés dans le monde entier à plusieurs fins. À Singapour, ils sont utilisés pour refroidir et réduire la consommation d'énergie (Chen, 2013). À Berlin, les serres urbaines sur les toits sont utilisées, car elles sont économes en énergie, dépendent des ressources locales et ont des aspects sociaux et éducatifs (Specht *et al.*, 2015). De même, à Hong Kong, de nombreux projets ajoutent des toits verts à plusieurs bâtiments gouvernementaux, publics et scolaires (Zhang *et al.*, 2012). Les jardins sur les toits présentent plusieurs avantages socio-économiques, tels que la prévention des pertes de chaleur en hiver par rapport aux toits conventionnels, et offrent un refroidissement accru en fournissant de l'ombre, de l'évapotranspiration et des économies sur la consommation d'énergie (Berardi, 2016). Les études ont également révélé que les toits verts ont augmenté la durée de vie de la membrane de toiture jusqu'à 40 à 50 ans par rapport aux toits conventionnels. Ces derniers ont une durée de vie de 10 à 30 ans en les protégeant des rayons UV et des contraintes thermiques (Oberndorfer *et al.*, 2007). Finalement, ces toits ont une valeur esthétique et augmentent la valeur de la propriété (Bianchini et Hewage, 2012).

Utilisation de la culture hors-sol

Les plantes peuvent également être cultivées sur des substrats organiques ou inorganiques (Bridgewood, 2002). Les systèmes de culture modernes comprennent l'hydroponie, l'aéroponie et l'aquaponie dans lesquelles les plantes sont cultivées sur de l'eau enrichie en nutriments (Bridgewood, 2002). Ces techniques modernes nécessitent moins d'eau et d'espace par rapport aux systèmes agricoles traditionnels.

La culture hydroponique ou l'hydroponie, est une méthode de culture et une science qui consiste à cultiver et à produire des plantes sans l'utilisation du sol, en utilisant un support inerte tel que la fibre de coco, la laine de la roche, la tourbe, la vermiculite, la perlite, le gravier, du sable, de la sciure de bois ou un autre substrat auquel est ajoutée une solution nutritive contenant tous les éléments essentiels nécessaires (Gouvernement du Québec, 2021b). C'est la technologie la plus adoptée dans les pays qui ne sont pas en mesure de cultiver de la nourriture pendant l'hiver (Khan *et al.*, 2020). Cela réduit également le risque d'insectes nuisibles et de micro-organismes pathogènes (Goddek *et al.*, 2016). Ce système présente plusieurs avantages par rapport à la culture traditionnelle du sol, car il nécessite moins d'entretien, de désherbage et de main-d'œuvre (Kheir, 2018).

L'aéroponie est une méthode de culture agricole verticale dans laquelle 90% moins d'eau est utilisée par rapport à la culture hydroponique (Khan *et al.*, 2020). Elle consiste à maintenir les racines en suspension dans le vide, à l'intérieur d'une chambre d'aspersion obscure, pour empêcher le développement d'algues (UrbaFerme, 2021). La solution nutritive est pulvérisée sur les racines à intervalles réguliers par des vaporisations permanentes (UrbaFerme, 2021). Les plantes cultivées dans des systèmes aéroponiques ont une qualité nutritionnelle supérieure, en raison d'une absorption plus élevée des minéraux (Khan *et al.*, 2020).

L'aquaponie implique la culture de végétaux avec l'élevage de poissons dans un environnement partagé (Gouvernement du Québec, 2021a). Les deux activités sont interreliées dans un système où l'eau qui est enrichie des déchets des poissons, est dirigée vers les végétaux qui utilisent les minéraux (Gouvernement du Québec, 2021a). L'eau profite ainsi d'une épuration et peut être retournée aux poissons. L'aquaponie n'utilise que 2% de l'eau par rapport à l'agriculture traditionnelle basée sur le sol, car la plupart de l'eau est recyclée (Khan *et al.*, 2020). L'aquaponie a la capacité de devenir un modèle de production alimentaire durable, en réalisant les 3R : réduire, réutiliser et recycler (Goddek *et al.*, 2015).

2.3 Bénéfices perçus de l'agriculture urbaine

De nombreux bénéfices ont été associés à l'agriculture urbaine, tels que l'approvisionnement alimentaire, la sécurité alimentaire, l'autonomie alimentaire, le contrôle de la pollution, la gestion des déchets, l'amélioration du climat et du microclimat, la conservation de la biodiversité, l'amélioration de la santé publique, l'accroissement des sources de revenus, et une source de communauté, d'identité sociale et de loisir.

2.3.1 Approvisionnement et habitudes alimentaires

L'approvisionnement alimentaire est l'une des principales raisons de la mise en place d'initiatives d'agriculture urbaine (Lovell, 2010). Un approvisionnement alimentaire régulier est à haut risque en raison des catastrophes naturelles, des changements climatiques, des conflits entre les pays, de la crise des réfugiés et de l'aggravation des inégalités (Khan *et al.*, 2020). Dernièrement, dans le monde, les politiques de confinement ont été adoptées pour faire face à la pandémie de Covid-19. Elles ont eu un impact significatif sur la production, la transformation, l'approvisionnement, la commercialisation et le transport des denrées alimentaires (FAO, 2020; Khan *et al.*, 2020; Lal, 2020). En raison des décisions gouvernementales, l'approvisionnement alimentaire a été perturbé, le coût des produits alimentaires a été gonflé, et il y a eu une certaine pénurie alimentaire, en particulier dans les zones urbaines (Pawlak et Kołodziejczak, 2020). La culture de légumes en agriculture urbaine permet un flux continu de nourriture avec des normes élevées de sécurité alimentaire (Khan *et al.*, 2020). Cette stratégie a été adoptée par la municipalité de Wuhan, depuis février 2020, en lançant le projet « Vegetable basket », soit la culture de légumes sur 20 000 hectares visant à fournir un approvisionnement continu en aliments frais (FAO, 2020). Des études sur les habitudes de consommation des jardiniers ont souligné l'importance nutritionnelle d'avoir une diversité de produits de haute qualité et frais du jardin (Kortright et Wakefield, 2011; Minkoff-Zern, 2014; Taylor et Lovell, 2014). Des preuves que le jardinage affecte positivement les habitudes alimentaires ont été trouvées, y compris la fréquence et la quantité de consommation de fruits et légumes (AlgertDiekmann, *et al.*, 2016; Gray *et al.*, 2014; Litt *et al.*, 2011).

2.3.2 Sécurité alimentaire

En raison de l'augmentation de la population, on estime que d'ici 2030, la demande alimentaire mondiale augmentera à 43% (Dubois, 2011). La sécurité alimentaire exige que

chaque personne ait une alimentation saine, nutritive, abordable et suffisante pour sa santé, selon les préférences personnelles de chaque individu (FAO, 2007). La sécurité alimentaire se caractérise par cinq éléments (les cinq « A ») : disponibilité (*availability*), accessibilité (*accessibility*), adéquation (*adequacy*), acceptabilité (*acceptability*), et agence (*agency*) (Diekmann *et al.*, 2020). La disponibilité concerne l'approvisionnement, et signifie qu'il y a de la nourriture en quantité suffisante pour répondre aux besoins des gens (Chappell et LaValle, 2011). L'accès fait référence à la capacité physique et économique d'acquérir de la nourriture (Rocha, 2007) et reconnaît que la majorité de l'insécurité alimentaire dans le monde n'est pas causée par le manque de nourriture disponible, mais plutôt par la pauvreté et d'autres obstacles qui empêchent les gens d'acheter de la nourriture. L'adéquation englobe la sécurité alimentaire, la qualité nutritionnelle des régimes alimentaires et a été étendue pour inclure la durabilité environnementale des méthodes de production (Rocha, 2007). L'acceptabilité ou, plus souvent, l'acceptabilité culturelle », traite des nombreux liens entre la nourriture et la culture (Hammelman et Hayes-Conroy, 2015). Enfin, l'agence renvoie à la connaissance et au pouvoir d'apporter des changements au système alimentaire à différents niveaux de gouvernance (Chappell et LaValle, 2011).

Il est suggéré que l'agriculture urbaine peut relever le défi de la sécurité alimentaire (Saha et Eckelman, 2017). En utilisant ses diverses méthodes, l'agriculture urbaine contribue de manière significative à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance dans les villes en développement (Orsini *et al.*, 2009). Par exemple, 35,5% des légumes consommés à Singapour sont cultivés par des personnes dans des fermes et des jardins sur les toits (Astee et Kishnani, 2010). Les études sur les jardins communautaires reconnaissent l'AU comme une stratégie de sécurité alimentaire pour les communautés économiquement défavorisées, mais soulignent également le rôle dans le maintien de l'accès à une alimentation culturellement appropriée (Diekmann *et al.*, 2020; Galt *et al.*, 2014). En raison de la migration constante vers les villes des pays en développement ou des pays développés, les besoins alimentaires sont accrus et il est nécessaire de fournir une alimentation locale durable (Poulsen, 2017). Outre la quantité de nourriture, la qualité devient l'une des préoccupations majeures dans les villes. L'agriculture urbaine a le potentiel de réduire la pression alimentaire et, par conséquent, la sécurité alimentaire urbaine peut être sauvegardée (Specht *et al.*, 2014). À Berlin, par exemple, l'agriculture urbaine a été de la plus haute importance, car elle a fourni des fruits et des légumes pendant une crise de nourriture (Specht *et al.*, 2015). Une récente étude de cas de Sheffield, au Royaume-Uni, a également démontré qu'il existe de grands espaces potentiels disponibles pour produire plus que suffisamment de fruits et légumes pour répondre aux besoins des habitants des villes (Edmondson *et al.*, 2020).

2.3.3 Souveraineté alimentaire

La production alimentaire locale issue de l'agriculture urbaine est de plus en plus considérée comme un outil pour atteindre la souveraineté alimentaire urbaine (Carney, M., 2012; Kirwan et Maye, 2013), qui est définie comme le droit de la communauté de définir ses propres systèmes alimentaires et agricoles. Les activités de l'AU sont souvent liées à la création de chaînes de valeur alimentaires alternatives au marché mondial (Block *et al.*,

2008) et à une dissociation de la production alimentaire du système alimentaire industriel actuel (Wekerle, 2004). En conséquence, certains systèmes alimentaires locaux sont parfois développés comme une alternative au marché agroalimentaire mondial, qui est en grande partie composé de géantes multinationales de semences, de produits chimiques et d'engrais, et de chaînes de supermarchés mondiales (DuPuis *et al.*, 2011). De plus, des études récentes ont examiné les avantages sociaux de l'AU, qui sont souvent devenus le principal motif de la promotion des initiatives d'agriculture urbaine. Généralement, l'AU à orientation sociale est créée au niveau communautaire et sous forme de jardins communautaires. Les valeurs sociales associées à l'AU sont l'autonomisation de la communauté, l'amélioration de la santé, l'organisation sociale, la cohésion sociale, l'inclusion sociale et l'éducation (Block *et al.*, 2012; Carney, M., 2012; Guitart *et al.*, 2012).

2.3.4 Contrôle de la pollution et gestion des déchets

L'agriculture urbaine peut aider à atténuer la pollution environnementale toujours croissante en raison de la capacité des plantes à absorber les polluants de l'air et du sol (Ling et Chiang, 2018; McClintock, 2010; Tornaghi, 2014). Dans les villes, la végétation réduit la pollution de l'air, les particules de poussière et le dioxyde d'azote (Khan *et al.*, 2020). De plus, si suffisamment de nourriture peut être produite localement, l'agriculture urbaine peut contribuer à l'atténuation des émissions de CO² générées par le transport en réduisant les miles alimentaires (Gómez *et al.*, 2019; Grebitus *et al.*, 2020). Par ailleurs, l'agriculture urbaine utilisant le « Zfarming » en serres, peut produire davantage de produits alimentaires toute l'année par rapport à l'agriculture traditionnelle (Thomaier *et al.*, 2015).

Actuellement, au niveau international, plusieurs stratégies sont adoptées pour réduire les pertes et gaspillages alimentaires. Au cours des dernières années, la population a été sensibilisée à la réduction du gaspillage alimentaire et il a été observé que ce changement progressif dépend de facteurs culturels, politiques, géographiques, économiques et sociaux (Thyberg et Tonjes, 2016). Les déchets inorganiques, tels que les bouteilles en plastique, les pneus en caoutchouc, les réservoirs d'eau en plastique, les paniers et les sacs en polyéthylène peuvent être utilisés comme pots et paniers suspendus en les remplissant de substrat de repotage et de plantes (Khan *et al.*, 2020). Dans certains endroits, ces matériaux ont été utilisés avec succès comme matériau de couverture pour les plantes et la culture hors sol (Buechler *et al.*, 2013; Orsini *et al.*, 2009). Les déchets organiques ménagers quotidiens, tels que papiers, mouchoirs en papier, pelures de fruits, pelures de légumes et restes de plantes peuvent être recyclés en compost (Khan *et al.*, 2020). Le compostage est une initiative positive visant à maintenir la propreté de l'environnement urbain et peut être utilisé comme amendement naturel du sol pour la production d'aliments frais (Aprilia *et al.*, 2013). Il a été démontré que les composts organiques et autres biosolides améliorent la qualité des sols urbains (Kumar et Hundal, 2016). L'utilisation du compost réduit également l'absorption de plomb dans les cultures maraîchères sur les sites contaminés, ce qui donne des cultures sans danger (Brown *et al.*, 2016).

2.3.5 Amélioration du climat et du microclimat

Une végétation planifiée et bien organisée peut modifier le microclimat urbain, ainsi que réduire considérablement la température et les gaz à effet de serre (Smith et Gregory, 2013). La végétation contribue à réduire le rayonnement solaire et les particules de poussière, et à augmenter l'humidité atmosphérique, ce qui modifiera le microclimat d'un lieu (Ling et Chiang, 2018). Il a été démontré que les herbes et les paillis en milieu urbain ont un effet rafraîchissant (Deelstra et Girardet, 2000). En effet, l'agriculture urbaine a le potentiel d'atténuation des îlots de chaleur urbains (Greibitus *et al.*, 2020). Ling et Chiang (2018) ont d'ailleurs démontré que les jardins verticaux réduisaient la température de surface et la température intérieure de 6°C, sans compter l'augmentation de la qualité de l'air.

2.3.6 Conservation de la biodiversité

Un autre avantage de l'agriculture urbaine est qu'elle apporte une contribution majeure à l'équilibre de l'écosystème en maintenant la biodiversité (Gray *et al.*, 2020; Khan *et al.*, 2020; McClintock, 2010; Sanyé-Mengual *et al.*, 2013). L'AU modifie les modèles écologiques, réduit la pollution de l'environnement, et modifie les cycles et processus naturels (Nilon *et al.*, 2017). La diversité de la flore et de la faune est fortement réduite dans les zones urbaines par rapport aux zones rurales (Aronson *et al.*, 2014). La réduction de la biodiversité entraîne une diminution des ressources naturelles et des nutriments perturbés et le cycle de l'eau (Cardinale *et al.*, 2012; Grimm *et al.*, 2008). Or, les espaces verts des zones urbaines offrent des sites de refuge et des habitats naturels importants (Goddard *et al.*, 2010). Dans l'agriculture urbaine, il y a généralement moins d'utilisation d'engrais, de pesticides et de fongicides, ce qui contribue à la coexistence d'autres composants de l'écosystème (Khan *et al.*, 2020). L'agriculture biologique urbaine est considérée comme un outil essentiel pour améliorer la biodiversité des zones urbaines, car la flore et la faune survivent mieux dans ces habitats naturels (De Bon *et al.*, 2010).

2.3.7 Santé publique

L'agriculture urbaine présente plusieurs avantages en termes de santé publique, tant au niveau de la santé physique que psychologique. L'utilisation excessive de pesticides et son ruissellement de surface ont dégradé la qualité de l'eau et augmenté sa toxicité pour les organismes (Gallardo *et al.*, 2005; Iwafune *et al.*, 2011). Cependant, il a été démontré que l'agriculture urbaine favorise la santé humaine et la qualité de vie (Na *et al.*, 2020). À cet égard, l'AU a réduit la charge d'engrais synthétiques et de pesticides cancérigènes et dangereux pour la santé humaine, et elle a encouragé l'utilisation d'aliments biologiques naturels et plus sains (Khan *et al.*, 2020). De plus, les aliments produits localement sont frais et riches en vitamines, minéraux et protéines lorsqu'ils sont consommés (Specht *et al.*, 2014). Plusieurs études ont révélé que le temps passé dans des environnements verts et naturels réduit l'activité nerveuse, améliore l'immunité, les activités cellulaires et stabilise le pouls (Chorong *et al.*, 2019; Tsunetsugu *et al.*, 2013). Il diminue le cholestérol, le cortisol salivaire (hormone du stress) et les pressions artérielles systolique et diastolique (Lee, J. *et al.*, 2011; Park *et al.*, 2009).

Par ailleurs, le manque d'espace et la diminution de l'activité physique ont conduit à une augmentation du comportement sédentaire, de la dépression et du technostress chez les adultes, et à une augmentation du nombre de troubles mentaux chez les enfants (Engemann *et al.*, 2019; Kohl *et al.*, 2012; Purtle *et al.*, 2019). La plantation intérieure améliore la qualité de l'air, la stimulation visuelle et présente des avantages psychologiques (Dong Sik *et al.*, 2009; Ling et Chiang, 2018; Sin-Ae *et al.*, 2016). Il existe un grand nombre de travaux examinant les avantages pour la santé mentale et physique de l'UA, mettant en évidence les effets sur l'activité physique, les loisirs, la réduction du stress et le bien-être (Armstrong, 2000; Blair, 2009; Ober Allen *et al.*, 2008; Wakefield *et al.*, 2007). De plus, les espaces verts et les aliments naturels dans l'agriculture urbaine ont augmenté la longévité (et le statut socio-économique) des personnes âgées à Tokyo (Takano *et al.*, 2002). Finalement, les jardins ont également des propriétés curatives au niveau individuel et peuvent aider les participants à se remettre d'expériences traumatisantes (Gerlach-Spriggs *et al.*, 1998). Gardant à l'esprit les effets physiologiques et psychologiques positifs de l'agriculture urbaine sur la santé humaine, elle devrait être considérée comme un élément essentiel de la civilisation pour promouvoir la santé à l'avenir (Khan *et al.*, 2020).

2.3.8 Source de revenus

Actuellement, de nombreux pays en développement utilisent l'agriculture urbaine comme source directe de revenus en gérant leur propre entreprise (van Leeuwen *et al.*, 2010). En Afrique, l'agriculture urbaine est sur le point de devenir une importante source d'emplois. En effet, environ 40% des citoyens sont impliqués dans des emplois agricoles urbains (Zezza et Tasciotti, 2010). L'agriculture urbaine offre des opportunités de travail à ceux qui ont le moins de possibilités d'emploi et est un moyen pour les chômeurs, ainsi que les salariés journaliers, de devenir des entrepreneurs autonomes (Khan *et al.*, 2020). Par ailleurs, les jardins domestiques peuvent fournir un revenu supplémentaire qui peut être généré par la vente de produits dans le quartier (Oluoch *et al.*, 2009).

2.3.9 Source de communauté, d'identité sociale, d'éducation et de loisirs

Parallèlement à la production alimentaire, les gens pratiquent l'agriculture urbaine comme passe-temps ou comme activité récréative (Khan *et al.*, 2020). Le jardinage favorise l'association sociale et l'activité culturelle entre les gens (Nicholls *et al.*, 2020). En effet, les jardiniers communautaires apprécient souvent leurs jardins autant pour leurs aspects sociaux et culturels qu'en tant que site de production agricole pure (Saldivar-tanaka et Krasny, 2004). Les cadres sociaux sont fréquemment utilisés pour examiner les types de réseaux sociaux au sein des familles, des quartiers, entre les communautés similaires, et les avantages associés de ces réseaux qui émergent de l'AU (Alaimo *et al.*, 2010; Firth *et al.*, 2011; Kingsley et Townsend, 2006). De plus, les immigrants récents peuvent entrer en contact avec les communautés culturelles autour d'aliments socialement importants, maintenir les traditions culturelles et les modes d'alimentation (Baker, 2004; Corlett *et al.*, 2003). L'AU a la possibilité de construire des identités locales plus intensives grâce à des relations sociales et culturelles renforcées (Mares et Peña, 2011). Elle a également le

potentiel de rassembler des personnes de divers groupes culturels, socio-économiques ou d'âge qui peuvent créer des liens communautaires plus forts pour entretenir le changement social et communautaire (LeDoux et Conz, 2017; McClintock, 2010). WinklerPrins et de Souza (2005), par exemple, soulignent que les jardins en Amazonie brésilienne sont des espaces de vie, où les gens socialisent, cultivent des aliments, renforcent les identités culturelles, en utilisant les systèmes de connaissances locaux et les réseaux d'échange de cadeaux pour gérer les environnements et les moyens de subsistance. McIvor et Hale (2015) étendent encore plus la devise politique de l'UA en la situant dans la « lutte plus large pour les pratiques et les relations démocratiques », suggérant, avec d'autres, que l'UA peut favoriser une démocratie profonde (Glover *et al.*, 2005) à travers la formation de relations et de réseaux, et malgré les barrières sociales telles que la classe et la race. Lawson (2005) met en évidence les jardins comme un espace pour l'éducation, le développement démocratique, l'engagement civique et l'autoamélioration, tandis que Walter (2013) voit le potentiel des jardins urbains à devenir des sites importants pour l'éducation environnementale.

2.4 Risques perçus de l'agriculture urbaine commerciale

L'intérêt récent pour la production alimentaire urbaine est souvent une réponse aux préoccupations concernant la capacité de répondre à la demande croissante et changeante de nourriture, tout en réduisant les transports et les impacts environnementaux (McClintock, 2010; Tornaghi, 2014). Pourtant, l'émergence de nouvelles formes d'agriculture urbaine (AU) dans de nombreuses villes nord-américaines, y compris les innovations technologiques et l'expansion commerciale de nouvelles formes d'agriculture sur les toits, soulève d'importantes questions sur les implications sociales des différents modèles de production alimentaire urbaine (Specht *et al.*, 2014; Specht *et al.*, 2016). Si de nombreux projets présentent des avantages environnementaux (Deelstra et Girardet, 2000) et sont des outils de développement communautaire (Ferris *et al.*, 2001; Shinew *et al.*, 2004), d'autres existent dans un cadre spécifique qui est procroissance et procapitaliste (Tornaghi, 2014).

Les nouvelles formes de cultures à forte intensité de capital comme la culture hydroponique, ainsi que les nouveaux modèles de marketing direct aux consommateurs utilisant les marchés en ligne, représentent de nouvelles sources de concurrence par rapport au modèle traditionnel de l'agriculture soutenue par la communauté (ASC) (Galt *et al.*, 2016; O'Hara et Low, 2020). Diverses formes de pouvoir, d'exclusion et d'inégalité peuvent ainsi être intégrées dans les initiatives d'AU (Reynolds, 2015; Tornaghi, 2014). L'agriculture urbaine, comme d'autres mouvements alimentaires locaux, peut reproduire les conditions qu'elle peut améliorer (Guthman, 2008).

Une étude sur la perception de l'agriculture urbaine commerciale par des agriculteurs en périphérie de la ville de Montréal souligne qu'il était plus difficile de faire la vente de leurs produits (Allaby *et al.*, 2020). Une des principales tensions parmi les petits agriculteurs ASC est liée à l'émergence de l'agriculture hydroponique sur les toits et du marketing direct en ligne à Montréal. La confusion est associée au degré d'approvisionnement alimentaire local

dans les modèles de distribution hybrides (Allaby *et al.*, 2020). Certains agriculteurs ont notamment exprimé leur malaise à l'idée qu'un grand producteur urbain complète ses propres produits avec des produits attirants pour les consommateurs, mais qui ne sont pas d'origine locale (Allaby *et al.*, 2020), tels que des bananes ou des oranges. Plus de la moitié des agriculteurs interrogés craignaient qu'aux yeux des consommateurs, un tel modèle de distribution puisse confondre les valeurs inhérentes du modèle ASC (Allaby *et al.*, 2020). Selon cette étude, et malgré ses similitudes, les agriculteurs étaient contrariés en cas d'absence de nombreuses valeurs fondamentales de l'ASC comme le développement durable, et le renforcement du lien entre les agriculteurs et le consommateur (Allaby *et al.*, 2020). En effet, un agriculteur a même souligné que le modèle CSA est falsifié s'il n'y a pas d'agriculteurs derrière, mais qu'il y a un informaticien (Allaby *et al.*, 2020).

Ces risques perçus et l'augmentation de la concurrence ont également permis la création de plusieurs initiatives intéressantes tant pour les producteurs que pour les consommateurs. Une des réponses à cette concurrence accrue est, par exemple, « Les Bio Locaux », soit un collectif d'agriculteurs biologiques de la grande région de Montréal et des membres de la coopérative CAPE. En effet, ils ont uni leurs forces pour vendre ensemble leurs produits locaux tout au long de l'année (Allaby *et al.*, 2020). Ce collectif d'agriculteurs investit dans la commercialisation de paniers de légumes d'été et d'hiver. En offrant des paniers d'hiver collectifs, les agriculteurs sont en mesure de fidéliser les clients de l'ASC pendant les mois d'hiver, lorsque de nombreux consommateurs commencent à acheter des légumes importés (Allaby *et al.*, 2020). De plus, des agriculteurs sont devenus des partenaires d'un grand producteur urbain, et ils ont noté que cette solution leur permettait de se spécialiser ou de réduire le temps et les coûts de commercialisation (Allaby *et al.*, 2020).

2.5 Potentiel de l'agriculture urbaine

Pour évaluer le potentiel de l'agriculture urbaine, les études ont combiné les inventaires des terres disponibles avec différents scénarios d'utilisation des terres, de gestion agricole et de consommation pour estimer la capacité de production (Diekmann *et al.*, 2020; Haberman *et al.*, 2014). Ces projections suggèrent que l'AU a le potentiel d'apporter des contributions significatives à la consommation totale de légumes des résidents, allant de la fourniture de 5% des légumes consommés à Oakland (McClintock *et al.*, 2013) et à 10% à Toronto (MacRae *et al.*, 2016). Au niveau du site de production, des études ont utilisé des méthodes de pesée des cultures pour quantifier la capacité de production des jardins urbains. Bien que la production du jardin soit très variable (Conk et Porter, 2016; Pourias *et al.*, 2018), des études de pesée ont montré que certains jardins rapportent plus par unité de surface que l'agriculture commerciale ou bio-intensive (AlgertBaameur, *et al.*, 2016). Les auteurs notent qu'il y a une grande variabilité dans les récoltes (Conk et Porter, 2016; Diekmann *et al.*, 2020; Haberman *et al.*, 2014; Pourias *et al.*, 2018; Shamasunder *et al.*, 2015). La variabilité observée est notamment attribuable à des orientations différentes vers le jardinage, tel que l'accent mis sur la production versus les loisirs (Pourias *et al.*, 2018; Taylor *et al.*, 2017), ainsi que des contraintes de temps, des changements d'emploi ou d'état de santé, et la présence de mauvaises conditions environnementales ou de ravageurs (Diekmann *et al.*, 2020). Pour Diekmann *et al.* (2020), le degré de variabilité entre les saisons de croissance,

les années et les jardiniers indique que l'instabilité de l'approvisionnement alimentaire de l'agriculture urbaine est un obstacle à l'utilisation des jardins pour améliorer la sécurité alimentaire.

Dans une étude sur le potentiel de l'agriculture urbaine à Montréal, Haberman *et al.* (2014) ont eu recours à plusieurs scénarios d'utilisation des terres pour déterminer différents espaces qui pourraient être alloués à la production de légumes à Montréal, incluant les jardins résidentiels, les toits industriels et les espaces vacants. Les résultats montrent que l'île de Montréal pourrait facilement satisfaire sa demande de légumes, si la culture hydroponique est mise en œuvre sur les toits industriels, bien que ces opérations soient généralement coûteuses (Haberman *et al.*, 2014). Dans un scénario plus réaliste, où des espaces de cour vacants et résidentiels sont utilisés pour l'AU avec des estimations de rendement de faible intensité, la demande de légumes de toute l'île pourrait également être satisfaite (Haberman *et al.*, 2014). Dans un sens plus large, les résultats appuient les conclusions d'autres études de cas, confirmant que la mise en œuvre de l'AU à grande échelle, même avec des rendements relativement élevés, peut considérablement accroître l'autosuffisance et la résilience des systèmes alimentaires dans les villes nord-américaines (Haberman *et al.*, 2014).

Ce chapitre a présenté certains fondements théoriques, ainsi que les résultats de recherches clés traitant des définitions du concept « agriculture urbaine », ses formes, ses bénéfices, ses risques perçus et son potentiel. Le prochain chapitre présente l'approche méthodologique retenue pour explorer les enjeux de la mise en place d'un terme valorisant « agriculture urbaine ».

2.6 Signes de qualité

Dans la littérature en marketing, le concept de qualité du produit peut être analysé sous deux perspectives principales: la qualité objective et la qualité perçue (Brunsø *et al.*, 2005). La qualité objective fait référence à la nature technique, mesurable et vérifiable des produits, des processus et des contrôles de qualité, tandis que la qualité subjective ou perçue fait référence aux jugements de valeur ou aux perceptions de la qualité des consommateurs (Brunsø *et al.*, 2005). Ainsi, Szybillo et Jacoby (1974), Zeithaml (1988), Oude Ophuis et Van Trijp (1995) et Steenkamp (1997) jugent pertinent de classer le concept de qualité perçue en deux groupes de facteurs qui permettent au consommateur d'évaluer les produits : les attributs intrinsèques et les attributs extrinsèques. Les attributs intrinsèques sont liés aux aspects physiques d'un produit (par exemple, la couleur, la saveur, la forme et l'apparence), tandis que les attributs extrinsèques sont liés au produit, mais pas à la partie physique de celui-ci (par exemple, nom de marque, signe de qualité, prix, pays d'origine, emballage) (Bernués *et al.*, 2003).

Lors de l'achat d'aliments, les consommateurs utilisent à la fois des attributs intrinsèques et extrinsèques dans leur décision d'achat (Lee, M. et Lou, 1995). Les attributs intrinsèques peuvent avoir une influence positive sur l'intention d'achat des consommateurs tandis que les attributs extrinsèques peuvent influencer positivement la fidélité (Fandos et Flavián,

2006). Dans l'ensemble, l'importance des seules caractéristiques extrinsèques (Mueller *et al.*, 2010) ainsi que la combinaison des caractéristiques extrinsèques et intrinsèques, est reconnue (Enneking *et al.*, 2007).

L'adoption de différents systèmes de qualité, tels que les appellations réservées et les termes valorisants, a été une réponse à la demande croissante des consommateurs pour des aliments de qualité certifiés. En effet, de nos jours, les consommateurs recherchent de plus en plus la qualité et l'origine des produits alimentaires (Albuquerque *et al.*, 2018; Becker, 2009; Grunert et Aachmann, 2016; Pieniak *et al.*, 2009) et différentes motivations sont apparues concernant leur intérêt à obtenir des informations sur ces aspects. Les consommateurs estiment que les produits de qualité ont des conséquences positives sur la santé, l'environnement ou pour la société en général (Brunsø *et al.*, 2005) et ils préfèrent les produits de certaines régions ou pays puisqu'ils les perçoivent comme étant tout simplement meilleurs en termes de goût ou de sécurité (van Rijswijk et Frewer, 2008), ou en raison d'une préférence connexe pour soutenir le l'économie locale plutôt que les économies étrangères (van der Lans *et al.*, 2001; Verbeke *et al.*, 2013).

L'utilisation des signes de qualité sur les produits alimentaires procure ainsi un avantage stratégique et concurrentiel en marketing (Fotopoulos et Krystallis, 2003; Spognardi *et al.*, 2021). Or, aucune étude, à notre connaissance, ne s'est intéressée au potentiel de la mise en place d'un signe de qualité pour valoriser l'agriculture urbaine. L'ajout d'un attribut extrinsèque sur les produits issus de l'AU, tel qu'un terme valorisant « agriculture urbaine », aurait le potentiel de répondre à la demande des consommateurs pour les produits certifiés, qui en garantissent leur qualité, ainsi qu'à leur intérêt de connaître l'origine de leurs produits.

CHAPITRE III – APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

Ce chapitre présente l'approche méthodologique visant à atteindre l'objectif principal de cette recherche, soit d'explorer qualitativement les enjeux de la mise en place d'un terme valorisant « agriculture urbaine » pour favoriser la distinction et le développement des produits alimentaires du Québec. Les prochaines sections décrivent ainsi les phases de cette recherche, le type de recherche, la méthode de collecte de données, l'échantillonnage, l'analyse des données ainsi que les principes d'éthique de la recherche.

3.1 Étapes du projet

Afin de répondre aux objectifs de cette recherche, nous avons adopté une approche en trois phases, soit : 1) l'analyse documentaire et l'élaboration du guide d'entrevues, 2) la collecte et l'analyse des données qualitatives, et 3) la rédaction du rapport et l'élaboration de ses recommandations (Figure 2).



Figure 2 Les étapes du projet

3.2 Phase 1 : Analyse documentaire et élaboration du guide d'entrevues

La première phase a consisté à réaliser une analyse documentaire et à élaborer un guide d'entrevue sur la mise en place d'un terme valorisant pour favoriser la distinction des produits alimentaires du Québec. Cette étape a consisté à faire une analyse des articles publiés dans des revues, rapports et journaux professionnels qui ont été pertinents pour acquérir une connaissance de l'éventail des expériences vécues ou en cours. Cette étape nous a permis d'élaborer une première version du guide. Par la suite, nous avons mené des entrevues exploratoires auprès de personnes-ressources afin de tester le guide d'entrevue élaboré suite à la revue littéraire. Cette étape permet d'élaborer une recherche plus largement acceptée par le milieu. Elle vise à recueillir l'opinion de personnes-ressources quant aux enjeux identifiés dans la revue littéraire. Le recours à des entrevues individuelles permet également aux personnes-ressources ciblées d'exprimer librement leurs opinions. Cette étape a permis de valider l'inclusion d'enjeux dans cette recherche et de valider le guide d'entrevues.

3.2.1 Sélection des répondants pour la validation du guide d'entrevues

La liste des personnes consultées a été élaborée par les chercheurs de l'Observatoire de la consommation responsable (OCR) de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM, dont Francine Rodier, principale responsable de cette étude, ainsi que par les chercheurs du Laboratoire sur l'agriculture urbaine (AU/LAB). Afin de respecter les mesures sanitaires en vigueur au Québec, les participants ont été interviewés par visioconférence ou par téléphone.

Au terme de la phase 1, trois entrevues individuelles ont été réalisées. Ces entrevues nous ont permis de valider le guide d'entrevues utilisé en phase 2. Le guide qui en résulte permet d'explorer qualitativement les enjeux de la mise en place d'un terme valorisant « agriculture urbaine » pour favoriser la distinction des produits alimentaires du Québec.

3.3 Phase 2 : Collecte et analyse des données qualitatives

L'objectif de cette deuxième phase était triple. Elle visait d'abord à développer et valider la présence des enjeux identifiés suite aux résultats de la première phase. Ensuite, elle visait à déterminer, à l'aide de ces enjeux, la propension des producteurs, distributeurs et gestionnaires d'entreprises de service dans la filière d'agriculture urbaine au Québec à s'engager dans la mise en place d'un terme valorisant « agriculture urbaine » pour favoriser la distinction des produits alimentaires du Québec. Finalement, elle visait à analyser les données.

3.3.1 Type de recherche et méthode de collecte de données

Une recherche exploratoire par entrevues individuelles semi-dirigées a été privilégiée à cette étape, puisque cette seconde phase visait à documenter qualitativement les enjeux de la mise en place d'un terme valorisant « agriculture urbaine » pour favoriser la distinction

des produits alimentaires du Québec auprès des producteurs, distributeurs et gestionnaires d'entreprises de service dans la filière d'agriculture urbaine au Québec.

Cette méthode de collecte de données offre la possibilité d'établir un contact étroit avec les participants et permet de sonder plus profondément les opinions, les sentiments, les motivations, les croyances et les comportements en lien avec le projet de recherche (d'Astous, 2011). L'entrevue individuelle est bien adaptée pour l'exploration de processus individuels complexes comme la compréhension d'un phénomène (Gavard-Perret *et al.*, 2012).

3.3.2 Processus d'échantillonnage

La liste des personnes potentielles à consulter a été élaborée par les chercheurs du Laboratoire sur l'agriculture urbaine (AU/LAB). Les chercheurs de l'Observatoire de la consommation responsable (OCR) de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM, dont Francine Rodier, principale responsable de cette étude, ont ensuite procédé aux choix des personnes consultées en ayant comme objectif une répartition équitable de diverses parties prenantes de l'industrie agroalimentaire et de leur représentativité. Il s'agit de producteurs, distributeurs et gestionnaires d'entreprises de service dans la filière d'agriculture urbaine au Québec.

3.3.3 Recrutement

Les participants ont été recrutés selon la méthode de convenance, une technique non probabiliste qui fait intervenir le jugement du chercheur (d'Astous, 2011). Cette méthode a été employée parce qu'elle consiste à sélectionner des répondants dans notre liste de présélection, qui sont disponibles et accessibles, et que nous pouvons les convaincre de participer à l'étude (d'Astous, 2011). Elle a également comme avantage d'être moins coûteuse, rapide et accessible (Malhotra *et al.*, 2007).

Les participants ont été recrutés par téléphone ou par courriel. Les chercheurs ont exposé le projet aux personnes contactées, tout en mentionnant les détails concernant la procédure d'entrevue et du formulaire de consentement éthique. Des rendez-vous téléphoniques ou par visioconférence ont été pris pour réaliser les entrevues. Suite à la prise de rendez-vous, le formulaire de consentement a été expédié aux répondants afin que ceux-ci puissent le lire en détail et le signer avant leur entrevue. Les répondants avaient ainsi le temps nécessaire pour bien comprendre le projet et ses modalités.

3.3.4 Échantillon final

Du 9 février au 5 mars 2021, 16 entrevues semi-dirigées d'une durée moyenne d'une heure et demie ont ainsi été effectuées auprès de producteurs (8), de gestionnaires d'entreprises de service dans la filière d'agriculture urbaine au Québec (3), et de producteurs urbains qui offrent également des services (5). Dans le cadre de cette recherche qualitative, il ne s'agit pas d'avoir un grand échantillon, mais de pouvoir découvrir et comprendre le phénomène

en profondeur (Perrien *et al.*, 1983). Dans le cas présent, 10 entrevues étaient initialement prévues. Les chercheurs ont toutefois procédé à 16 entrevues qui ont été jugées nécessaires et suffisantes pour pouvoir contextualiser les enjeux de la mise en place d'un terme valorisant « agriculture urbaine ».

3.3.5 Protocole d'entrevues

Le guide d'entrevue a été développé en se basant principalement sur la revue de la littérature, ainsi que sur les commentaires et recommandations des experts consultés lors des entrevues réalisées en phase 1. Ce guide d'entrevue comportait dix (10) sections et les questions ouvertes permettaient d'explorer : le niveau de connaissance, la définition et l'opinion, la portée du terme valorisant « agriculture urbaine », la liste ou les catégories de produits pouvant faire l'objet d'une certification, la description de produits portant cette appellation, les avantages du terme, les parties prenantes, les perspectives économiques et les coûts aux entreprises, les réseaux de distribution, les éventuels problèmes d'imitation ou de contrefaçon, les conditions de succès du projet et l'évaluation de l'intérêt, ainsi les recommandations.

Chaque entrevue a été enregistrée numériquement. La grande majorité des questions étaient ouvertes. Tel que préconisé par Savoie-Zajc (2009), les chercheurs ont utilisé leur jugement pour poser des sous-questions en lien avec le sujet évoqué dans le but d'enrichir ou d'éclaircir les réponses obtenues par le répondant. Lorsqu'utilisées au fil d'une entrevue donnée, ces sous-questions ont été jugées nécessaires pour approfondir ou apporter des précisions.

3.3.6 Préparation des données

Suite aux entrevues, les données recueillies ont subi un traitement préalable de transcription, de correction, de réduction, d'organisation et d'indexation pour constituer un corpus (Gavard-Perret *et al.*, 2012). La retranscription intégrale des entretiens a été effectuée à l'aide du logiciel Microsoft Word et une indexation numérique a été effectuée selon le numéro d'entretien pour assurer un repérage, tout en préservant l'anonymat et la confidentialité des répondants.

3.3.7 Méthode d'analyse de données

L'analyse de contenu qui a suivi est la méthode la plus répandue pour étudier les entrevues ou les observations qualitatives (Bauer, 2007). Elle consiste à retranscrire les données qualitatives, à se donner une grille d'analyse, à coder les informations recueillies et à les traiter en analysant le matériel d'enquête et en étudiant la signification (Gavard-Perret *et al.*, 2012). L'analyse thématique de ce contenu a été retenue. Il s'agit d'une méthode sûre pour dégager les sens de ce qui est présenté (Mucchielli, 2006). Elle prend appui sur une démarche transversale de découpage du discours des répondants (Boutin, 2008). Elle a pour objectif de trouver, par une approche horizontale, les thèmes récurrents entre les différents

documents ou entretiens du corpus et les contenus qui s'y rattachent (Gavard-Perret *et al.*, 2012).

Le recours au logiciel NVivo Pro 12 d'analyse qualitative a été préconisé (Fallery et Rodhain, 2007), compte tenu de la grande quantité de données qualitatives à explorer, de la possibilité de faire des analyses lexicales et des analyses comparatives (exemple : entre les différentes parties prenantes). Cette approche facilite les techniques qualitatives courantes d'organisation, d'analyse et de partage des données, quelle que soit la méthode utilisée (QSR International, 2017). Le logiciel retenu a permis au chercheur de gérer les liens entre des verbatim et des catégories en construction, en permettant de manipuler des masses importantes de documents hétérogènes de façon itérative (allers-retours entre le codage et le décodage) pour étudier dynamiquement le corpus (Fallery et Rodhain, 2007).

3.3.8 Analyse des données

Une première lecture dite « lecture flottante » des 16 entrevues a été réalisée afin de préparer l'analyse avec un portrait global des réponses et d'anticiper certains « patterns » thématiques du corpus. Dans un deuxième temps, le corpus a été traité de façon thématique à l'aide du guide d'entrevue utilisé afin de découper le texte. Ensuite, une relecture de chaque réponse à l'intérieur d'une question a permis d'attribuer les découpages aux différents thèmes (enjeux). Cette relecture a été effectuée de pair entre les chercheurs, afin de valider l'exclusivité mutuelle de l'encodage des nœuds, donc des enjeux. Ce travail à plusieurs personnes permet une plus grande objectivité (Gavard-Perret *et al.*, 2012). En effet, un analyste doit être capable d'arriver aux mêmes constats qu'un autre analyste avec le même objectif de recherche et le même corpus (Gavard-Perret *et al.*, 2012). L'analyse à plusieurs personnes vient ainsi garantir la qualité d'une analyse qualitative, donc de la fiabilité intracodeurs, soit la stabilité des résultats obtenus de l'analyse du même corpus, et intercodeur, soit la reproductibilité des résultats de codage entre codeurs (Weber, 1990).

3.3.9 Éthique de la recherche

Cette recherche suit les principes éthiques de la recherche avec des êtres humains. En effet, les chercheurs se sont assurés d'obtenir préalablement leur certification éthique du CIEREH, soit le Comité institutionnel d'éthique de la recherche avec des êtres humains de l'UQAM. Lors des entretiens, le consentement écrit a ainsi été demandé à chaque participant suite à l'explication des détails de la recherche. À cet effet, chacun était en mesure de connaître le but de la recherche, les risques et les avantages associés à celle-ci, leur droit de retrait à tout moment ainsi que la confidentialité et l'anonymat des données recueillies.

Les renseignements recueillis suite à la collecte de donnée sont confidentiels et seuls les responsables du projet, soit Francine Rodier ainsi que l'assistante de recherche, Marilyne Chicoine, ont eu accès aux données des répondants. Le matériel de recherche, c'est-à-dire les guides d'entrevue et les formulaires de consentement ont été détruits suite à la transcription des entrevues, et l'enregistrement de celles-ci a été fait dans une base de données anonyme. Les enregistrements audio ont également été détruits à la suite des

dernières vérifications. Conformément aux modalités de la certification éthique de cette recherche, les données seront conservées sous clé, dans le bureau de Madame Francine Rodier, professeure à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), et seront détruites cinq ans après le dépôt final du travail de cette recherche.

3.4 Phase 3 : Rédaction du rapport et recommandations

La dernière phase de cette recherche consiste à rédiger le rapport et élaborer des recommandations. Au besoin, des entrevues en visioconférence ou téléphoniques pouvaient également être réalisées auprès de 3 à 5 personnes-ressources pour valider les résultats obtenus.

Au terme de la phase 3, nous estimons avoir été en mesure de rédiger le rapport et le déposer en documentant les principaux enjeux et évaluant la propension des producteurs, distributeurs et gestionnaires d'entreprises de service dans la filière d'agriculture urbaine au Québec à s'engager (ou non) dans la mise en place d'un terme valorisant « agriculture urbaine » pour favoriser la distinction et le développement des produits alimentaires du Québec.

CHAPITRE IV – RÉSULTATS DES ENTREVUES

Ce chapitre présente en deux parties les résultats de l'étude de faisabilité de la mise en place d'un terme valorisant « agriculture urbaine » pour favoriser la distinction et le développement des produits du Québec. La première section présente les résultats des entrevues qualitatives en profondeur sous vingt-huit sous-sections. L'analyse thématique de l'ensemble des entrevues par parties prenantes permet par la suite d'enrichir ces premiers constats en faisant ressortir douze enjeux d'importance pour les parties prenantes.

4.1 Résultats des entrevues en profondeur

Cette première section présente successivement les résultats de l'exploration qualitative par entrevues en profondeur sous les vingt-huit (28) thématiques (questions du guide) suivantes :

- 1) Le niveau de connaissance des produits alimentaires issus l'agriculture urbaine
- 2) La définition de l'agriculture urbaine
- 3) L'opinion à l'égard des produits alimentaires issus de l'agriculture urbaine
- 4) La capacité de distinguer un aliment issu de l'agriculture urbaine d'un aliment conventionnel
- 5) La présence des produits alimentaires issus de l'agriculture urbaine sur le marché québécois
- 6) Le niveau d'accord à l'étiquetage des produits alimentaires « agriculture urbaine »
- 7) La connaissance d'offres similaires
- 8) La connaissance de cette étude de faisabilité
- 9) La connaissance de la Loi sur les appellations réservées et les termes valorisants du Québec (LARTV - L.R.Q., chap. A-20.03, article 4)
- 10) Le niveau d'accord à un étiquetage volontaire des produits alimentaires « agriculture urbaine » encadré par la LARTV
- 11) La portée du terme valorisant « agriculture urbaine » : produits primaires et/ou transformés
- 12) La portée du terme valorisant « agriculture urbaine » : produit(s) ou catégorie(s) de produits
- 13) Les valeurs derrière le terme valorisant « agriculture urbaine »
- 14) La description des produits portant le terme valorisant « agriculture urbaine »
- 15) Les avantages perçus d'un terme valorisant « agriculture urbaine » pour les entreprises et les consommateurs
- 16) Les parties prenantes touchées par le terme valorisant « agriculture urbaine »
- 17) Les coûts aux entreprises pour un terme valorisant « agriculture urbaine » sur leurs produits
- 18) La compensation des coûts par la valeur ajoutée aux produits
- 19) La perception de la valeur ajoutée par les consommateurs urbains versus ruraux

- 20) La capacité du terme valorisant « agriculture urbaine » à favoriser la distinction des produits du Québec
- 21) La capacité du terme valorisant « agriculture urbaine » à favoriser l'économie du Québec
- 22) Le réseau de distribution à cibler pour mettre en marché les aliments portant le terme valorisant « agriculture urbaine »
- 23) Les problèmes d'imitation ou de contrefaçon des aliments portant le terme valorisant « agriculture urbaine » à anticiper
- 24) Les solutions à d'éventuels problèmes d'imitation ou de contrefaçon des aliments portant le terme valorisant « agriculture urbaine »
- 25) Les conditions de succès de la mise en place d'un terme valorisant « agriculture urbaine »
- 26) L'opinion à l'égard de la terminologie du terme « agriculture urbaine »
- 27) Le niveau d'intérêt à utiliser (ou non) le terme valorisant « agriculture urbaine »
- 28) Les commentaires et les suggestions des répondants

Nous avons d'abord demandé aux producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU interrogés de nous situer quant à leur niveau de connaissance des produits alimentaires issus de l'agriculture urbaine, car l'absence de notoriété de ceux-ci aurait pu affaiblir les résultats présentés par la suite. Cette vérification a permis de confirmer la robustesse des résultats que nous présentons dans les prochaines. Ces sections suivent la séquence des questions du guide d'entrevue en présentant d'abord les questions posées à nos experts.

4.2 Niveau de connaissance des produits alimentaires issus l'agriculture urbaine

QUESTION 1 : Comment qualifieriez-vous votre niveau de connaissance des produits alimentaires issus l'agriculture urbaine sur une échelle de 1 à 10, 1 étant très faible et 10 étant très élevé ? Pourquoi ?

Le niveau de connaissance autodéclaré des produits alimentaires issus l'agriculture urbaine des répondants varie très peu. Les producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU interrogés peuvent ainsi être catégorisés en deux groupes, soit ceux qui ont un niveau de connaissance moyen ou élevé des produits alimentaires issus l'agriculture urbaine.

Une majorité de producteurs ou de gestionnaires d'entreprises de service en AU (12/16) déclarent avoir un niveau de connaissance élevé (8 et plus sur 10) des produits alimentaires issus l'agriculture urbaine. Ces répondants affirment avoir travaillé dans le milieu depuis des années en tant que producteurs et/ou entrepreneurs en agriculture urbaine. La majorité d'eux mentionnent ainsi bien connaître les entreprises, les produits et les producteurs en agriculture urbaine puisqu'ils sont peu nombreux. Certains ont même aidé à la réalisation de dizaines de projets en agriculture urbaine commerciale, communautaire ou privée. Par leurs expériences, ces producteurs et gestionnaires d'entreprises de service affirment bien connaître les principes, les finalités et les enjeux de la production d'agriculture urbaine, sans pour autant être des spécialistes sur les aspects de mise en marché des produits.

Une minorité de producteurs et de gestionnaires d'entreprises de service en AU (4/16) affirment toutefois avoir un niveau de connaissance moyen (4 à 7 sur 10) des produits alimentaires issus l'agriculture urbaine. Ces répondants affirment avoir une connaissance générale des produits alimentaires issus l'agriculture urbaine ou une connaissance très élevée dans une catégorie spécifique de produits issus de l'agriculture urbaine en particulier, d'où un niveau de connaissance déclaré comme moyen. La moitié de ceux-ci affirment toutefois cultiver en agriculture urbaine individuelle ou communautaire depuis des années, mais être engagés dans l'agriculture urbaine commerciale depuis peu.

4.3 Définition de l'agriculture urbaine

QUESTION 1.1 : Dans vos mots, comment définissez-vous l'agriculture urbaine ?

Dans un premier temps, nous avons invité les répondants à exprimer leur propre conception de l'agriculture urbaine. Les chercheurs ont par la suite posé des sous-questions visant à clarifier ses deux principales dimensions, soit leur conception des termes « agriculture » et « urbain ». Ces deux dimensions sont présentées de façon successive. Nous présentons ensuite d'autres dimensions de l'agriculture urbaine qui se sont aussi révélées importantes.

4.3.1 Notion d'agriculture

La totalité des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (16/16) s'entendent pour inclure tant le végétal que l'animal (en incluant les insectes) dans leur conception de l'agriculture urbaine. En appui, les répondants évoquent principalement la définition de la production agricole qui, telle que proposée par le MAPAQ, inclut des productions végétales et animales.

La majorité des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (12/16) admettent que la production végétale ornementale fait partie de l'agriculture urbaine, même lorsque cette production touche le non comestible. Ces répondants affirment que les végétaux d'ornement peuvent servir les valeurs de l'agriculture urbaine ou participer indirectement à la production agroalimentaire. Les fleurs, par exemple, sont nécessaires pour la pollinisation et participent non seulement à la préservation de la biodiversité, mais également à la production de miel en ville.

4.3.2 Notion d'urbanité

Alors que la notion d'agriculture fait l'unanimité chez les répondants, la notion d'urbanité présente beaucoup de variabilité. Les producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en agriculture urbaine définissent l'urbanité du terme de trois principales façons, soit selon la présence dans une grande ville, la concentration de la population et le zonage.

Plusieurs producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (6/16) définissent l'urbain comme faisant référence à une grande ville. Ils évoquent notamment Montréal, Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke et Gatineau. Pour ces répondants, l'urbain représente

les grandes villes du Québec où il y a normalement peu ou pas d'exploitation agricole, et où la population est dense. Ils mentionnent également que si toutes les villes sont acceptées pour caractériser le terme « agriculture urbaine », toute production pourrait devenir « urbaine », donc la création du terme valorisant ne serait pas pertinente.

Selon d'autres producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (6/16), cette façon de délimiter l'urbain est trop radicale et pas suffisamment inclusive. Ces répondants évoquent plutôt une approche de concentration de la population, peu importe la taille de la ville. Pour ces répondants, l'agriculture urbaine est une production agricole qui se fait à proximité des rassemblements humains, soit au cœur d'une agglomération, que ce soit dans une métropole ou un village. Ils illustrent leurs propos par l'exemple des « Incroyables Comestibles » au centre-ville de Saint-Hyacinthe, de la ville de Victoriaville en tant que fleuron de l'agriculture urbaine au Québec, ou des différents jardins communautaires de la ville de Matane. Pour ces répondants, il ne serait pas concevable d'exclure ces initiatives d'agriculture urbaine puisque c'est tout à leur honneur.

Finalement, le quart des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (4/16) proposent la notion de zonage pour déterminer si une agriculture est urbaine ou non. Ces répondants sont d'accord avec l'idée que l'agriculture urbaine n'est pas exclusive aux cinq grandes villes du Québec mentionnées précédemment, mais ils s'interrogent sur la meilleure façon de circonscrire l'urbanité. Selon eux, il serait difficile de déterminer où s'arrête une agglomération. C'est pourquoi ils proposent que l'agriculture urbaine soit toute production agricole qui ne se situe pas dans une zone agricole (zone verte). C'est alors une agriculture qui est réalisée dans une zone industrielle, résidentielle ou commerciale. Il est à noter que la moitié de ces répondants (2/4) admettent que cette règle présente des lacunes. D'une part, le zonage municipal est une réglementation qui peut changer à tout moment, et d'autre part, cette règle ferait exclusion de certains projets d'agriculture urbaine, à Montréal et à Québec, puisque ces productions s'opèrent sur des terres zonées comme « agricoles ».

4.3.3 Techniques de production agricole

Près de la moitié des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (7/16) mentionnent également que l'agriculture urbaine n'est pas reliée à une technique de production agricole particulière. L'agriculture urbaine est une agriculture qui se pratique à l'intérieur ou à l'extérieur, en terre, en bacs ou en serres, dans les bâtiments, sur les toits, dans des *conteneurs* ou dans des sous-sols. Elle peut également faire appel à la fine pointe de la technologie comme les cultures hydroponiques, aquaponiques ou aéroponiques.

4.3.4 Distinction des formes d'agriculture urbaine

Trois des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en agriculture urbaine distinguent trois formes d'agriculture urbaine, soit la privée, la communautaire et la commerciale. Selon eux, l'agriculture urbaine privée représente les diverses formes de jardinage individuel sur le lieu de résidence ou les initiatives mises en place par des entreprises où, par exemple, les fruits de la production alimentaire sont remis aux employés.

L'agriculture urbaine communautaire fait référence aux différents jardins communautaires accessibles au public ou aux organismes à but non lucratif (OBNL) qui ont notamment pour mission de fournir des aliments frais aux communautés défavorisées. Finalement, les répondants définissent aussi l'agriculture urbaine commerciale comme des entreprises privées qui possèdent un numéro d'identification ministériel (NIM) et qui ont comme objectif la vente de produits. L'un des répondants ajoute qu'il existe aussi des entreprises privées qui ont des objectifs communautaires. Elles n'ont pas uniquement des objectifs commerciaux. Il y a aussi des organismes communautaires qui allient les objectifs commerciaux et communautaires. Finalement, l'un des répondants précise que l'agriculture urbaine privée et l'agriculture communautaire visent avant tout la consommation personnelle d'aliments frais, tandis que l'agriculture urbaine commerciale vise le développement et le rayonnement économique d'une ville ou d'un quartier.

4.3.5 Autres dimensions

Quelques répondants (3/16) définissent l'agriculture urbaine comme étant avant tout une agriculture de connexion. Selon eux, les consommateurs sont déconnectés de la production de la nourriture. Ces répondants admettent que l'agriculture urbaine n'a pas seulement un objectif de production, mais de (re)connexion entre l'humain et la terre, et entre le consommateur et ses aliments. Il s'agit alors d'une agriculture qui sert à éduquer les consommateurs par la production de leurs produits alimentaires, en leur montrant comment ils sont produits et quels en sont les bénéfices, par cette (re)connexion avec le producteur. L'agriculture urbaine est ainsi une façon de revaloriser la nourriture et l'agriculture, qu'elle soit urbaine ou non.

Trois producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en agriculture urbaine évoquent aussi que c'est une agriculture de communauté, même si elle est de nature commerciale. Selon ces répondants, le fait que le consommateur puisse s'identifier à une entreprise de son quartier crée un sentiment d'appartenance envers un produit, un producteur et une communauté. En créant ce lien de proximité, les consommateurs s'attachent aux producteurs et à ce qu'ils font. Cet attachement favorise ainsi le désir d'encourager l'économie locale et le sentiment d'appartenance à la communauté.

Finalement, certains producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (3/16) mentionnent que l'agriculture urbaine implique un manque d'espace. Contrairement à l'agriculture conventionnelle qui a accès à des kilomètres de champs, l'agriculture urbaine se distingue par les contraintes que la ville impose en termes d'espace, donc les productions agricoles urbaines sont généralement plus petites. Ces répondants affirment aussi que ce manque d'espace permet la valorisation d'anciens bâtiments, d'anciennes usines ou de terres inutilisées.

4.4 Opinion à l'égard des produits alimentaires issus de l'agriculture urbaine

QUESTION 2 : Avez-vous une bonne opinion des produits alimentaires issus de l'agriculture urbaine ? Pourquoi ?

La grande majorité des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (14/16) déclarent avoir une bonne opinion des produits alimentaires issus de l'agriculture urbaine. Près de la moitié d'entre eux (6/14) mentionnent que les produits issus de l'agriculture urbaine sont des produits de qualité. Cette qualité s'appuie sur deux principaux piliers. D'une part, comme l'agriculture urbaine est soumise à un manque d'espace, donc à une production plus petite, les producteurs vont y mettre plus de soins accrus afin de garantir le rendement de cet espace. D'autre part, les producteurs urbains font, pour la plupart, preuve de transparence envers leurs consommateurs. Par exemple, plusieurs accordent des visites de l'espace de production. Dans ces cas, ils doivent s'assurer que leurs modes de production et leurs produits soient irréprochables. Par ailleurs, plusieurs producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (5/14) expliquent leur bonne opinion par la proximité ou le lien entre le producteur et le consommateur. Selon eux, cette forme d'agriculture, très près du lieu de consommation, permet d'éliminer les intermédiaires, d'avoir un contact direct avec les consommateurs et d'avoir une fraîcheur inégalée des produits. Finalement, certains répondants (4/14) mentionnent que les produits alimentaires issus de l'agriculture urbaine sont plus écologiques, notamment par cette proximité. Ce sont des produits qui participent à la réduction de la pollution engendrée par le transport des produits alimentaires.

Une minorité de producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (2/16) ont toutefois une opinion plus pragmatique envers les produits alimentaires issus de l'agriculture urbaine. Selon eux, on peut être un bon producteur en campagne et un mauvais producteur en ville, et inversement. Il n'y a donc pas de meilleurs produits en agriculture urbaine ou de meilleurs produits en agriculture conventionnelle, tout dépend des pratiques agricoles retenues.

Finalement, un des répondants déclare avoir une mauvaise opinion des produits alimentaires issus de l'agriculture urbaine. Celui-ci explique que la plupart des entreprises d'agriculture urbaine qui produisent à l'intérieur utilisent beaucoup d'eau et d'énergie pour leurs cultures. Ainsi, les produits issus de ces cultures ne sont pas du tout écologiques. Pour ce répondant, il s'agit alors d'une forme d'agriculture hautement dépendante de la technologie matérielle et qui produit beaucoup de déchets.

4.5 Capacité de distinguer un aliment issu de l'agriculture urbaine d'un aliment conventionnel

QUESTION 3 : Selon vous, est-il possible de distinguer un aliment issu de l'agriculture urbaine d'un aliment conventionnel ? Si oui, quels sont les éléments qui permettent de les distinguer ?

La totalité des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (16/16) sont catégoriques. Il est impossible de distinguer un aliment issu de l'agriculture urbaine d'un

aliment conventionnel, que ce soit visuellement, à l'odorat, au goût ou autrement. Cependant, pour certains de ces répondants (3/16), seul le miel urbain aurait un goût particulier notamment par la variété des fleurs disponibles pour les abeilles en ville.

4.6 Présence perçue des produits alimentaires issus de l'agriculture urbaine sur le marché québécois

QUESTION 4 : Selon vous, les produits alimentaires issus de l'agriculture urbaine sont-ils très présents sur le marché québécois ? Si oui, dans quelle(s) catégorie(s) ?

Encore une fois, la totalité des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (16/16) sont catégoriques. Les produits alimentaires issus de l'agriculture urbaine sont peu présents sur le marché québécois. En effet, la majorité des répondants mentionnent que l'agriculture urbaine commerciale commence à s'implanter donc les parts de marché de cette agriculture sont infimes.

Pour ces producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en agriculture urbaine, les produits ou catégories de produits présents sur le marché québécois varient, soit : les légumes (14/16), les légumes et micropousses (9/16), les champignons (9/16), les insectes comestibles (8/16), le miel (6/16), les fleurs (4/16), les fruits (3/16), le vin (3/16), et les produits de niche (2/16).

4.7 Niveau d'accord à l'étiquetage des produits alimentaires « agriculture urbaine »

QUESTION 5 : Êtes-vous favorable à un étiquetage des produits alimentaires « agriculture urbaine » ? Pourquoi ?

Tout d'abord, aucun répondant ne s'est déclaré défavorable à un étiquetage des produits alimentaires « agriculture urbaine ».

Au contraire, une grande majorité des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (12/16) sont favorables à un étiquetage des produits alimentaires « agriculture urbaine ». Pour trois d'entre eux, cet étiquetage permettrait de crédibiliser les produits issus de ce type d'agriculture. Selon ces derniers, un étiquetage doit inclure certains critères dans sa norme, notamment au niveau de l'innocuité des produits. Pour eux, c'est ainsi l'occasion de bâtir la crédibilité de l'agriculture urbaine auprès du public. Trois autres répondants mentionnent que cet étiquetage permettrait d'assurer la provenance locale et québécoise des produits, tout comme la marque « Aliment du Québec ». Par ailleurs, pour trois autres répondants, l'étiquetage des produits alimentaires avec le terme « agriculture urbaine » est l'occasion de valoriser l'hyperlocalité et de se distinguer ainsi des aliments québécois qui ratissent beaucoup plus large. Cet étiquetage permettrait notamment la sensibilisation et la valorisation des produits d'une ville ou d'un quartier en particulier.

En contrepartie, quelques producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (4/16) sont partagés au niveau d'un étiquetage des produits alimentaires « agriculture urbaine ». Ces quatre répondants ont évoqué diverses raisons pour expliquer leur réticence.

Un des répondants affirme qu'il conçoit la pertinence de l'étiquetage des produits alimentaires « agriculture urbaine », mais seulement si les normes exigées dépassent des objectifs purement mercantiles. Ce répondant fait référence au développement durable et à ses deux autres volets, soit l'environnemental et le sociétal. Un autre répondant évoque des doutes face à l'avantage du terme valorisant « agriculture urbaine ». Il questionne notamment la valeur de ce terme par rapport à la marque de provenance « Aliment du Québec » ou à la certification « Biologique ». Un troisième répondant mentionne que dans l'industrie agroalimentaire, nous avons souvent le réflexe d'apposer des étiquettes ou de créer des certifications afin de valoriser les produits. Il s'interroge sur la confusion accrue des consommateurs générée par une certification supplémentaire avec un terme valorisant, considérant la multiplication des étiquetages. Finalement, un dernier répondant détenant une opinion partagée exprime un certain malaise envers l'appropriation commerciale d'un terme qui existe dans les communautés depuis des années. Ce répondant admet la valeur ajoutée du terme dans une optique commerciale, mais il interroge l'équité sociale de la protection exclusive d'un terme qui est déjà très répandu dans l'agriculture urbaine privée et communautaire.

4.8 Connaissance d'offres similaires

QUESTION 6 : Connaissez-vous des offres similaires en termes d'étiquetage des produits alimentaires issus de l'agriculture urbaine ? Si oui, lesquelles ?

Les producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (16/16) sont unanimes à déclarer qu'ils n'ont jamais vu ou entendu parler d'offres similaires en termes d'étiquetage des produits alimentaires issus de l'agriculture urbaine. Certains répondants ont mentionné des initiatives comme « Fait dans votre quartier » ou « Cultivé à moins de X km », mais ces certifications n'ont pas été créées exclusivement pour valoriser l'agriculture urbaine. D'autres répondants mentionnent que les entreprises vont plutôt ajouter une référence à l'agriculture urbaine dans le nom de l'entreprise ou de la marque, par exemple, en ajoutant le mot « urbain » ou le nom de la ville de production.

4.9 Connaissance de cette étude de faisabilité

QUESTION 7 : Saviez-vous que le MAPAQ évalue la mise en place d'un terme valorisant « agriculture urbaine » pour favoriser la distinction et le développement des produits du Québec ? Qu'en pensez-vous ?

Avant d'être contactés par notre équipe de recherche, la moitié des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (8/16) ne connaissaient pas l'existence de cette recherche. Ceux qui en connaissait l'existence, ont majoritairement été informés par l'entremise du AU/LAB.

La majorité des répondants (12/16) perçoivent positivement ce mandat du MAPAQ. Pour la moitié des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en agriculture urbaine sont favorables et conscients de cette recherche (6/12), cette étude démontre l'intérêt du Gouvernement envers le sujet et envers des alternatives à l'agriculture conventionnelle. Pour la plupart d'entre eux, c'est la confirmation que l'agriculture urbaine n'est pas seulement quelque chose de marginal et qu'elle a le potentiel de réellement participer à l'industrie agroalimentaire du Québec.

Aucun répondant n'affirme être défavorable envers cette recherche. Cependant trois d'entre eux n'ont pas d'opinion sur le sujet. Un dernier répondant mentionne n'être ni favorable ni défavorable.

4.10 Connaissance de la Loi sur les appellations réservées et les termes valorisants du Québec

QUESTION 8 : Saviez-vous qu'au Québec, il existe une loi permettant au législateur d'octroyer un privilège de protection exclusive aux entreprises élaborant des produits certifiés ? Qu'en pensez-vous ?

La grande majorité des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en agriculture urbaine interrogés (11/16) ne connaissent pas l'existence de la loi sur les appellations réservées et les termes valorisants (LARTV - L.R.Q., chap. A-20.03, article 4).

Suite à cette réponse, les chercheurs ont expliqué brièvement aux répondants en quoi consiste cette loi.

Par la suite, seulement trois répondants sont clairement favorables à la LARTV en expliquant que, selon eux, c'est un bon moyen d'encadrer et de crédibiliser une certification. Un répondant déclare aussi avoir une opinion partagée puisqu'un terme valorisant « agriculture urbaine » encadré par la loi pourrait assurer la crédibilité des produits, mais pourrait également interdire l'utilisation du terme « agriculture urbaine » a de nombreuses personnes pourtant déjà impliquées dans ce type de production.

Finalement, la grande majorité des producteurs et des gestionnaires interrogés (12/16) ont toutefois préféré ne pas se prononcer en s'appuyant sur un manque de connaissance envers la LARTV et ses implications.

4.11 Niveau d'accord à un étiquetage volontaire des produits alimentaires « agriculture urbaine » encadré par la LARTV

QUESTION 9 : Êtes-vous favorable à un étiquetage volontaire des aliments « agriculture urbaine » soit encadré par le législateur (la loi) ? Pourquoi ?

Aucun des répondants interrogés ne s'est déclaré défavorable à un étiquetage des produits alimentaires « agriculture urbaine » encadré par le législateur (la LARTV).

Une grande majorité de producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (13/16) sont favorables à un étiquetage volontaire des produits alimentaires « agriculture urbaine » encadré par le législateur (la LARTV). La majorité de ces répondants favorables (8/13) évoque la crédibilité qu'apporte la LARTV. Ils comparent le terme valorisant « agriculture urbaine » à la certification « biologique ». Selon eux, le suivi rigoureux des organismes certificateurs et l'encadrement du Gouvernement sont responsables de la crédibilité de la certification « biologique », et ils souhaitent bénéficier de la même crédibilité avec le terme valorisant « agriculture urbaine ».

Quelques producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (3/16) sont encore partagés face à un étiquetage des produits alimentaires « agriculture urbaine », même s'il est encadré par le législateur (la LARTV). Ces répondants mentionnent principalement des raisons similaires à celles de la question 5. Ils ajoutent cependant qu'ils ne connaissent pas suffisamment les enjeux d'un terme valorisant encadré par la LARTV pour se prononcer.

4.12 Portée du terme valorisant « agriculture urbaine » : produits primaires et/ou transformés

Question 10 : Selon vous, est-ce qu'un terme valorisant « agriculture urbaine » pourrait être apposé sur des produits alimentaires primaires, des produits transformés ou sur les deux ? Pourquoi ?

Pour la totalité des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (16/16), un terme valorisant « agriculture urbaine » pourrait être apposé tant sur les produits primaires que sur des produits transformés.

Selon eux, il est toutefois plus simple d'étiqueter un produit primaire avec le terme valorisant « agriculture urbaine », puisque cela dépend de la provenance « urbaine » de la production. À leur avis, les produits transformés peuvent également se prévaloir d'un terme valorisant « agriculture urbaine », s'ils respectent deux principales conditions.

Les répondants sont unanimes à affirmer que les produits transformés peuvent avoir l'étiquetage « agriculture urbaine », s'ils font usage de produits primaires issus de l'agriculture urbaine. Pour certains répondants (12/16), ces produits primaires issus de l'agriculture urbaine devront toutefois atteindre un certain pourcentage dans le produit transformé, comme c'est le cas dans la certification « biologique ». Pour d'autres répondants

(6/16), un produit transformé peut avoir l'étiquetage « agriculture urbaine », si l'ingrédient principal est un produit primaire d'agriculture urbaine. Plusieurs répondants associent la présence de diverses approches (pourcentage et/ou ingrédient principal) au fait que l'agriculture urbaine est encore jeune. Il serait toutefois impossible pour une entreprise de trouver tous les ingrédients nécessaires à la transformation d'un produit uniquement via les produits primaires issus de l'agriculture urbaine disponibles sur le marché.

Près de moitié des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (7/16) ajoutent une deuxième condition pour qu'un produit transformé puisse se prévaloir d'un terme valorisant « agriculture urbaine », soit celle de la transformation en ville. Selon eux, les produits primaires doivent être issus de l'agriculture urbaine, mais la transformation doit également demeurer dans cette zone urbaine. Ils expliquent qu'il serait inconcevable qu'un produit transformé puisse avoir l'étiquetage « agriculture urbaine », si la transformation est faite à des centaines de kilomètres du lieu de culture des produits primaires. Par exemple, une entreprise à Québec qui s'approvisionne en produits primaires issus de l'agriculture urbaine à Montréal ne pourrait pas apposer le terme valorisant « agriculture urbaine » sur ses produits transformés. Ces répondants affirment que si la transformation ne demeure pas dans la ville de production, on perd cette « philosophie de proximité » ou « d'hyperlocalité » sous-jacente au terme « agriculture urbaine ».

4.13 Portée du terme valorisant « agriculture urbaine » : produit(s) ou catégorie(s) de produits

Question 11 : Sur quel(s) produits alimentaires ou quelle(s) catégorie(s) de produits alimentaires le terme valorisant « agriculture urbaine » devrait-il être apposé ? Pourquoi ?

Pour la totalité des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (16/16), un terme valorisant « agriculture urbaine » pourrait être apposé sur toutes les catégories de produits qui répondront à la définition établie pour un produit alimentaire d'agriculture urbaine. En ce sens, les légumes, les légumes et micropousses, les champignons, les insectes comestibles, le miel, les fruits, ainsi que tous les produits transformés, pourraient se prévaloir d'un terme valorisant « agriculture urbaine ».

Par ailleurs, plusieurs producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (10/16) mentionnent également les produits non comestibles issus de l'agriculture urbaine comme les produits d'herboristerie, les fleurs et les arbres. Selon eux, il est préférable d'être inclusif au niveau des catégories de produits afin de valoriser toute production agricole en ville.

Trois répondants proposent également d'inclure les intrants et les sous-produits de l'agriculture urbaine. Selon eux, les semis, le compost, le fumier et les engrais peuvent également porter le terme valorisant « agriculture urbaine », s'ils sont produits en zone urbaine. En permettant l'étiquetage de ces produits, ils espèrent pouvoir encourager davantage l'économie circulaire et la collaboration entre les producteurs urbains.

4.14 Valeurs sous-jacentes au terme valorisant « agriculture urbaine »

QUESTION 11.1 : Est-ce qu'il y a des valeurs importantes sous-jacentes au terme valorisant « agriculture urbaine » ? Que cherche-t-on à valoriser par ce terme ?

La majorité des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (11/16) mentionnent que l'environnement est l'une des valeurs sous-jacentes d'importance pour un terme valorisant « agriculture urbaine ». Selon eux, l'agriculture urbaine est une production agricole écologique grâce à son modèle de production et de distribution. En effet, ces répondants expliquent que les initiatives d'agriculture urbaine sont souvent réfléchies dans une approche d'économie circulaire, qui produit peu ou pas de déchets. De plus, les répondants notent que les producteurs en agriculture urbaine ont souvent une méthode de production plus « écoresponsable », sans être certifiés « biologique », en évitant, par exemple, d'utiliser des engrais ou des fertilisants chimiques. De plus, ces producteurs et gestionnaires d'entreprises de service mentionnent que l'agriculture urbaine est une façon de réduire au maximum l'empreinte carbone du transport des aliments par la proximité entre la production et la consommation.

Près d'un tiers des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (5/16) affirment que la proximité est une valeur importante derrière le terme valorisant. Ces répondants mentionnent que le terme valorisant « agriculture urbaine » sert à valoriser l'aspect local des produits alimentaires, notamment par cette proximité géographique entre la production et la consommation.

Quelques producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (3/16) distinguent toutefois le local et l'hyperlocal. Selon eux, le terme valorisant « agriculture urbaine » valorise l'hyperlocalité. Ces répondants expliquent que ce terme valorisant différencie le local du Québec à l'hyperlocal de la ville ou même du quartier, grâce à cette proximité beaucoup plus importante en agriculture urbaine.

Selon cette logique d'hyperlocalité, cinq producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en agriculture urbaine déclarent que l'aspect communautaire et social est une valeur importante du terme valorisant « agriculture urbaine ». Selon ces répondants, c'est grâce à l'hyperproximité qu'une connexion peut se faire entre le consommateur et sa communauté, et également entre le consommateur et son producteur. L'agriculture urbaine permet ainsi de bâtir des relations et des liens d'attachement au sein d'une communauté. Par ailleurs, ce contact direct avec le producteur favorise le partage de connaissances en termes d'agriculture. C'est pourquoi ces répondants mentionnent l'aspect éducatif de l'agriculture urbaine. En somme, ces producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en agriculture urbaine expliquent que cette connexion sociale est une valeur que l'agriculture conventionnelle ne permet pas.

Finalement, quelques producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (3/16) affirment que la qualité des produits est également une valeur importante derrière le terme valorisant « agriculture urbaine ». Ces répondants distinguent la qualité mise en l'avant par

l'agriculture urbaine contrairement à la quantité attribuée à l'agriculture conventionnelle. Cette qualité s'explique notamment par le manque d'espace en agriculture urbaine, donc à une attention particulière à la qualité des produits afin de garantir le rendement de cet espace.

4.15 Description des produits portant le terme valorisant « agriculture urbaine »

Question 12 : Comment pourriez-vous décrire des produits alimentaires portant le terme valorisant « agriculture urbaine » ? Pourquoi ?

Nous avons constaté que des descriptions spontanées ne sont pas nécessairement faciles à faire pour des producteurs qui travaillent tous les jours dans le domaine de l'agriculture urbaine. Les répondants sont également susceptibles d'avoir des biais de réponse associées à leur conception personnelle d'un produit alimentaire portant le terme valorisant « agriculture urbaine ». Pour éviter ce biais de réponse, nous avons utilisé une technique projective qui fait appel à un « effet de halo » (image issue des aspects cognitifs, affectifs et conatifs de l'individu) afin de bien comprendre leurs perceptions d'un éventuel produit alimentaire arborant le terme valorisant « agriculture urbaine » en les mettant dans la peau d'un consommateur.

La moitié des répondants (8/16) déclarent ainsi qu'un produit qui porte le terme valorisant « agriculture urbaine » évoque d'emblée l'aspect local de sa provenance. La moitié de ces répondants (4/8) expliquent que l'image perçue est celle d'un produit du Québec, tandis que l'autre moitié affirme que l'image perçue est celle d'un produit de sa ville, de son quartier ou de sa communauté. Pour ces producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (8/16), la provenance est essentielle en agriculture urbaine afin de valoriser cette proximité très localisée.

Près du tiers des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (5/16) mentionnent qu'un produit qui porte le terme valorisant « agriculture urbaine » évoque quelque chose d'amusant, de « cool » et de « fun ». Selon eux, la proximité des produits participe à la création de cette expérience positive et amusante.

Trois producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en agriculture urbaine affirment qu'un produit qui porte ce terme valorisant appelle à la curiosité. Selon eux, les consommateurs pourraient se sentir intrigués par le terme valorisant « agriculture urbaine » sur un produit.

Pour d'autres répondants (3/16), un produit portant le terme valorisant « agriculture urbaine » a une image de produit écoresponsable. Par sa proximité de production, ce produit évoque des valeurs écologiques et durables, notamment par la réduction du transport et la présence de salaires décents.

Trois répondants mentionnent également qu'un produit portant le terme valorisant « agriculture urbaine » est un produit frais. Compte tenu des courtes distances à parcourir

entre sa production et sa consommation, le produit issu de l'agriculture urbaine peut être cueilli à maturité et être vendu rapidement, garantissant ainsi sa fraîcheur.

Finalement, les producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en agriculture urbaine décrivent les produits portant le terme valorisant « agriculture urbaine » comme associés à la qualité (2/16), l'aspect non naturel (2/16), l'impact économique (2/16), l'impact sociétal (1/16), la santé (1/16), la nouveauté (1/16), la petite échelle (1/16), l'innovation (1/16), la communauté (1/16) et le prix élevé (1/16).

4.16 Avantages perçus d'un terme valorisant « agriculture urbaine » pour les parties prenantes

Question 13 : À votre avis, quels sont les avantages d'un terme valorisant « agriculture urbaine » pour les entreprises ? Pour les consommateurs ?

4.16.1 Pour les entreprises

Près de la moitié des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (7/16) mentionnent que le principal avantage pour les entreprises d'un terme valorisant « agriculture urbaine » est la différenciation sur le marché. Selon eux, c'est une façon de se distinguer des produits étrangers, des produits canadiens et même des produits québécois. Par ailleurs, le terme valorisant « agriculture urbaine » permet aussi de se distinguer de l'agriculture conventionnelle.

Sept autres répondants affirment que le principal avantage pour les entreprises d'un terme valorisant « agriculture urbaine » est la crédibilité. En effet, ce terme valorisant, encadré par le Gouvernement via la LARTV, permettrait la crédibilité des produits sur le marché ainsi que la crédibilité du projet. Ces répondants expliquent que cet étiquetage pourrait rassurer les consommateurs envers la qualité des produits. De plus, le terme valorisant « agriculture urbaine » normalise la démarche en montrant que l'agriculture urbaine n'est pas quelque chose de farfelu ou de marginal.

Le quart des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (4/16) soulignent que le terme « agriculture urbaine » est une façon de valoriser la localité des produits. Selon eux, l'étiquetage est une démonstration que ces produits sont locaux. Ils soulignent que c'est une façon de répondre à la demande en produits alimentaires locaux des consommateurs.

Quatre répondants déclarent aussi que l'un des avantages du terme « agriculture urbaine » est de faire connaître l'agriculture urbaine. Selon eux, le terme valorisant n'est pas seulement un étiquetage, mais un projet qui inclut de l'information et de la communication autour du terme afin de démystifier le concept et de le faire connaître par le grand public. C'est également l'opportunité de faire connaître les producteurs d'agriculture urbaine et les différents produits disponibles sur le marché.

Quatre autres répondants mentionnent également que la création d'une communauté « agriculture urbaine » est l'un des avantages de la mise en place de ce terme valorisant. Pour ces répondants, c'est l'occasion de se connaître entre eux, de joindre leurs forces, de forger des alliances et de créer un réseau de producteurs en agriculture urbaine. Ils proposent notamment la création d'un répertoire web de tous les producteurs certifiés « agriculture urbaine » et la mise en place d'une association de producteurs urbains.

Trois répondants déclarent que le terme valorisant « agriculture urbaine » servira à justifier un prix plus élevé. En effet, les produits alimentaires issus de l'agriculture urbaine sont majoritairement plus dispendieux à produire, donc plus chers sur le marché. Selon eux, le terme valorisant, par sa crédibilité, leur permettra de légitimer un prix à la hauteur du prix des produits biologiques.

Finalement, pour trois producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en agriculture urbaine, le terme valorisant est simplement un outil de marketing qu'ils pourront utiliser pour la promotion et la mise en marché de leurs produits.

4.16.2 Pour les consommateurs

Une majorité de producteurs et de gestionnaires d'entreprises de service en AU (10/16) mentionnent que le principal avantage pour les consommateurs est de connaître la provenance de leurs produits. Selon eux, ce terme valorisant est un outil facilitant le repérage de produits par les consommateurs qui souhaitent savoir d'où provient ce qu'ils mangent, qui souhaitent encourager les produits locaux et, par extension, l'économie locale. Par ailleurs, certains répondants (3/8) expliquent que les consommateurs pourront également choisir de favoriser plus spécifiquement les entreprises de leur communauté si l'on ajoute le nom de la ville ou du quartier dans le terme valorisant.

Quelques répondants (3/16) discutent du sentiment de contribution des consommateurs envers leur communauté. Selon eux, l'achat de tels produits n'est pas un acte désintéressé. Au contraire, ce terme valorisant permettrait de dire aux consommateurs « vous améliorez la qualité de votre quartier ». Ce terme pourrait ainsi favoriser le sentiment de contribution du consommateur envers son milieu de vie.

Trois répondants affirment que l'avantage pour les consommateurs est la confiance envers le produit et son producteur. Tel qu'il a été mentionné précédemment, le terme valorisant « agriculture urbaine » crédibilise les produits et rassure le consommateur au niveau de la qualité et de la provenance de ce qu'il achète.

Finalement, quelques producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (3/16) mentionnent que le terme valorisant « agriculture urbaine » garantit la fraîcheur des produits pour le consommateur. En certifiant que le produit est issu de l'agriculture urbaine et en ajoutant le nom de la ville ou du quartier de production, le terme valorisant garantit ainsi la proximité et donc la fraîcheur des aliments.

4.17 Parties prenantes touchées par le terme valorisant « agriculture urbaine »

Question 14 : Selon vous, quels sont les acteurs touchés par les produits alimentaires « agriculture urbaine » ? Pourquoi ?

Près de la moitié des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (7/16) affirment que l'un des acteurs susceptibles d'être touchés par le terme valorisant « agriculture urbaine » est le commerçant. Ces répondants mentionnent que tous les commerçants qui vendent des produits alimentaires pourront profiter de ce terme valorisant. Ils expliquent que les commerçants pourront mieux répondre à leurs consommateurs en termes de produits issus de l'agriculture urbaine, en ayant une identification claire. Par ailleurs, les commerçants auront également l'occasion de se démarquer entre eux, par exemple, en créant une section dédiée aux produits alimentaires issus de l'« agriculture urbaine ». De plus, certains répondants mentionnent que le terme valorisant « agriculture urbaine » favorisera l'acceptation de ces produits chez les commerçants, via la crédibilité de la certification.

Plusieurs producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (6/16) affirment que les municipalités pourraient également être touchées par cette initiative. En effet, les municipalités pourraient être plus réceptives aux initiatives d'agriculture urbaine, si cette forme de production agricole est davantage valorisée par le Gouvernement. En ce sens, les répondants espèrent que les villes seront plus flexibles au niveau de leurs réglementations qui contraignent actuellement certains de ces producteurs qui ne sont pas situés en zone agricole. Certains répondants indiquent également le terme valorisant « agriculture urbaine » pourrait aider les villes à atteindre leur vision de verdissement et leurs objectifs écologiques en encourageant ces initiatives.

Quelques producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (3/16) nomment également la restauration comme étant un acteur susceptible d'être touché par cette initiative. Les répondants expliquent que les restaurateurs pourraient améliorer l'image de leur restaurant en encourageant les produits alimentaires « agriculture urbaine » et en l'indiquant dans leurs menus. Ils mentionnent notamment « Aliments du Québec au menu », un programme de reconnaissance qui s'adresse aux restaurants et aux institutions qui valorisent les produits du Québec dans leur menu. Ils mentionnent aussi des initiatives comme « Montréal à table », soit un événement gastronomique où des producteurs alimentaires québécois sont jumelés à des restaurants qui ont la tâche de valoriser leurs produits. Selon ces répondants, il serait intéressant de mettre en place quelque chose de semblable pour les produits « agriculture urbaine ».

4.18 Coûts aux entreprises pour un terme valorisant « agriculture urbaine »

Question 15 : Selon vous, quels sont les coûts aux entreprises pour un terme valorisant « agriculture urbaine » sur leurs produits alimentaires ?

Les producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en agriculture urbaine identifient deux grandes catégories de coûts aux entreprises pour un terme valorisant « agriculture urbaine » sur leurs produits, soit les coûts d'audit et les coûts d'emballages.

La presque totalité des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (14/16) indiquent que l'audit sera un des coûts les plus importants. À leur avis, le coût de vérification des produits par un audit annuel est celui qui permettrait la certification ou non de l'entreprise ou de ses produits. La majorité d'entre eux n'ont toutefois pas d'idée précise du coût d'un audit. Trois répondants mentionnent que l'audit devrait s'échelonner de gratuit jusqu'à 250\$. Cinq répondants proposent un coût annuel entre 251\$ et 500\$. Deux répondants affirment qu'ils seraient disposés à payer entre 501\$ et 1,000\$ par année. Un seul répondant a évalué le coût de l'audit à plus de 1,000\$. Un peu plus de la moitié de ces producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (8/14) suggèrent le modèle de la marque de provenance « Aliments du Québec ». Selon eux, le modèle de coûts par échelons selon le nombre d'employés de l'entreprise est préférable. Les répondants justifient ce choix notamment par le fait que beaucoup d'entreprises en agriculture urbaine sont jeunes et n'ont pas encore beaucoup de revenus. Pour eux, il serait difficile pour ces entreprises de contribuer à la même hauteur qu'une grande entreprise en agriculture urbaine comme les Fermes Lufa. Le modèle de coût d'adhésion de « Aliments du Québec » est une formule plus juste et équitable pour tous, et permettrait à plus d'entreprises d'embarquer dans le projet.

Deux répondants font également mention des coûts reliés au changement de l'emballage. Cependant, ils affirment que ce coût serait toutefois minime.

4.19 Compensation des coûts par la valeur ajoutée aux produits

Question 16 : Selon vous, est-ce que les coûts aux entreprises pourront être compensés par la valeur ajoutée à leurs produits alimentaires ?

La moitié des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (8/16) sont d'avis que les coûts aux entreprises pourront être compensés par la valeur ajoutée à leurs produits. Selon trois d'entre eux, ce coût pourra être assumé par les consommateurs dans le prix, puisque le terme valorisant « agriculture urbaine » permettra de pratiquer un prix plus élevé. Deux répondants indiquent que la crédibilité du terme leur permettra d'entrer plus facilement dans les épiceries. En ce sens, deux de ces producteurs disent espérer une croissance de leurs ventes.

Plusieurs producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (7/16) mentionnent que les coûts aux entreprises pourront peut-être être compensés par la valeur ajoutée à leurs produits. Selon trois d'entre eux, le coût du terme valorisant est une condition

importante. S'il est trop élevé, ces répondants ne croient pas être en mesure de le rentabiliser. Un répondant affirme que cette compensation va dépendre du type de produit. Il admet que, pour lui, la certification n'apporterait pas de valeur ajoutée à ses produits donc ce coût serait une dépense inutile (perte). Un autre répondant mentionne que, s'il peut ajouter le nom d'un lieu sur le terme valorisant, les coûts aux entreprises pourront être compensés par la valeur ajoutée. Finalement, un répondant affirme que ce sera possible de compenser les coûts aux entreprises uniquement lorsque la notoriété du terme valorisant « agriculture urbaine » sera importante.

Un seul répondant déclare que ces coûts ne pourront pas être compensés par la valeur ajoutée. Selon lui, l'agriculture urbaine est impossible à rentabiliser, avec ou sans terme valorisant.

4.19.1 Perception de la valeur ajoutée par les consommateurs urbains versus ruraux

Question 16.1 : Croyez-vous que cette valeur serait la même pour les consommateurs vivant en zone urbaine versus à l'extérieur de la zone urbaine ?

Une majorité de producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (9/16) admettent que cette valeur ajoutée ne serait pas la même pour les consommateurs vivant en zone urbaine versus en zone rurale. Selon certains d'entre eux (6/9), les consommateurs urbains y verront de la valeur. Ils expliquent que pour les consommateurs urbains, les produits portant le terme valorisant « agriculture urbaine » seraient une fierté ou quelque chose de normal. En contrepartie, plusieurs répondants (7/9) affirment que les consommateurs ruraux y verront peu ou pas de la valeur. Selon eux, pour ces consommateurs, les produits portant le terme valorisant « agriculture urbaine » seraient un concept inconnu ou même un facteur de résistance. Les répondants expliquent que les consommateurs ruraux pourraient ne pas adhérer à ce projet puisqu'ils pourraient se questionner sur le motif de valoriser une agriculture par rapport à une autre.

4.20 Capacité du terme valorisant « agriculture urbaine » à favoriser la distinction des produits du Québec

Question 17 : Croyez-vous que la mise en place d'un terme valorisant « agriculture urbaine » peut favoriser la distinction et le développement des produits alimentaires du Québec ? Pourquoi ?

Pour la majorité des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (12/16), un terme valorisant « agriculture urbaine » pourrait favoriser la distinction et le développement des produits du Québec. Pour quatre d'entre eux, la mise en place de ce terme permettrait de créer un mouvement. En effet, les répondants croient que ce mouvement pourra inspirer de jeunes entrepreneurs à développer de nouvelles entreprises en agriculture urbaine. En ce sens, quatre autres répondants affirment que la mise en place de ce terme valorisant inciterait les entreprises à développer de nouveaux produits, des produits différents et de niche qui se distingueront sur le marché.

Deux producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en agriculture urbaine affirment qu'ils ne voient pas comment la mise en place d'un terme valorisant « agriculture urbaine » pourrait favoriser la distinction et le développement des produits alimentaires du Québec. Selon eux, ce terme valorisant ne permettrait pas de distinguer davantage les produits alimentaires du Québec que par la marque de provenance « Aliment du Québec ».

Finalement, un répondant mentionne que la mise en place d'un terme valorisant « agriculture urbaine » pourrait favoriser la distinction et le développement des produits alimentaires du Québec si elle est accompagnée d'un répertoire web pour les consommateurs, d'un soutien pour les producteurs et des ressources financières pour en faire la promotion. Faute de ceci, ce terme valorisant serait seulement un étiquetage supplémentaire.

4.21 Capacité du terme valorisant « agriculture urbaine » à favoriser l'économie du Québec

Question 18 : À votre avis, la mise en place d'un terme valorisant « agriculture urbaine » sur les produits alimentaires peut-elle favoriser l'économie du Québec ? Pourquoi ?

La majorité des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (11/16) mentionnent qu'un terme valorisant « agriculture urbaine » pourrait favoriser l'économie du Québec. Selon une majorité de ces répondants (6/11), l'impact sur l'économie du Québec pourrait avoir lieu à plus long terme. Ces répondants considèrent que la mise en place du terme est une opportunité de créer un mouvement, d'encourager de nouveaux entrepreneurs à se lancer dans le projet, de fonder de nouvelles entreprises et/ou de nouvelles initiatives entraînant de nouveaux chiffres d'affaires, de nouveaux emplois et le paiement de taxes. Deux répondants ont également mentionné que, si le Québec réussit à produire plus sans utiliser les terres agricoles qui sont déjà en place, on pourrait réduire nos importations, donc augmenter notre autonomie alimentaire.

Finalement, quatre répondants affirment ne pas être en mesure d'affirmer si la mise en place d'un terme valorisant « agriculture urbaine » sur les produits alimentaires pourrait favoriser l'économie du Québec.

4.22 Réseau de distribution à cibler pour mettre en marché les aliments portant le terme valorisant « agriculture urbaine »

Question 19 : Selon vous, quel est le réseau de distribution à cibler pour mettre en marché les aliments portant le terme valorisant « agriculture urbaine » ? Est-ce qu'il y en a d'autres ? Lesquels ?

La majorité des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (13/16) affirment que, si l'objectif est de faire connaître ce type de production agricole, les aliments portant le terme valorisant « agriculture urbaine » devraient être mis en marché en épicerie. En ce sens, ces répondants expliquent que l'accessibilité à ces produits est importante, si l'on veut que les consommateurs sachent qu'ils existent et puissent les acheter. Plusieurs répondants (9/13) précisent toutefois qu'on devrait prioriser les épicerie indépendantes. Selon eux, en zone urbaine, les consommateurs sont plus proches de leurs communautés et ont plus tendance à encourager les commerces indépendants que les magasins corporatifs associés aux grandes bannières.

Plusieurs des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (7/16) proposent également que les marchés publics sont de bons endroits pour vendre les produits alimentaires portant le terme valorisant « agriculture urbaine ». Selon eux, c'est l'opportunité de rencontrer le consommateur et de leur faire découvrir les produits issus de l'agriculture urbaine.

Quatre répondants mentionnent également l'idée d'une offre conjointe. Suivant le modèle des coopératives de distribution en Europe, les producteurs pourraient ainsi se regrouper afin de pouvoir offrir un volume plus important de produits pour accéder aux épicerie ou offrir une plus grande variété de produits pour leurs consommateurs via le commerce numérique.

Quelques producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (3/16) suggèrent que le réseau de distribution des restaurants indépendants serait à cibler pour mettre en marché les aliments portant le terme valorisant « agriculture urbaine ». Selon eux, ces restaurants sont souvent à la recherche de produits ayant une qualité et une fraîcheur exceptionnelles. Les produits d'agriculture urbaine pourraient répondre à ce besoin, puisqu'ils pourraient être cueillis le matin pour le service du midi ou du soir.

Deux répondants mentionnent que les aliments portant le terme valorisant « agriculture urbaine » pourraient être vendus dans les marchés solidaires. Finalement, deux autres répondants affirment qu'ils devraient être vendus dans un circuit direct, peu importe le type de circuit.

4.23 Problèmes d'imitation ou de contrefaçon des aliments portant le terme valorisant « agriculture urbaine » à anticiper

Question 20 : Est-ce que vous anticipez des problèmes d'imitation ou de contrefaçon des aliments portant le terme valorisant « agriculture urbaine » ? Si oui, lesquels ?

La majorité des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (9/16) anticipent des problèmes d'imitation ou de contrefaçon des aliments portant le terme valorisant « agriculture urbaine ». Ils évoquent deux principales raisons. Tout d'abord, comme le terme « agriculture urbaine » est utilisé par plusieurs personnes, communautés et organismes depuis longtemps, ces répondants estiment que le terme pourrait continuer à être utilisé simplement par habitude. Ensuite, les répondants suggèrent que certains producteurs pourraient vouloir profiter de cette valeur ajoutée, s'ils perçoivent un potentiel de gain à exploiter. Le principal problème mentionné est l'usurpation, soit le fait d'apposer le logo sur des produits qui n'ont pas été audités et ne sont pas issus de l'agriculture urbaine.

Cinq autres producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en agriculture urbaine n'anticipent pas de problèmes d'imitation ou de contrefaçon des aliments portant le terme valorisant « agriculture urbaine ». Pour eux, ce n'est pas une valeur ajoutée pour tous. Ils ne croient pas, par exemple, que les producteurs en agriculture conventionnelle auraient de l'intérêt à l'utiliser sur leurs produits.

4.24 Solutions à d'éventuels problèmes d'imitation ou de contrefaçon des aliments portant le terme valorisant « agriculture urbaine »

Question 21 : Que proposez-vous pour remédier à cette situation, le cas échéant ?

Deux principales solutions sont proposées pour remédier aux problèmes d'imitation ou de contrefaçon des aliments portant le terme valorisant « agriculture urbaine », soit un contrôle efficace et l'inclusion du nom de la ville de production sur l'étiquetage.

Trois répondants proposent que le CARTV puisse faire des inspections à tout moment pour assurer le contrôle de l'utilisation du terme et dissuader les producteurs malhonnêtes à s'inscrire ou à renoncer s'ils ne sont pas éligibles. Deux répondants mentionnent la dénonciation comme étant une solution efficace pour mieux contrôler la véracité des produits alimentaires « agriculture urbaine ». Finalement, deux autres répondants affirment que l'inscription du nom de la ville de production dans l'étiquetage du terme serait un bon moyen de dissuader les contrevenants puisque c'est un fait facilement vérifiable.

4.25 Conditions de succès de la mise en place d'un terme valorisant « agriculture urbaine »

Question 22 : À votre avis, quelles seraient les conditions de succès de la mise en place d'un terme valorisant « agriculture urbaine » pour les produits alimentaires du Québec ? Pourquoi ?

Les producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en agriculture urbaine proposent plusieurs conditions de succès de la mise en place d'un terme valorisant « agriculture urbaine » pour les produits alimentaires du Québec.

Tout d'abord, six répondants affirment qu'une masse critique de producteurs qui « embarquent » dans le projet est essentielle. En effet, ces répondants expliquent qu'il y a peu d'entreprises en agriculture urbaine. Ainsi, pour pouvoir faire connaître les produits et le terme valorisant, un nombre suffisant de producteurs qui font certifier leurs produits doit être atteint. Faute de ceci, l'étiquetage n'aura pas d'impact.

Cinq répondants mentionnent ensuite que les épiceries doivent adhérer au projet. En effet, pour faire connaître les produits et assurer leur accessibilité pour les consommateurs, la vente en épicerie est essentielle. Les épiciers devront toutefois permettre la vente des produits issus de l'agriculture urbaine dans leurs rayons. Certains suggèrent que les épiceries pourraient, par exemple, faire preuve de flexibilité en accordant un espace « agriculture urbaine » dans leur section des fruits et légumes.

Cinq autres producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (5/16) admettent qu'une campagne de communication est essentielle pour assurer le succès de la mise en place du terme valorisant « agriculture urbaine ». Selon eux, l'étiquetage ne se suffit pas à lui seul. Il faut également informer les consommateurs de ce nouveau logo. Cette communication permettrait aussi de faire connaître les différentes valeurs sous-jacentes à l'agriculture urbaine.

Quatre répondants mentionnent également que les réglementations municipales et provinciales devraient être adaptées aux initiatives d'agriculture urbaine. D'une part, il faut que les réglementations des villes suivent le mouvement, notamment en termes de zonage qui contraint souvent les entreprises agricoles urbaines. D'autre part, ces répondants affirment que les lois du MAPAQ ont été pensées pour l'agriculture conventionnelle, mais s'adaptent moins bien pour l'agriculture urbaine. Ils suggèrent que le MAPAQ devrait réfléchir à des critères spécifiques pour l'agriculture urbaine.

Trois producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en agriculture urbaine mentionnent que la mise en place du terme valorisant « agriculture urbaine » devrait être accompagnée d'une plateforme numérique, tant pour les producteurs que pour les consommateurs. Selon eux, ce répertoire web faciliterait la collaboration entre producteurs et permettrait aux consommateurs de découvrir les différentes entreprises en agriculture urbaine et où trouver leurs produits.

Trois autres répondants signalent que le terme valorisant « agriculture urbaine » doit être simple. Selon eux, le terme « agriculture urbaine » doit être facile à comprendre pour les consommateurs et simple d'utilisation pour les producteurs. Ces derniers ne souhaitent pas devoir s'engager dans une démarche exigeante comme la certification « biologique ».

Finalement, trois répondants mentionnent que l'une des conditions de succès de la mise en place du terme valorisant « agriculture urbaine » est le fait de valoriser plus que la production en ville. Selon eux, si le terme valorisant « agriculture urbaine » a des critères, par exemple environnementaux ou sociaux, il aurait plus de poids auprès des consommateurs. L'étiquetage ne dirait pas « voici un produit qui a poussé en ville », mais plutôt « voici un produit qui a contribué à votre ville ».

4.26 Opinion à l'égard de la terminologie du terme « agriculture urbaine »

QUESTION 23 : Que pensez-vous de l'emploi du terme « agriculture urbaine » comme terme valorisant ? Est-ce la terminologie idéale pour valoriser les produits alimentaires issus de l'agriculture urbaine ou voyez-vous une autre terminologie ?

Pour la grande majorité des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (11/16) l'emploi du terme valorisant « agriculture urbaine » est la terminologie idéale pour valoriser les produits alimentaires issus de l'agriculture urbaine. Selon quatre d'entre eux, le terme « agriculture urbaine » a bâti sa notoriété et est de plus en plus connu du grand public. Ce serait donc une erreur de changer la terminologie. Pour trois autres répondants, le terme « agriculture urbaine » est l'essence même du mouvement, c'est le terme qui est utilisé partout dans le monde pour parler de cette production agricole en ville.

En contrepartie, cinq producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en agriculture urbaine croient que l'emploi du terme valorisant « agriculture urbaine » n'est pas la terminologie idéale. Pour ces producteurs, la valorisation de l'agriculture urbaine ne devrait pas se faire sur le volet « urbain », mais sur l'aspect « local » ou « social ». Selon eux, le terme valorisant « agriculture urbaine » devrait refléter ces aspects. Finalement, un autre répondant a mentionné que le terme est un peu long. Les répondants proposent des termes comme : Agriculture socialement intégrée, Agri-Urbaine, Légumes 514. Ils proposent aussi des termes incluant le nom de la ville : Agri-Montréal, Cultivé à Montréal, Cultivons Montréal.

4.26.1 Inclusion du nom d'un lieu dans le terme valorisant « agriculture urbaine »

La presque totalité des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (14/16) s'entendent pour dire que le nom de la ville de production doit faire partie du terme valorisant, par exemple « Agriculture urbaine – Montréal » ou « Agriculture urbaine – Québec ». Selon eux, le fait d'ajouter la provenance urbaine contribue à valoriser l'hyperlocalité des produits et à les différencier des produits du Québec. L'inclusion du nom de la ville permettrait aussi de justifier les aspects écologiques du produit, notamment par

la réduction du transport des aliments, et d'en garantir sa provenance. Cinq répondants proposent également d'inclure le nom d'un quartier à la place du nom de la ville. Selon eux, le nom du quartier ne serait pas d'intérêt pour toutes les villes au Québec, mais serait un outil pour les consommateurs qui souhaitent soutenir leur communauté dans les villes importantes comme Montréal ou Québec. Finalement, deux répondants mentionnent que, dans certaines circonstances et pour certains produits, il serait avantageux de permettre l'indication d'un lieu spécifique connu des consommateurs. Par exemple, des termes comme « Agriculture urbaine – Stade Olympique » ou « Agriculture urbaine – Université de Sherbrooke » pourraient être utilisés. Selon eux, les consommateurs peuvent facilement s'associer à un lieu qui fait partie de leur vie quotidienne.

4.26.2 Déclinaisons possibles du terme valorisant « agriculture urbaine »

Plusieurs producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (6/16) mentionnent qu'il faudrait faire une distinction dans le terme entre les produits primaires et les produits transformés. Selon eux, le terme valorisant « agriculture urbaine » pourrait être apposé sur les produits primaires et le terme valorisant « produit issu de l'agriculture urbaine » devrait être apposé sur les produits transformés.

Quatre répondants proposent une déclinaison du terme valorisant « agriculture urbaine » par paliers. Selon eux, si l'on souhaite valoriser davantage la production agricole en ville, un modèle de certification en paliers serait accessible pour tous les producteurs. Ils expliquent que les entreprises d'agriculture urbaine qui commencent ou qui n'ont pas beaucoup de revenus pourraient avoir de la difficulté à rencontrer tous les critères exigés par la certification et les valeurs de l'agriculture urbaine. Ils proposent donc une alternative suivant un modèle de reconnaissance graduelle, tel qu'« Ici on recycle ». Au premier niveau de certification, les entreprises pourraient apposer le terme valorisant « agriculture urbaine » sur leurs produits s'ils répondent aux normes établies concernant la définition d'un produit d'agriculture urbaine. Ensuite, les entreprises dont les produits répondent à certains critères environnementaux et/ou sociaux pourraient aussi se prévaloir d'un étiquetage de reconnaissance supérieure à la certification « de base ». Selon eux, le logo et la terminologie pourraient être les mêmes, mais les couleurs pourraient être différentes selon le niveau de certification octroyé. Les différents paliers seraient à déterminer, et pourraient inclure différents critères comme : la non-utilisation de produits chimiques, l'utilisation et la participation à l'économie circulaire, la participation à des retombées sociétales (par exemple, la réinsertion sociale, le don de denrées aux banques alimentaires, etc.), et la distribution exclusivement urbaine.

4.27 Niveau d'intérêt à utiliser (ou non) le terme valorisant « agriculture urbaine »

Question 24 : Quel est votre niveau d'intérêt à s'engager dans le projet ? Utiliseriez-vous le terme valorisant « agriculture urbaine » sur vos produits ? Pourquoi ?

La grande majorité des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (13/16) mentionnent avoir de l'intérêt à utiliser le terme valorisant « agriculture urbaine » sur leurs

produits. Sept d'entre eux sont catégoriques et l'utiliseraient avec fierté sur leurs produits. Ils affirment même qu'ils souhaitent pouvoir être des pionniers dans le mouvement. Deux répondants déclarent avoir de l'intérêt envers le terme valorisant, mais attendraient de voir les coûts qu'il engendre. Ces répondants n'ont pas beaucoup de revenus. Le prix de l'audit devient alors un facteur déterminant de l'adhésion.

Trois répondants admettent qu'ils ne savent pas encore, s'ils utiliseraient le terme valorisant « agriculture urbaine » sur leurs produits. Ils questionnent l'utilité spécifique pour leurs produits, car ils sont vendus uniquement par vente directe. En ce sens, ils voient moins l'intérêt d'apposer un étiquetage, alors que les producteurs sont présents pour expliquer d'où proviennent les produits. Ces répondants avouent toutefois que l'absence de valeur ajoutée par la certification sur leurs produits ne serait pas un frein. En effet, ils seraient enclins à rejoindre le mouvement afin de pouvoir faire partie de cette communauté d'agriculteurs urbains. Pour eux, la valeur de ce terme valorisant passe par la création d'une communauté d'agriculture urbaine, et par la création d'un répertoire de producteurs sur une plateforme numérique.

4.28 Les commentaires et les suggestions des répondants

Questions finales : En terminant, j'aimerais savoir si vous avez des questions pour moi ? Avez-vous des commentaires ou des suggestions pour nous aider dans cette recherche ?

Deux producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en agriculture urbaine mentionnent qu'il serait impératif d'inclure les municipalités pour la mise en place du terme. Selon eux, il ne faudrait pas que le Gouvernement valorise une agriculture qui pourrait devenir « illégale » si les municipalités changent leurs réglementations, notamment au niveau du zonage. De plus, un incitatif pourrait être mis en place pour que les municipalités participent et favorisent l'agriculture urbaine en s'associant, par exemple, à un programme de reconnaissance comme « Les Fleurons du Québec ».

Un répondant ajoute qu'il serait important pour ces entreprises en agriculture urbaine de participer aux initiatives communautaires. Il propose, par exemple, que les producteurs d'agriculture urbaine commerciale fassent des séances d'informations dans les jardins communautaires. Selon lui, on aurait tout intérêt à partager l'expertise des producteurs « professionnels » auprès des citoyens.

Un autre répondant souligne qu'il serait intéressant de se questionner sur l'accès au terme valorisant pour les différents intrants et sous-produits de l'agriculture urbaine, tels que les semis, le composte, le fumier et les engrais. Dans un souci de rendre l'agriculture urbaine durable en misant sur l'économie circulaire, ce répondant croit que l'on devrait également valoriser ces intrants et sous-produits s'ils sont produits en zone urbaine. En ce sens, la chaîne complète, de la semence à la consommation, pourrait se faire en ville.

CHAPITRE V – RÉSULTATS DE L'ANALYSE THÉMATIQUE

L'analyse thématique de l'ensemble des entrevues des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en agriculture urbaine permet de compléter et d'enrichir les constats des sections précédentes et de faire ressortir treize enjeux d'importance (défis et opportunités) pour la mise en place d'un terme valorisant « agriculture urbaine » pour favoriser la distinction des produits du Québec.

Les treize enjeux de la mise en place du terme valorisant décrits précédemment sont maintenant présentés en ordre décroissant d'importance, en s'appuyant sur le nombre de citations par les parties prenantes :

- 1) Portée du terme valorisant
- 2) Identification de la provenance
- 3) Distinction entre le local et l'hyperlocal
- 4) Réglementations
- 5) Communauté d'agriculture urbaine
- 6) Masse critique
- 7) Implication des épiceries
- 8) Communication
- 9) Biologique
- 10) Terroir urbain
- 11) Appropriation du terme
- 12) Pertinence en vente directe
- 13) *Timing*

5.1 Portée du terme valorisant

Pour la grande majorité des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (15/16) l'enjeu le plus important est celui de la portée du terme valorisant « agriculture urbaine ». Les répondants soulèvent principalement des inquiétudes quant à la (1) valorisation du terme « agriculture urbaine », et (2) à la définition du terme « urbain ».

5.1.1 Valorisation du terme

La grande majorité des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (15/16) sont d'avis que le terme « agriculture urbaine » ne devrait pas uniquement valoriser la production agricole en ville. Selon eux, l'agriculture urbaine est une philosophie, un mouvement qui privilégie des pratiques agricoles durables et de proximité. Le terme valorisant « agriculture urbaine » devrait alors comporter des critères qui font écho à cette philosophie afin d'être beaucoup plus porteur et avoir plus d'impact.

Parmi les répondants ayant affirmé que l'environnement est l'une des valeurs sous-jacentes au terme « agriculture urbaine », près de la moitié (5/9) considèrent que les entreprises devraient répondre à des critères environnementaux pour se prévaloir du terme :

« C'est certain qu'il doit y avoir un impact environnemental. C'est certain que la production doit être écoresponsable. Par exemple, quelqu'un qui commencerait à faire de l'agriculture urbaine avec pleins de produits chimiques, on ne veut pas lui donner un statut en lui donnant le droit à la certification. » (R11)

Ces répondants souhaitent participer à un projet par la mise en place du terme valorisant « agriculture urbaine ». Pour eux, c'est l'occasion de valoriser et d'encourager les bonnes pratiques agricoles :

« Je pense qu'il faudrait voir grand pour le terme « agriculture urbaine », il serait peut-être temps de changer notre façon de faire l'agriculture et de la voir comme étant plus harmonieuse en ville, mais qui répond à des critères écologiques qui font du sens. Ce que l'on veut au fond, c'est de léguer une planète en meilleur état qu'elle l'est présentement. Je pense que ça ferait du sens et ça donnerait un poids à ce terme-là pour les gens qui décident d'acheter de l'agriculture urbaine. » (R17)

Ensuite, la majorité des répondants ayant indiqué que la proximité est l'une des valeurs importantes pour le terme (7/8), et affirment qu'elle devrait être un critère pour pouvoir afficher le terme valorisant « agriculture urbaine ». Selon eux, il n'y a pas d'avantages à produire en ville, si on est pour vendre à l'extérieur. Il serait même insensé de produire dans une ville et de vendre dans une autre ville située à des centaines de kilomètres, par exemple de produire à Montréal et de vendre à Toronto. Ces répondants suggèrent que la distribution devrait demeurer dans la ville de production afin de maintenir cette proximité entre le producteur et le consommateur :

« Si tu vois un produit d'agriculture urbaine loin d'où ça a été cultivé, on va se demander pourquoi. Ça perdrait de son essence. Selon les valeurs qu'on a discutées tantôt, le fait d'envoyer nos produits un peu partout, ça ne serait pas correct, on perdrait l'essence de la proximité, de rapprocher les gens » (R17)

Certains répondants (3/7) affirment toutefois qu'il faut demeurer prudents avec ce critère. Si l'on accepte que l'agriculture urbaine puisse se faire dans n'importe quelle ville du Québec, il ne faudrait pas limiter le marché des producteurs dans de petites villes. Par exemple, une entreprise située au cœur de Matane serait rapidement limitée par son bassin plus faible de consommateurs. Ces répondants suggèrent alors que la distribution demeure minimalement dans la région administrative de la production. Ainsi, une entreprise à Magog pourrait vendre à Sherbrooke, mais pas à Montréal.

La majorité des répondants ayant indiqué que l'aspect social est une valeur importante pour le terme valorisant « agriculture urbaine » (5/7) sont d'avis que cette valeur ne devrait pas constituer un critère. Tout d'abord, ils affirment qu'un tel critère serait difficile à encadrer et qu'il ne serait pas avantageux pour les plus petites entreprises :

« Je pense que l'environnement et le côté social sont des valeurs derrière l'agriculture urbaine, mais est-ce qu'on veut que le côté social ce soit obligatoire pour avoir le terme ? Je ne sais pas. Nous on fait déjà tout ça, mais est-ce qu'on devrait dire à un petit producteur « tu devrais le faire aussi », je ne pense pas. On a déjà assez d'obstacles, ce n'est pas nécessaire. Ce n'est pas tout le monde qui a la capacité de le faire. Je pense qu'on devrait essayer d'inclure le plus d'entreprises possible, c'est le but de l'effort, sinon ça va permettre seulement à certaines personnes de charger plus pour leurs produits, et ce n'est pas le point. » (R15)

Les répondants qui souhaitent que le volet social fasse partie des critères du terme valorisant « agriculture urbaine » (2/7) proposent, quant à eux, des actions simples à réaliser, tant pour la petite que la grande entreprise. Selon eux, impliquer la communauté, participer à des initiatives communautaires ou faire des visites éducatives de leur ferme urbaine serait des critères que tous pourraient facilement satisfaire.

5.1.2 Définition du terme « urbain »

Le second sujet de débat dans la portée du terme valorisant « agriculture urbaine » concerne ce que l'on entend par « urbain ». La notion d'urbanité est très variable. Les producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en agriculture urbaine définissent la notion d'urbanité du terme « agriculture urbaine » de trois façons différentes.

D'abord, plusieurs producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (6/16) définissent l'urbain comme faisant référence à une grande ville. Ils évoquent notamment Montréal, Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke et Gatineau :

« J'ai l'impression que ça perd potentiellement de son « appeal » si on est au milieu d'une petite ville ou village. Il vient de la région et on a des maraîchers autour à moins de quelques kilomètres. Donc d'avoir un terme « agriculture urbaine » pour ces régions-là, ça m'apparaît moins pertinent. J'imagine plus des villes avec une concentration démographique plus importante comme Montréal ou Québec. » (R5)

Pour ces répondants, l'urbain représente les grandes villes du Québec où il y a normalement peu ou pas d'exploitation agricole et où la population est dense. Ils mentionnent également le fait que si toute ville est acceptée dans les caractéristiques du terme « agriculture urbaine », toute production pourrait devenir « urbaine », donc la création du terme valorisant ne serait pas pertinente.

Selon d'autres producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (6/16), l'agriculture urbaine est une production agricole qui se fait à proximité des rassemblements humains, soit au cœur d'une agglomération, que ce soit dans une métropole ou un village :

« Une ville comme Saguenay ou Victoriaville, Victoriaville est un fleuron de l'agriculture urbaine au Québec et pourtant ce n'est pas une grande ville comme Québec ou Montréal, mais ils font tellement d'actions super inspirantes, ils encouragent les gens à cultiver en façade, ils ont été très avant-gardistes à ce niveau-là. Ou quand je vois Rimouski ou Matane, qui sont des villes plus modestes au Québec qui développent des beaux projets en AU, je ne voudrais pas les exclure de ça, au contraire c'est tout à l'honneur. » (R12)

Finalement, le quart des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (4/16) proposent la notion de « zonage » pour déterminer si une agriculture est urbaine ou non. Ces répondants sont d'accord avec l'idée que l'agriculture urbaine n'est pas exclusive aux cinq grandes villes du Québec, mais ils affirment qu'il serait difficile de déterminer où s'arrête l'agglomération :

« Ça va être difficile de dire où est-ce qu'on arrête la ville. Est-ce qu'on arrête à Laval, est-ce que Rivière-des-Prairies c'est urbain ? Pourquoi le classifier en disant que vous devez être dans un rayon de X km autour d'une ville de X nombre de personnes, ça ne veut rien dire. Pour moi l'agriculture urbaine, c'est la production à la maison, la production en ville. Au final c'est toute la production agricole qui n'est pas sur une ferme en zone agricole. » (R15)

Selon eux, l'agriculture urbaine est toute production agricole qui n'est pas faite dans une zone agricole, donc une agriculture qui est réalisée dans une zone industrielle, résidentielle ou commerciale.

5.2 Identification de la provenance

Pour la quasi-totalité des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (15/16) l'enjeu le plus important est celui d'inclure la provenance dans le terme valorisant. Selon eux, le fait d'ajouter la provenance urbaine est essentiel pour la localité des produits :

« Je ne veux pas acheter une tomate qui vient de Toronto, ça serait la même chose que d'acheter une tomate qui vient d'un champ en zone agricole. Il faut que les produits urbains soient indiqués par la ville dans laquelle ils ont poussé. » (R7)

En indiquant la provenance urbaine des produits, on s'assure que ceux-ci sont au minimum du Québec. Par ailleurs, les répondants expliquent que d'indiquer la provenance serait utile pour les consommateurs qui souhaitent encourager plus précisément leur communauté :

« Je pense qu'il faut que ce soit indiqué d'où ça provient. Je pense que ça va revenir aux gens d'encourager l'agriculture urbaine et ensuite d'encourager d'où elle vient. De l'avoir sur l'étiquette, peut-être que ça simplifierait la tâche aux consommateurs, ils pourraient choisir des produits qui viennent vraiment de leur patelin. Normalement, il y aurait l'adresse de l'entreprise sur l'emballage, mais je pense que c'est une bonne idée de l'indiquer comme ça, facilement, clairement. » (R17)

Dans certains cas, l'utilisation du nom du quartier à la place du nom de la ville serait un outil pour les consommateurs qui souhaitent soutenir leur communauté dans les villes importantes comme Montréal ou Québec. Selon eux, les consommateurs s'identifient à leur quartier :

« Nous on vit dans un quartier. On ne dit pas je vais aller vivre à Montréal, on dit je vais aller vivre sur le plateau ou dans Rosemont. De dire ces champignons ont été produits dans Rosemont, « ah c'est cool c'est à côté de chez moi et je connais quelqu'un qui travaille là ». Ça fait partie de bâtir la notion de quartier, qui va aider les gens du quartier. » (R4)

En incluant le nom de quartier, l'agriculture urbaine pourra favoriser davantage cette idée de communauté ou de philosophie, qui a été mentionnée à plusieurs reprises par les répondants.

5.3 Distinction entre le local et l'hyperlocal

Une majorité de producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (10/16) mentionnent que le terme valorisant « agriculture urbaine » est l'occasion de se démarquer du local du Québec. Selon eux, l'agriculture urbaine valorise l'hyperlocalité et est à un niveau différent des produits locaux du Québec :

« Au niveau marketing, la marque « Aliment du Québec » est une marque que l'on travaille depuis 20 ans. On sait que les Québécois sont préoccupés de consommer

localement et c'est quelque chose qui dure depuis longtemps. Dans le cas d'un produit hyperlocal, la nomenclature de l'hyperlocal, ça ne fait pas longtemps que ça existe, ou du moins que ça commence à être écouté. Je pense que le travail marketing qui peut être fait au niveau de l'hyperlocal ce serait [...] cette notion de proximité, il y a le fait de connaître ou de reconnaître les entreprises locales. Et ce que l'on cherche comme consommateur, c'est justement de savoir comment les produits sont faits. Parfois on a plus confiance envers le pain qui est fait par la boulangerie à côté où le boulanger va se lever à 5h du matin pour le faire, que le pain qu'on va acheter en supermarché qui est parfaitement emballé et qui vient du Québec. » (R18)

Le terme valorisant « agriculture urbaine » permettrait alors de valoriser cette notion de proximité, de contact et de connaissance des gens de son quartier, soit cette relation que l'on construit avec des gens de notre communauté. De plus, il semble que cette hyperlocalité permet certains avantages sur le marché :

« Un miel de Montréal permet de vendre à plus de monde, donc c'est plus facile pour le producteur, mais un miel du Plateau Mont-Royal va sortir beaucoup plus vite et beaucoup plus cher qu'un miel de Montréal. » (R14)

« Je pense que « Aliment du Québec » c'est un niveau, et « agriculture urbaine » ce sera un autre niveau. Quand tu veux être certain que ton argent reste localement et que tu veux favoriser l'économie locale, je pense que ça va être ça le gros plus pour eux. » (R7)

Il semble que la granularité de la provenance est importante pour différencier les produits sur le marché. En effet, les consommateurs, dans certains cas, semblent s'identifier plus facilement à un produit de leur quartier qu'à un produit du Québec. Il s'agirait de savoir à quel niveau le consommateur s'identifie et à quel niveau il souhaite contribuer en encourageant les produits locaux.

5.4 Réglementations

Près de la moitié des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (7/16) mentionnent que les réglementations municipales et celles du MAPAQ devraient être adaptées aux initiatives d'agriculture urbaine. D'une part, les répondants mentionnent que les réglementations des villes devraient suivre le mouvement, notamment en termes de zonage, car ils contraignent les entreprises agricoles urbaines et sont parfois inégales ou inéquitable à l'intérieur d'une même ville :

« Pour moi, dans mon usine, la ville pense que je n'ai pas le bon zonage. Ils disent que je fais de l'agriculture, mais que je suis en zonage industriel donc je n'ai pas ma place [...]. La transformation agroalimentaire serait permise, mais l'agriculture ne serait pas permise. Donc, à moins que tu dises que tu es un transformateur, mais il y a toujours une zone grise entre le transformateur et le producteur. Pour l'instant il n'y a aucune classification agricole à moins que tu sois sur une zone agricole. » (R7)

« La réglementation des municipalités ne permet pas de faire de la production maraîchère en zone blanche. Le coût du pied carré d'une terre dans un milieu urbain est beaucoup plus cher qu'une terre en milieu agricole. Un immeuble construit sur un terrain commercial est beaucoup plus cher qu'un immeuble construit sur une terre agricole [...]. Toute la structure économique est faite pour que la production agricole soit faite dans des zones agricoles. Par exemple Lufa [...] ils ont mis une serre sur un toit d'immeuble dans une zone qui a été délimitée par la ville de Montréal « disponible pour expérimenter de l'agriculture en ville ». Tu n'aurais pas le droit de faire la même chose sur la rue d'à côté [...]. Il y a toute sorte de projets qui ont vu le jour en ville, mais qui fonctionnait dans un quartier, mais pas dans l'autre. Donc ça serait important que ce soit légiféré par la ville de Montréal pour tout le monde ait la même réglementation, pour que tous ceux qui s'intéressent à ça puissent le faire [...] pour ne pas qu'il y ait encore une fois, pour une raison X, un quartier soit surdéveloppé par rapport à un autre. » (R4)

D'autre part, ces répondants affirment que les lois du MAPAQ ont été pensées pour l'agriculture conventionnelle, mais s'adaptent moins bien pour l'agriculture urbaine. Ils suggèrent que le MAPAQ adapte les lois aux nouvelles réalités amenées par les entreprises en agriculture urbaine :

« Selon le MAPAQ, tu n'as pas le droit d'abattre sur les lieux d'élevage un animal. Mais dans l'élevage d'insectes, on le fait dans une salle à côté [...]. Dans l'agriculture urbaine, c'est un non-sens. Ça s'applique bien à l'agriculture industrielle, c'est vrai que tu ne veux pas abattre tes poulets dans le poulailler, c'est bien normal, c'est dans un bâtiment à part. Nous en agriculture urbaine, ça ne fait aucun sens. Pour nous, c'est dans la salle à côté qu'on fait la mise à mort. On ne va pas « shipper » des camions remplis d'insectes vivants pour aller dans une autre ville, vers un abattoir centralisé. C'est le genre d'exemple où il faut qu'il y ait une unicité, une distinction entre l'agriculture urbaine et l'agriculture conventionnelle. » (R9)

Les répondants sont heureux que le Gouvernement évalue la mise en place d'un terme valorisant pour l'agriculture urbaine, mais ils souhaitent que les lois et réglementations en vigueur soient ajustées pour répondre aux nouvelles réalités de cette pratique agricole en ville.

5.5 Communauté d'agriculture urbaine

Près de la moitié des producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (7/16) affirment que la mise en place d'un terme valorisant « agriculture urbaine » est l'occasion de bâtir une communauté, un réseau de producteurs urbains. Selon eux, c'est une forme de reconnaissance, de fierté de pouvoir faire partie d'une communauté qui partage les mêmes valeurs :

« Ça permettrait de créer une communauté plus forte aussi d'agriculteurs urbains qui s'entendent sur des termes, parce qu'on le sait que des agriculteurs qui s'entendent, ce

n'est pas commun. Donc oui, joindre une certaine communauté et idéologie autour du produit, pour donner une certaine crédibilité. » (R14)

Par ailleurs, le développement de cette communauté pourrait se faire en parallèle à un répertoire des producteurs urbains afin de favoriser les partenariats à travers la chaîne :

« C'est vrai que la reconnaissance, le réseau c'est super important, le fait d'être membre de cette communauté. Il faut renforcer ça donc effectivement d'avoir comme une liste officielle des producteurs, à ce niveau c'est super ». (R12)

« Si jamais je voulais par exemple de la lavande pour aromatiser mon miel, j'aimerais plus acheter de quelqu'un d'ici, et si un restaurant voudrait acheter du miel de Montréal pour son restaurant, en ayant un répertoire avec tous les producteurs par catégorie, ça va aider plus aider les producteurs. Au départ, ça va peut-être être petit, mais avec le temps ça va grandir, ça va devenir une communauté et ça va devenir plus un réflexe d'aller sur Google pour aller sur le site web. » (R13)

De plus, ces répondants expliquent que le développement de cette communauté pourrait être un avantage substantiel. En effet, cette communauté permettrait l'entraide et la collaboration entre les producteurs, notamment au niveau de la mise en marché des produits :

« Les petits producteurs doivent être ensemble pour pouvoir vendre et se faire acheter [...]. Ils vont avoir un avantage à avoir la certification ensemble. Il faut qu'ils sachent qu'ils sont ensemble s'il y a un malheur. Beaucoup de producteurs se sentent indépendants et se sentent seuls dans leurs efforts et leur intelligence. Quand on a une communauté forte, c'est beaucoup mieux parce qu'on sent qu'on est en équipe, on sent qu'on fait partie d'un réseau si on veut. » (R13)

« Il y a tout un enjeu qui est intéressant dans la mise en marché, mais nous on veut être un réseau de plusieurs producteurs qui travaillent en collaboration et peut-être faire de la mise en marché conjointe pour avoir des plus gros volumes. » (R9)

En ce sens, l'accès aux plus grands réseaux de distribution pourrait être facilité par cette collaboration entre producteurs urbains.

5.6 Masse critique

Plusieurs producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (6/16) affirment qu'une masse critique de producteurs qui adhèrent au projet est essentiel. En effet, ces répondants expliquent qu'il y a déjà peu d'entreprises en agriculture urbaine. Ainsi, pour pouvoir faire connaître les produits et le terme valorisant, nous devons atteindre un nombre suffisant de producteurs qui font certifier leurs produits :

« C'est certain aussi que s'il n'y a pas assez de producteurs qui embarquent, « no way » que je vais commencer ça [...]. Il faut que ça soit une communauté, une industrie et si on est juste 12 personnes, ça ne va pas être une communauté. » (R13)

Les répondants ayant mentionné la notion de masse critique déclarent que si seulement quelques producteurs sont prêts à apposer le terme valorisant « agriculture urbaine » sur leur produit, l'étiquetage n'aura pas d'impact.

5.7 Implication des épiceries

Quelques producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (5/16) mentionnent que les épiceries doivent également « embarquer » dans le projet. En effet, la vente en épicerie est essentielle pour faire connaître les produits et assurer leur accessibilité pour les consommateurs. Les épiciers doivent faire preuve de flexibilité en donnant aux producteurs urbains le droit de vendre dans leurs rayons :

« Pour les grandes bannières, il faudrait encourager l'agriculture urbaine et leur donner de la place. Je crois que si l'on veut encourager les produits locaux et qu'ils peuvent prendre des parts de marché au Québec, ça passe par la distribution dans les grandes bannières. » (R18)

« Je pense que les épiceries qui ont des gros « listings », il faudrait qu'eux soient un peu plus flexibles. Si on vise uniquement les épiceries de famille, on pourrait en venir à un stade où l'offre serait plus grande que la demande donc il ne faut pas se fermer de portes. » (R7)

Certains suggèrent, par exemple, que les épiceries offrent un espace « agriculture urbaine » dans la section des fruits et légumes. D'autres proposent que le Gouvernement du Québec ou les municipalités offrent des incitatifs pour que les épiceries embarquent dans le projet.

5.8 Communication

Quelques producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (5/16) affirment qu'il faudra investir dans une grande campagne de communication pour supporter la mise en place du terme valorisant « agriculture urbaine ». Selon eux, il faut non seulement que le terme valorisant soit bien défini, mais il faut également qu'il soit bien compris par les consommateurs, surtout si l'on valorise plus que la production agricole en ville :

« Il va falloir faire connaître ce que ça implique avec une grosse campagne de publicité. Il faut que les gens sachent que c'est un logo qui représente les valeurs d'agriculture urbaine et la tranquillité d'esprit. Souvent c'est plus cher, mais il faut que les gens le comprennent, il faut vulgariser aux consommateurs tout ce que ça implique. » (R11)

Certains répondants mentionnent également que cette communication doit se faire envers les producteurs également. Comme ils sont ceux qui en feront la promotion, le terme et les valeurs derrière le terme doivent être clairs.

5.9 Biologique

Quatre répondants mentionnent que la mise en place du terme « agriculture urbaine » ne doit pas reproduire les erreurs de la certification « biologique ». Selon eux, les critères de la certification « biologique » n'ont pas été pensés pour le long terme. Plusieurs mentionnent notamment le fait que les cultures hors-sol comme l'hydroponie, l'aquaponie et l'aéroponie ne peuvent pas se prévaloir de la certification « biologique » parce que ses critères sont trop contraignants :

« Si on pense à la certification bio, c'est certain que ça a eu un impact sur les avancements de la technologie en agriculture hydroponiques, aquaponique et aéroponique. Les gens qui font ces cultures se battent justement pour démontrer que leurs produits respectent les critères du bio pour qu'ils puissent avoir la certification. Dans le même sens, peut-être que la certification de l'AU pourrait également avoir un impact négatif comme ça a été le cas avec le bio, mais c'est quelque chose qu'on ne verra pas avant 15 ou 20 ans. » (R18)

« C'est l'un des soucis que j'ai avec l'appellation bio, le fait que ça n'inclue pas l'agriculture hydroponique, je pense que c'est l'une des grandes limitations de l'appellation biologique. C'est le genre de chose à ne pas reproduire dans le contexte d'une appellation de l'AU. » (R9)

Ces répondants expliquent qu'il est très important de réfléchir aux critères qui seront établis dans la norme pour pouvoir afficher le terme valorisant « agriculture urbaine ». Ces critères doivent être les bons et doivent donner du sens à la certification :

« Vous pouvez aussi vous tirer dans le pied comme avec le bio que le monde boude parce que ce n'est pas accessible, c'est trop cher et ça ne veut rien dire, ou peut-être au contraire, vous allez trouver un juste milieu et que les gens vont dire « les critères sont sévères, mais ce sont les bons, et les coûts sont accessibles ». (R11)

Finalement, plusieurs répondants mentionnent que la mise en place du terme valorisant « agriculture urbaine » sera cette occasion de différencier les cultures hors-sol comme l'hydroponie, l'aquaponie et l'aéroponie qui ne peuvent se prévaloir de la certification « biologique ». Les entreprises qui utilisent ces techniques de production auront la chance de valoriser leurs produits, d'une différente façon.

5.10 Terroir urbain

Quelques producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (4/16) affirment que la mise en place du terme valorisant « agriculture urbaine » est également l'occasion de développer un « terroir urbain ». Évidemment, le développement de ce terroir pourra se faire uniquement si l'on inclut le nom de la ville dans le terme valorisant. En effet, le terme « agriculture urbaine » permettra également de différencier les produits de ville en ville :

« Même si ça reste urbain, on pourrait faire la différence. Ça serait une façon de différencier les produits de ville en ville. » (R10)

Par ailleurs, comme la notion de terroir le suggère, le microclimat et la biodiversité propre à une ville, pourraient influencer les caractéristiques d'un produit urbain :

« Il va avoir des spécificités un moment donné, les gens vont pouvoir dire « Ah oui à Trois-Rivières il y a tellement de bons fruits urbains » ou « À Montréal c'est les micropousses ». C'est vrai aussi que chaque ville, dépendamment d'où c'est, il y a des climats différents. Peut-être qu'à Québec vu qu'il fait plus froid, peut-être qu'ils vont plus se spécialiser dans la culture intérieure, ils pourraient devenir les pros des légumes par exemple. À Montréal, vu qu'il fait plus chaud, ce serait peut-être plus d'agriculture directement en sol. » (R11)

D'autres répondants mentionnent, par exemple, le miel qui serait fortement influencé par la biodiversité d'une ville à l'autre. En effet, comme deux répondants l'expliquent, le miel urbain a un goût particulier notamment par la variété des fleurs disponibles pour les abeilles dans cette ville.

5.11 Appropriation du terme

Quelques producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (3/16) affirment avoir des inquiétudes ou un certain malaise face à l'appropriation d'un terme qui est utilisé par beaucoup de gens, depuis bien longtemps. En effet, ces répondants se posent des questions face à l'utilisation du terme, qui pourra l'utiliser et dans quelles circonstances :

« Il y a beaucoup de gens qui sont impliqués ou investis dans ce type de production et qui pourraient se retrouver à ne plus pouvoir utiliser le terme « agriculture urbaine », que ce soit en entrevue, que ce soit dans la promotion des projets, que ce soit dans la mise en place de certains projets surtout dans le milieu communautaire. Si on parle des jardins communautaires, est-ce qu'on va pouvoir continuer à parler de ça comme étant de l'agriculture urbaine ? [...] À quel point le terme peut devenir limitant pour ceux qui le font de façon occasionnelle ou communautaire ? » (R16)

Ces inquiétudes se font notamment pour l'agriculture privée et communautaire. Ces répondants soulèvent également des questions au niveau de l'équité sociale derrière cette initiative. Selon eux, il y a un écart entre les valeurs de l'agriculture urbaine et le fait que le commercial s'approprie le terme :

« On dit de l'agriculture urbaine que c'est un outil d'équité sociale, mais là de faire une appellation pour valoriser les produits, on comprend pourquoi stratégiquement, c'est un positionnement de marché, ça peut nous permettre de nous distinguer des gros géants, mais ça pourrait aussi nuire à l'émergence des petits producteurs. C'est tout cet enjeu-là d'équité sociale que je trouve qui est délicat avec les termes valorisants. Il ne faut pas arriver avec des gros sabots et bousculer quelque chose qui n'a jamais été contrôlé parce qu'on veut donner un avantage compétitif à ceux qui ont du « cash » et qui ont une entreprise là-dedans. En tant qu'entreprise c'est certain que j'ai envie de dire « OK go on fait ça, ça va me donner un avantage compétitif », mais je le sais bien qu'il y en a plein qui ne sont pas capable de se le payer. Le lobby industriel qui fait mainmise sur l'utilisation d'un terme, c'est délicat. » (R9)

Le malaise de ces répondants s'explique notamment par le fait que l'on souhaite valoriser un mouvement, une philosophie et/ou une idéologie qui existe depuis très longtemps, mais seulement si elle répond à des critères préétablis par l'industrie. Cependant, dans la LARTV, l'article 2 précise que : Dans la présente loi, on entend par « produit » un produit alimentaire issu notamment de l'agriculture ou de l'aquaculture destiné à la vente à l'état brut ou transformé. En ce sens, les produits non destinés à la vente (jardins privés et communautaires non commerciaux) ne pourraient être certifiés.

5.12 Pertinence en vente directe

Quelques producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU (3/16) se questionnent sur la pertinence de mettre en place le terme valorisant « agriculture urbaine », considérant que la majorité des entreprises en agriculture urbaine vendent directement aux consommateurs. Selon eux, un terme valorisant est utile dans un circuit de distribution où le producteur n'est pas présent. Dans le cas où les entreprises vendent directement à leurs consommateurs, ils se demandent s'il est toujours pertinent :

« En gros l'autre question que je me pose en ce moment c'est est-ce qu'il y a beaucoup de ces produits qui sont vendus dans des contextes où il y a un étiquetage précis comme en épicerie ? Par exemple, Lufa, on achète directement sur le site, je ne pense pas qu'il y ait des produits de Lufa en épicerie. Sinon, les producteurs de champignons, je sais qu'ils vendent beaucoup directement aux restaurateurs. Rendu-là, les restaurateurs le savent que c'est une production urbaine [...]. J'ai l'impression que pour l'instant, même s'il y avait une étiquette, il y a tellement peu de produits qui se retrouvent en épicerie, je pense que ce serait une initiative un peu dans le vide. » (R5)

En effet, certains ont mentionné qu'ils n'utiliseraient probablement pas le terme valorisant « agriculture urbaine » sur leurs produits parce qu'ils vendent uniquement directement aux consommateurs ou aux restaurateurs.

5.13 *Timing*

Finalement, trois producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en agriculture urbaine affirment que les entreprises commerciales d'agriculture urbaine commencent à peine à se développer. En ce sens, ils se demandent s'il n'est pas trop tôt pour mettre en place un terme valorisant « agriculture urbaine » :

« Je trouve que c'est vraiment une belle initiative, mais je ne sais pas encore si au niveau du timing c'est encore trop tôt ou pas vu qu'il n'y a pas encore beaucoup d'entreprises urbaines. » (R12)

« Je pense que c'est une bonne idée, mais peut-être plus à moyen-long terme. » (R5)

Certains mentionnent que l'on devrait attendre encore quelques années, soit le temps qu'il y ait plus d'entreprises et qu'elles deviennent plus rentables. En ce sens, plus d'entreprises seront en mesure de supporter le coût de la certification, permettant plus facilement d'atteindre une masse critique de producteurs.

CHAPITRE VI – RECOMMANDATIONS / CONCLUSION

Six principales recommandations découlent des résultats de cette recherche réalisée auprès d'experts en agriculture urbaine, de producteurs et de gestionnaires d'entreprises de service en agriculture urbaine. Ainsi, pour la mise en place d'un terme valorisant « agriculture urbaine » pour favoriser la distinction des produits du Québec, nous recommandons de porter une attention particulière aux six points suivants, soit :

- 1) Définir avec précision la portée du terme valorisant « agriculture urbaine »,
- 2) Mettre en place du support informationnel et éducationnel
- 3) Indiquer la provenance locale ou hyper locale du produit,
- 4) Créer une communauté/un regroupement officiel de producteurs urbains,
- 5) Adapter les réglementations aux réalités distinctes de l'agriculture urbaine,
- 6) Favoriser la recherche et le développement de l'agriculture urbaine.

6.1 Définir avec précision la portée du terme valorisant « agriculture urbaine »

Les résultats de cette étude révèlent que l'enjeu le plus important est celui de la portée du terme valorisant « agriculture urbaine ». En effet, le terme devra être défini précisément pour en circonscrire les frontières. Alors que le terme « agriculture » semble généralement accepté, le terme « urbain » ne fait pas l'unanimité. En effet, les répondants ont présenté plusieurs perspectives leur permettant de circonscrire l'urbanité d'un produit alimentaire. Si les producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en agriculture urbaine souhaitent mettre en place un terme valorisant accessible au plus grand nombre, l'approche par agglomération sera donc nécessaire.

La valorisation de ce type d'agriculture devra aussi être clairement définie. Que cherche-t-on exactement à valoriser avec ce terme ? Si l'on souhaite valoriser « la production agricole en ville », les entreprises devront répondre aux critères établis pour chacun de ces deux termes. Cependant, si l'on souhaite valoriser les valeurs sous-jacentes au terme « agriculture urbaine » pour un étiquetage plus porteur et à impact, les différents critères environnementaux, sociaux et de proximité devront être établis. L'idée d'une certification par paliers (en *crescendo* d'exigences) pourrait répondre à ces divers besoins, tout en respectant le caractère d'accessibilité au plus grand nombre. Cette déclinaison plus complexe à définir, à mettre en place et à gérer devra toutefois être réaliste sous la LARTV et le CARTV. Dans l'affirmative, il faudra établir un nombre de paliers et les critères à exiger à chacun de ceux-ci.

Finalement, il faudra déterminer les différents critères pour les produits transformés. Tous les répondants sont d'avis que ceux-ci doivent être transformés à partir d'ingrédients provenant de l'agriculture urbaine, mais il reste à déterminer si la certification s'appuie sur l'ingrédient principal ou si le produit doit atteindre un certain pourcentage d'ingrédients provenant de l'agriculture urbaine. De plus, les exigences quant au lieu de transformation devront également être précisées pour être cohérentes avec les valeurs sous-jacentes au terme valorisant « agriculture urbaine ». À titre d'exemple, si la proximité devient un critère

central dans la norme, la distribution et la transformation seront nécessairement délimitées géographiquement.

6.2 Mettre en place du support informationnel et éducationnel

Notre seconde recommandation est de mettre en place du support informationnel et éducationnel. Les résultats de cette étude permettent de conclure à une asymétrie d'information à propos de l'agriculture urbaine à travers les producteurs et gestionnaires d'entreprises de service en AU. Cette asymétrie est susceptible d'être également présente chez les consommateurs et de créer de la confusion autour du terme valorisant « agriculture urbaine ». Si le Gouvernement du Québec met en place un terme valorisant « agriculture urbaine » pour favoriser la distinction et le développement des produits du Québec, il devra accompagner toutes les étapes de cette initiative d'un important support informationnel et éducationnel au niveau des consommateurs et des autres parties prenantes. Les consommateurs doivent bien comprendre ce qu'est un produit alimentaire issu de l'agriculture urbaine et un produit alimentaire issu de l'agriculture conventionnelle non urbaine.

L'efficacité du terme se fera sentir à plus ou moins long terme, soit au prorata du temps nécessaire pour éduquer les consommateurs sur la signification d'un terme valorisant « agriculture urbaine ». Un parallèle a d'ailleurs été fait avec la lente évolution de la demande pour des aliments biologiques. Plusieurs années ont été nécessaires pour voir apparaître une demande plus substantielle et une propension à payer une prime pour ces produits. La demande pour des produits arborant un terme valorisant « agriculture urbaine » pourrait connaître une évolution similaire dans le temps. Ce fut également le cas pour les produits identifiés « Aliments du Québec ». L'impact économique sera présent à partir du moment où le Québec emboîtera réellement le pas. Le Québec deviendra ainsi la première province à offrir cette certification gouvernementale volontaire. Le terme valorisant donnera alors aux consommateurs le pouvoir de faire leurs propres choix en termes d'alimentation.

6.3 Indiquer la provenance locale ou hyper locale du produit

Notre deuxième recommandation touche la mention de provenance hyper locale du produit, soit l'indication de la provenance très spécifique du produit dans le terme valorisant. Que ce soit le nom d'une ville, d'un quartier ou d'un lieu spécifique, la provenance semble un facteur déterminant pour mettre en valeur les produits alimentaires « agriculture urbaine ». L'identification d'une provenance précise permettrait d'assurer la localité des produits, de les distinguer des produits alimentaires du Québec (Aliments du Québec et Aliments préparés au Québec), de permettre au consommateur d'encourager sa communauté et de développer un terroir urbain. Pour ce faire, chaque producteur pourrait adhérer à l'échelle qui lui convient le mieux. Si, par exemple, un producteur de miel vend ses produits dans la grande région de Montréal, le nom de la ville de Montréal pourrait lui être bénéfique. En contrepartie, un producteur de miel dont les produits sont vendus dans son quartier pourrait bénéficier davantage d'une indication incluant le nom de son quartier. Ainsi, chaque producteur pourrait se distinguer en adéquation avec son marché principal. Pour la

mise en place de ce terme valorisant, il serait difficile de définir un lieu géographique directement dans le terme. Cependant, il serait possible d'inclure dans la norme des spécificités d'étiquetage comme le nom de la ville.

6.4 Créer une communauté/un regroupement officiel de producteurs urbains

Notre troisième recommandation touche la création d'une communauté ou d'un regroupement officiel de producteurs urbains. En plus d'une reconnaissance officielle de leurs spécificités, il serait souhaitable de mettre en place une plateforme numérique qui pourrait agir comme répertoire et source d'information sur l'agriculture urbaine, tant pour les consommateurs que pour les producteurs. Cette plateforme permettrait aux producteurs de collaborer entre eux et de faire partie d'un réseau, soit une communauté d'agriculteurs urbains. Elle pourrait également présenter une panoplie d'informations sur l'agriculture en ville, aidant ainsi les producteurs à développer et rentabiliser leurs espaces. Cette plateforme faciliterait aussi la découverte d'entreprises et de produits par les consommateurs. Elle pourrait être une source d'information pour ceux qui souhaitent se lancer dans le jardinage domestique ou communautaire. Finalement, cette initiative pourrait encourager les producteurs potentiels à lancer un projet, répondant ainsi au besoin d'atteindre une masse critique de producteurs. Certains répondants ont d'ailleurs mentionné leur intérêt à participer à ce projet, à condition qu'il s'agisse de la création d'une communauté en parallèle. Pour eux la valeur de la mise en place du terme ne se trouve pas dans l'étiquetage des produits, mais dans la formation d'un réseau d'agriculteurs urbains.

6.5 Adapter les réglementations aux réalités distinctes de l'agriculture urbaine

Notre quatrième recommandation touche les réglementations en place qui contraignent actuellement les initiatives et le développement de l'agriculture urbaine. Selon les entrevues réalisées, il apparaît nécessaire d'adapter les réglementations municipales et provinciales en force pour favoriser le développement de l'agriculture urbaine. Cette recherche n'avait pas pour objectif d'analyser les diverses réglementations en place et de les commenter. La récurrence des mentions à cet égard, nous incite toutefois à sensibiliser les décideurs sur ce point. En effet, la mise en place de ce terme valorisant ne pourra pas compenser les enjeux réglementaires rencontrés par les producteurs et les gestionnaires d'entreprises de service du secteur. Une communauté ou un regroupement de producteurs urbains officiellement reconnu permettra de fédérer les efforts et de procurer aux décideurs des recommandations réalistes et concertées sur les adaptations requises aux réglementations municipales et provinciales en place.

6.6 Favoriser la recherche et le développement de l'agriculture urbaine

Notre dernière recommandation est de favoriser la recherche et le développement sur l'agriculture urbaine avant la mise en place du terme valorisant « agriculture urbaine » pour favoriser les produits du Québec. En effet, l'agriculture urbaine est une pratique et un sujet de recherche relativement récent dans la littérature académique, et les études sur l'impact d'une certification « agriculture urbaine » sont absentes. D'autres études empiriques sont

donc requises. Elles permettront notamment de mieux cerner le concept d'agriculture urbaine en termes de portée et de distribution. Ces connaissances permettront de positionner plus précisément l'agriculture urbaine sur différents critères d'urbanité, de proximité, et d'impacts environnementaux et sociaux.

À plusieurs reprises durant cette recherche, les répondants (experts, producteurs, gestionnaires) ont mentionné la nécessité de définir précisément le terme « agriculture urbaine » afin d'en déterminer les caractéristiques et les valeurs. En effet, les attributs associés au terme « agriculture urbaine » se doivent d'être partagés pour être bien véhiculés et ainsi favoriser le développement de ce type d'agriculture. Selon les résultats de cette étude auprès des experts, des producteurs et des gestionnaires, le terme valorisant « agriculture urbaine » doit « faire du sens » pour le mouvement agricole urbain, pour ses producteurs, et pour ses consommateurs/mangeurs.

Des recherches supplémentaires sont donc nécessaires pour bien comprendre ce sens, et paramétrer l'adéquation entre les émetteurs (agriculteurs urbains) et les récepteurs (consommateurs/mangeurs) de cette agriculture distincte de l'agriculture traditionnelle. Une prochaine recherche devra donc permettre d'identifier l'importance des attributs de l'agriculture urbaine du point de vue des consommateurs qui poseront les gestes d'achats (buycott) ou de non-achat (boycott). Cette recherche qui devra être quantitative (confirmatoire), permettra d'analyser les perceptions, les attitudes et les intentions de comportements d'achats d'un échantillon représentatif de consommateurs/mangeurs. Elle aura pour objectif de vérifier les « incontournables » des consommateurs/mangeurs pour la mise en place du terme « agriculture urbaine ».

Globalement, la présente étude et celle que nous proposons ici pourront guider la mise en place d'un terme valorisant pour une « agriculture urbaine » en adéquation avec la société qui l'héberge.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Alaimo, K., Reischl, T. M. et Allen, J. O. (2010). Community gardening, neighborhood meetings, and social capital. *Journal of Community Psychology*, 38(4), 497-514. doi: 10.1002/jcop.20378
- Albuquerque, T. G., Oliveira, M. B. P. P. et Costa, H. S. (2018). 25 years of European Union (EU) quality schemes for agricultural products and foodstuffs across EU Member States. *Journal of the Science of Food and Agriculture*, 98(7), 2475-2489. doi: 10.1002/jsfa.8811
- Algert, S., Baameur, A., Diekmann, L. O., Gray, L. et Ortiz, D. (2016). Vegetable Output, Cost Savings, and Nutritional Value of Low-Income Families' Home Gardens in San Jose, CA. *Journal of Hunger & Environmental Nutrition*, 11(3), 328-336. doi: 10.1080/19320248.2015.1128866
- Algert, S., Diekmann, L., Renvall, M. et Gray, L. (2016). Community and home gardens increase vegetable intake and food security of residents in San Jose, California. *California Agriculture*, 70(02), 77-82. doi: 10.3733/ca.v070n02p77
- Allaby, M., MacDonald, G. K. et Turner, S. (2020). Growing pains: Small-scale farmer responses to an urban rooftop farming and online marketplace enterprise in Montréal, Canada. *Agriculture and Human Values*. doi: 10.1007/s10460-020-10173-y
- Altieri, M. A., Companioni, N., Cañizares, K., Murphy, C., Rosset, P., Bourque, M. et Nicholls, C. I. (1999). The greening of the "barrios": Urban agriculture for food security in Cuba. *Agriculture and Human Values*, 16(2), 131-140. doi: 10.1023/A:1007545304561
- Aprilia, A., Tezuka, T. et Spaargaren, G. (2013). Inorganic and Hazardous Solid Waste Management: Current Status and Challenges for Indonesia. *Procedia Environmental Sciences*, 17, 640-647. doi: 10.1016/j.proenv.2013.02.080
- Armstrong, D. (2000). A survey of community gardens in upstate New York: Implications for health promotion and community development. *Health & Place*, 6(4), 319-327. doi: 10.1016/S1353-8292(00)00013-7

- Aronson, M. F. J., La Sorte, F. A., Nilon, C. H., Katti, M., Goddard, M. A., Lepczyk, C. A., . . . Winter, M. (2014). A global analysis of the impacts of urbanization on bird and plant diversity reveals key anthropogenic drivers. *Proceedings of the Royal Society B: Biological Sciences*, 281(1780), 20133330. doi: 10.1098/rspb.2013.3330
- Astee, L. Y. et Kishnani, N. T. (2010). Building Integrated Agriculture: Utilising Rooftops for Sustainable Food Crop Cultivation in Singapore. *Journal of Green Building*, 5(2), 105-113. doi: 10.3992/jgb.5.2.105
- Baker, L. E. (2004). Tending cultural landscapes and food citizenship in Toronto's community gardens. *Geographical Review*, 94(3), 305-325. doi: 10.1111/j.1931-0846.2004.tb00175.x
- Banerjee, C. et Adenaueur, L. (2014). Up, up and away! The economics of vertical farming. *Journal of Agricultural Studies*, 2(1), 40-60. doi: 10.5296/jas.v2i1.4526
- Barthel, S. et Isendahl, C. (2013). Urban gardens, agriculture, and water management: Sources of resilience for long-term food security in cities. *Ecological Economics*, 86, 224-234. doi: 10.1016/j.ecolecon.2012.06.018
- Bauer, M. W. (2007). Content Analysis. An Introduction to its Methodology – By Klaus Krippendorff^[1] From Words to Numbers. Narrative, Data and Social Science – By Roberto Franzosi. *The British Journal of Sociology*, 58(2), 329-331. doi: 10.1111/j.1468-4446.2007.00153_10.x
- Becker, T. C. (2009). European Food Quality Policy: The Importance of Geographical Indications, Organic Certification and Food Quality Assurance Schemes in European Countries. *Estey Journal of International Law and Trade Policy*, 10(1), 111-130.
- Berardi, U. (2016). The outdoor microclimate benefits and energy saving resulting from green roofs retrofits. *Energy and Buildings*, 121, 217-229. doi: 10.1016/j.enbuild.2016.03.021
- Bernier, A.-M., Duchemin, É. et Roy, P. (2021). *Portrait de l'agriculture urbaine commerciale au Québec en 2020*. Montréal : Carrefour de recherche, d'expertise et de transfert en agriculture urbaine / Laboratoire sur l'agriculture urbaine.
- Bernués, A., Olaizola, A. et Corcoran, K. (2003). Extrinsic attributes of red meat as indicators of quality in Europe: an application for market segmentation. *Food Quality and Preference*, 14(4), 265-276. doi: 10.1016/S0950-3293(02)00085-X

- Bianchini, F. et Hewage, K. (2012). Probabilistic social cost-benefit analysis for green roofs: A lifecycle approach. *Building and Environment*, 58, 152-162. doi: 10.1016/j.buildenv.2012.07.005
- Blair, D. (2009). The Child in the Garden: An Evaluative Review of the Benefits of School Gardening. *The Journal of Environmental Education*, 40(2), 15-38. doi: 10.3200/JOEE.40.2.15-38
- Block, D. R., Chávez, N., Allen, E. et Ramirez, D. (2012). Food sovereignty, urban food access, and food activism: contemplating the connections through examples from Chicago. *Agriculture and Human Values*, 29(2), 203-215. doi: 10.1007/s10460-011-9336-8
- Block, D. R., Thompson, M., Euken, J., Liquori, T., Fear, F. et Baldwin, S. (2008). Engagement for transformation: Value webs for local food system development. *Agriculture and Human Values*, 25(3), 379-388. doi: 10.1007/s10460-008-9113-5
- Bohn, K. et Viljoen, A. (2011). The edible city: Envisioning the continuous productive urban landscape (CPUL). *Field Journal*, 4(1), 149-161.
- Boutin, G. (2008). *L'entretien de recherche qualitatif, Édition revue et corrigée*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Bridgwood, L. (2002). *Hydroponics: Soilless gardening explained*. Ramsbury Marlborough : Crowood Press.
- Brown, S. L., Chaney, R. L. et Hettiarachchi, G. M. (2016). Lead in Urban Soils: A Real or Perceived Concern for Urban Agriculture? *Journal of Environmental Quality*, 45(1), 26-36. doi: 10.2134/jeq2015.07.0376
- Brunsnø, K., Bredahl, L., Grunert, K. G. et Scholderer, J. (2005). Consumer perception of the quality of beef resulting from various fattening regimes. *Livestock Production Science*, 94(1), 83-93. doi: 10.1016/j.livprodsci.2004.11.037
- Buechler, S., Devi, G. et Keraita, B. (2013). Wastewater use for urban and peri-urban agriculture. Dans V. R. Veenhuizen (dir.), *Cities Farming for the Future. Urban Agriculture for Sustainable Cities* (p. 244-272). Ottawa : RUAF Foundation.

- Buehler, D. et Junge, R. (2016). Global Trends and Current Status of Commercial Urban Rooftop Farming. *Sustainability*, 8(11), 1108. doi: 10.3390/su8111108
- Cardinale, B. J., Duffy, J. E., Gonzalez, A., Hooper, D. U., Perrings, C., Venail, P., . . . Naeem, S. (2012). Biodiversity loss and its impact on humanity. *Nature*, 486(7401), 59-67. doi: 10.1038/nature11148
- Carney, M. (2012). Compounding crises of economic recession and food insecurity: a comparative study of three low-income communities in Santa Barbara County. *Agriculture and Human Values*, 29(2), 185-201. doi: 10.1007/s10460-011-9333-y
- Carney, P. A., Hamada, J. L., Rdesinski, R., Sprager, L., Nichols, K. R., Liu, B. Y., . . . Shannon, J. (2012). Impact of a Community Gardening Project on Vegetable Intake, Food Security and Family Relationships: A Community-based Participatory Research Study. *Journal of Community Health*, 37(4), 874-881. doi: 10.1007/s10900-011-9522-z
- Chappell, M. J. et LaValle, L. A. (2011). Food security and biodiversity: can we have both? An agroecological analysis. *Agriculture and Human Values : Journal of the Agriculture, Food, and Human Values Society*, 28(1), 3-26. doi: 10.1007/s10460-009-9251-4
- Chen, C.-F. (2013). Performance evaluation and development strategies for green roofs in Taiwan: A review. *Ecological Engineering*, 52, 51-58. doi: 10.1016/j.ecoleng.2012.12.083
- Chorong, S., Harumi, I., Takahide, K. et Yoshifumi, M. (2019). Physiological and Psychological Effects of Viewing Forests on Young Women. *Forests*, 10(8). doi: 10.3390/f10080635
- Conk, S. J. et Porter, C. M. (2016). Food Gardeners' Productivity in Laramie, Wyoming: More Than a Hobby. *American journal of public health*, 106(5), 854-856. doi: 10.2105/AJPH.2016.303108
- Conseil des Appellations Réservées et des Termes Valorisants. (2021). *Qu'est-ce qu'une appellation réservée ?* Récupéré de <https://cartv.gouv.qc.ca/foire-aux-questions/?accordions=1015>, le 10 janvier 2020
- Corlett, J. L., Dean, E. A. et Grivetti, L. E. (2003). Hmong gardens: Botanical diversity in an urban setting. *Economic Botany*, 57(3), 365-379. doi: 10.1663/0013-0001(2003)057[0365:HGBDIA]2.0.CO;2

- d'Astous, A. (2011). *Le projet de recherche en marketing* (4e éd.). Montréal : Chenelière-éducation.
- De Bon, H., Parrot, L. et Moustier, P. (2010). Sustainable urban agriculture in developing countries. A review. *Agronomy for Sustainable Development*, 30(1), 21-32. doi: 10.1051/agro:2008062
- de Zeeuw, H. et Drechsel, P. (2015). *Cities and agriculture: Developing resilient urban food systems*. New York : Routledge.
- Deelstra, T. et Girardet, H. (2000). Urban agriculture and sustainable cities. Dans B. N., D. M., G. S., S.-K. U. et d. Z. H. (dir.), *Growing cities, growing food. Urban agriculture on the policy agenda* (p. 43-66). Feldafing : entralstelle für Ernährung und Landwirtschaft (ZEL).
- Diekmann, L. O., Gray, L. C. et Baker, G. A. (2020). Growing 'good food': urban gardens, culturally acceptable produce and food security. *Renewable Agriculture and Food Systems*, 35(2), 169-181. doi: 10.1017/S1742170518000388
- Dimara, E. et Skuras, D. (2005). Consumer demand for informative labeling of quality food and drink products: a European Union case study. *Journal of Consumer Marketing*, 22(2), 90-100. doi: 10.1108/07363760510589253
- Dimitri, C., Oberholtzer, L. et Pressman, A. (2016). Urban agriculture: connecting producers with consumers. *British Food Journal*, 118(3), 603-617. doi: 10.1108/BFJ-06-2015-0200
- Dong Sik, Y., Svoboda, V. P., Ki-Cheol, S. et Stanley, J. K. (2009). Screening Indoor Plants for Volatile Organic Pollutant Removal Efficiency. *HortScience horts*, 44(5), 1377-1381. doi: 10.21273/HORTSCI.44.5.1377
- Dubbeling, M., Zeeuw, H. d. et Veenhuizen, R. v. (2010). *Cities, poverty and food: multi-stakeholder policy and planning in urban agriculture*. Rugby : Practical Action Publishing.
- Dubois, O. (2011). *The state of the world's land and water resources for food and agriculture: managing systems at risk*. Londre : Earthscan.

- Duchemin, E., Wegmuller, F. et Legault, A.-M. (2008). Urban agriculture: multi-dimensional tools for social development in poor neighbourhoods. *Field Actions Science Reports*, 1, 43-52. Récupéré de <http://journals.openedition.org/factsreports/113>, le 12 janvier 2021
- DuPuis, E. M., Harrison, J. L. et Goodman, D. (2011). Just food? Dans A. H. Alkon et J. Agyeman (dir.), *Cultivating food justice: Race, class, and sustainability* (p. 283-307). Cambridge : The MIT Press.
- Edmondson, J. L., Cunningham, H., Densley Tingley, D. O., Dobson, M. C., Grafius, D. R., Leake, J. R., . . . Cameron, D. D. (2020). The hidden potential of urban horticulture. *Nature Food*, 1(3), 155-159. doi: 10.1038/s43016-020-0045-6
- Eigenbrod, C. et Gruda, N. (2015). Urban vegetable for food security in cities. A review. *Agronomy for Sustainable Development : Official journal of the Institut National de la Recherche Agronomique (INRA)*, 35(2), 483-498. doi: 10.1007/s13593-014-0273-y
- Engemann, K., Pedersen, C. B., Arge, L., Tsirogiannis, C., Mortensen, P. B. et Svenning, J.-C. (2019). Residential green space in childhood is associated with lower risk of psychiatric disorders from adolescence into adulthood. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 116(11), 5188. doi: 10.1073/pnas.1807504116
- Enneking, U., Neumann, C. et Henneberg, S. (2007). How important intrinsic and extrinsic product attributes affect purchase decision. *Food Quality and Preference*, 18(1), 133-138. doi: 10.1016/j.foodqual.2005.09.008
- Fallery, B. et Rodhain, F. (2007). *Quatre approches pour l'analyse de données textuelles: lexicale, linguistique, cognitive, thématique. XVI ème Conférence de l'Association Internationale de Management Stratégique* Montréal : AIMS.
- Fandos, C. et Flavián, C. (2006). Intrinsic and extrinsic quality attributes, loyalty and buying intention: an analysis for a PDO product. *British Food Journal*, 108(8), 646-662. doi: 10.1108/00070700610682337
- FAO. (2007). *Profitability and sustainability of urban and periurban agriculture* (vol. Agricultural Management, Marketing and Finance Occasional Paper 19). Rome : Food & Agriculture Organisation.

- FAO. (2011). *The Place of Urban And Peri-Urban Agriculture (UPA) In National Food Security Programmes*. Récupéré de <http://www.fao.org/3/i2177e/i2177e00.pdf>, le 14 janvier 2021
- FAO. (2020). Urban food systems and COVID-19: the role of cities and local governments in responding to the emergency. *Policy brief*, 1-6. doi: 10.4060/ca8600en
- Ferris, J., Norman, C. et Sempik, J. (2001). People, Land and Sustainability: Community Gardens and the Social Dimension of Sustainable Development. *Social Policy & Administration*, 35(5), 559-568. doi: 10.1111/1467-9515.t01-1-00253
- Filippini, R., Gennai-Schott, S., Sabbatini, T., Lardon, S. et Marraccini, E. (2020). Quality labels as drivers of peri-urban livestock systems resilience. *Land*, 9(211). doi: 10.3390/land9070211
- Firth, C., Maye, D. et Pearson, D. (2011). Developing “community” in community gardens. *Local Environment*, 16(6), 555-568. doi: 10.1080/13549839.2011.586025
- Fotopoulos, C. et Krystallis, A. (2003). Quality labels as a marketing advantage: The case of the “PDO Zagora” apples in the Greek market. *European Journal of Marketing*, 37(10), 1350-1374. doi: 10.1108/03090560310487149
- Freedman, D. A., Vaudrin, N., Schneider, C., Trapl, E., Ohri-Vachaspati, P., Taggart, M., . . . Flocke, S. (2016). Systematic Review of Factors Influencing Farmers’ Market Use Overall and among Low-Income Populations. *Journal of the Academy of Nutrition and Dietetics*, 116(7), 1136-1155. doi: 10.1016/j.jand.2016.02.010
- Galhena, D. H., Freed, R. et Maredia, K. M. (2013). Home gardens: a promising approach to enhance household food security and wellbeing. *Agriculture & Food Security*, 2(1), 8. doi: 10.1186/2048-7010-2-8
- Gallardo, A. H., Reyes-Borja, W. et Tase, N. (2005). Flow and patterns of nitrate pollution in groundwater: a case study of an agricultural area in Tsukuba City, Japan. *Environmental Geology : International Journal of Geosciences*, 48(7), 908-919. doi: 10.1007/s00254-005-0029-8
- Galt, R. E., Bradley, K., Christensen, L., Van Soelen Kim, J. et Lobo, R. (2016). Eroding the Community in Community Supported Agriculture (CSA): Competition's Effects in Alternative Food Networks in California. *Sociologia Ruralis*, 56(4), 491-512. doi: 10.1111/soru.12102

- Galt, R. E., Gray, L. et Hurley, P. (2014). Subversive and interstitial food spaces: transforming selves, societies, and society-environment relations through urban agriculture and foraging. *Local Environment*, 19(2), 133-146. doi: 10.1080/13549839.2013.832554
- Gavard-Perret, M.-L., Gotteland, D., Haon, C., Jolibert, A. et Aubert, B. A. (2012). *Méthodologie de la recherche en sciences de gestion : réussir son mémoire ou sa thèse* (2e éd.). Montreuil : Pearson.
- Gerlach-Spriggs, N., Kaufman, R. E. et Warner, S. B. (1998). *Restorative gardens: The healing landscape*. New Haven : Yale University Press.
- Glover, T. D., Shinen, K. J. et Parry, D. C. (2005). Association, Sociability, and Civic Culture: The Democratic Effect of Community Gardening. *Leisure Sciences*, 27(1), 75-92. doi: 10.1080/01490400590886060
- Goddard, M. A., Dougill, A. J. et Benton, T. G. (2010). Scaling up from gardens: biodiversity conservation in urban environments. *Trends in Ecology & Evolution*, 25(2), 90-98. doi: 10.1016/j.tree.2009.07.016
- Goddek, S., Delaide, B., Mankasingh, U., Ragnarsdottir, K. V., Jijakli, H. et Thorarinsdottir, R. (2015). Challenges of Sustainable and Commercial Aquaponics. *Sustainability*, 7(4), 4199-4224. doi: 10.3390/su7044199
- Goddek, S., Schmutz, Z., Scott, B., Delaide, B., Keesman, K., J., Wuertz, S. et Junge, R. (2016). The Effect of Anaerobic and Aerobic Fish Sludge Supernatant on Hydroponic Lettuce. *Agronomy*, 6(2). doi: 10.3390/agronomy6020037
- Gómez, C., Currey, C., J., Dickson, R., W., Kim, H.-J., Hernández, R., Sabeh, N., C., . . . Burnett, S., E. . (2019). Controlled Environment Food Production for Urban Agriculture. *HortScience horts*, 54(9), 1448-1458. doi: 10.21273/HORTSCI14073-19
- Gouvernement du Canada. Conseil canadien des normes. (2020). *Systèmes de production biologique. Principes généraux et normes de gestion*. Récupéré de http://publications.gc.ca/collections/collection_2020/ongc-cgsb/P29-32-310-2020-fra.pdf, le 10 janvier 2021
- Gouvernement du Québec. (2012). *L'agriculture péri-urbaine et urbaine au Québec. État de situation et perspectives*. Récupéré de

<https://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Publications/Agricultureurbaineetperiurbaine.pdf>, le 10 janvier 2021

Gouvernement du Québec. (2021a). *Aquaculture: Document d'information spécialisée*. Récupéré de https://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Publications/Fiche_aquaponie.pdf#search=aquaponie, le 16 janvier 2021

Gouvernement du Québec. (2021b). *La culture en serre : plein sol ou hors sol?* Récupéré de https://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Regions/monteregie/articles/production/Pages/Culture_en_serre_plein_sol_ou_hors_sol.aspx, le 8 janvier 2021

Gray, L., Elgert, L. et WinklerPrins, A. (2020). Theorizing urban agriculture: north-south convergence. *Agriculture and Human Values*, 37(3), 869-883. doi: 10.1007/s10460-020-10015-x

Gray, L., Guzman, P., Glowa, K. M. et Drevno, A. G. (2014). Can home gardens scale up into movements for social change? The role of home gardens in providing food security and community change in San Jose, California. *Local Environment*, 19(2), 187-203. doi: 10.1080/13549839.2013.792048

Grebitus, C., Chenarides, L., Muenich, R. et Mahalov, A. (2020). Consumers' Perception of Urban Farming—An Exploratory Study. *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 4. doi: 10.3389/fsufs.2020.00079

Grebitus, C., Printezis, I. et Printezis, A. (2017). Relationship between Consumer Behavior and Success of Urban Agriculture. *Ecological Economics*, 136, 189-200. doi: 10.1016/j.ecolecon.2017.02.010

Grimm, N. B., Faeth, S. H., Golubiewski, N. E., Redman, C. L., Wu, J., Bai, X. et Briggs, J. M. (2008). Global Change and the Ecology of Cities. *Science*, 319(5864), 756. doi: 10.1126/science.1150195

Grunert, K. G. et Aachmann, K. (2016). Consumer reactions to the use of EU quality labels on food products: A review of the literature. *Food Control*, 59, 178-187. doi: 10.1016/j.foodcont.2015.05.021

Guitart, D., Pickering, C. et Byrne, J. (2012). Past results and future directions in urban community gardens research. *Urban Forestry & Urban Greening*, 11(4), 364-373. doi: 10.1016/j.ufug.2012.06.007

- Guthman, J. (2008). Bringing good food to others: investigating the subjects of alternative food practice. *Cultural Geographies*, 15(4), 431-447. doi: 10.1177/1474474008094315
- Haberman, D., Gillies, L., Canter, A., Rinner, V., Pancrazi, L. et Martellozzo, F. (2014). The Potential of Urban Agriculture in Montréal: A Quantitative Assessment. *ISPRS International Journal of Geo-Information*, 3(3), 1101-1117. doi: 10.3390/ijgi3031101
- Hammelman, C. et Hayes-Conroy, A. (2015). Understanding Cultural Acceptability for Urban Food Policy. *Journal of Planning Literature*, 30(1), 37-48. doi: 10.1177/0885412214555433
- Harada, Y., Whitlow, T. H., Todd Walter, M., Bassuk, N. L., Russell-Anelli, J. et Schindelbeck, R. R. (2018). Hydrology of the Brooklyn Grange, an urban rooftop farm. *Urban Ecosystems*, 21(4), 673-689. doi: 10.1007/s11252-018-0749-7
- Iwafune, T., Yokoyama, A., Nagai, T. et Horio, T. (2011). Evaluation of the risk of mixtures of paddy insecticides and their transformation products to aquatic organisms in the Sakura River, Japan. *Environmental toxicology and chemistry*, 30(8), 1834-1842. doi: 10.1002/etc.569
- Khan, M. M., Akram, M. T., Janke, R., Qadri, R. W. K., Al-Sadi, A. M. et Farooque, A. A. (2020). Urban horticulture for food secure cities through and beyond covid-19. *Sustainability (Switzerland)*, 12(22), 1-21. doi: 10.3390/su12229592
- Kheir, A.-K. (2018). The Vertical Farm: A Review of Developments and Implications for the Vertical City. *Buildings*, 8(2). doi: 10.3390/buildings8020024
- Kingsley, J. et Townsend, M. (2006). 'Dig In' to Social Capital: Community Gardens as Mechanisms for Growing Urban Social Connectedness. *Urban Policy and Research*, 24(4), 525-537. doi: 10.1080/08111140601035200
- Kirwan, J. et Maye, D. (2013). Food security framings within the UK and the integration of local food systems. *Journal of Rural Studies*, 29, 91-100. doi: 10.1016/j.jrurstud.2012.03.002

- Kohl, H. W., Craig, C. L., Lambert, E. V., Inoue, S., Alkandari, J. R., Leetongin, G. et Kahlmeier, S. (2012). The pandemic of physical inactivity: global action for public health. *The Lancet*, 380(9838), 294-305. doi: 10.1016/S0140-6736(12)60898-8
- Kortright, R. et Wakefield, S. (2011). Edible backyards: a qualitative study of household food growing and its contributions to food security. *Agriculture and Human Values*, 28(1), 39-53. doi: 10.1007/s10460-009-9254-1
- Kumar, K. et Hundal, L. S. (2016). Soil in the City: Sustainably Improving Urban Soils. *Journal of Environmental Quality*, 45(1), 2-8. doi: 10.2134/jeq2015.11.0589
- Lal, R. (2020). Home gardening and urban agriculture for advancing food and nutritional security in response to the COVID-19 pandemic. *Food Security*, 12(4), 871-876. doi: 10.1007/s12571-020-01058-3
- Lawson, L. J. (2005). *City bountiful: A century of community gardening in America*. Berkeley : University of California Press.
- LeDoux, T. F. et Conz, M. (2017). Hunger for justice: Building sustainable and equitable communities in massachusetts. Dans A. M. G. A. WinklerPrins (dir.), *Global urban agriculture* (p. 93-105). Oxfordshire : CABI.
- Lee, J., Park, B. J., Tsunetsugu, Y., Ohira, T., Kagawa, T. et Miyazaki, Y. (2011). Effect of forest bathing on physiological and psychological responses in young Japanese male subjects. *Public health*, 125(2), 93-100. doi: 10.1016/j.puhe.2010.09.005
- Lee, M. et Lou, Y.-C. (1995). Consumer reliance on intrinsic and extrinsic cues in product evaluations: A conjoint approach. *Journal of Applied Business Research*, 12(1), 21.
- Ling, T.-Y. et Chiang, Y.-C. (2018). Well-being, health and urban coherence-advancing vertical greening approach toward resilience: A design practice consideration. *Journal of Cleaner Production*, 182, 187-197. doi: 10.1016/j.jclepro.2017.12.207
- Litt, J. S., Soobader, M. J., Turbin, M. S., Hale, J. W., Buchenau, M. et Marshall, J. A. (2011). The influence of social involvement, neighborhood aesthetics, and community garden participation on fruit and vegetable consumption. *American journal of public health*, 101(8), 1466-1473. doi: 10.2105/AJPH.2010.300111

- Lovell, S. T. (2010). Multifunctional urban agriculture for sustainable land use planning in the United States. *Sustainability*, 2(8), 2499-2522. doi: 10.3390/su2082499
- MacRae, R., Gallant, E., Patel, S., Michalak, M., Bunch, M. et Schaffner, S. (2016). Could Toronto Provide 10% of its Fresh Vegetable Requirements from within its Own Boundaries? Matching Consumption Requirements with Growing Spaces. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 1. doi: 10.5304/jafscd.2010.012.008
- Malhotra, N. K., Décaudin, J.-M. et Bouguerra, A. (2007). *Études marketing avec SPSS* (5e éd.). Paris : Pearson Education France
- Mares, T. M. et Peña, D. G. (2011). Environmental and food justice. Dans A. H. Alkorn et J. Agyeman (dir.), *Cultivating food justice: Race, class, and sustainability* (p. 197-220). Cambridge : MIT Press.
- McClintock, N. (2010). Why farm the city? Theorizing urban agriculture through a lens of metabolic rift. *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 3(2), 191-207. doi: 10.1093/cjres/rsq005
- McClintock, N., Cooper, J. et Khandeshi, S. (2013). Assessing the potential contribution of vacant land to urban vegetable production and consumption in Oakland, California. *Landscape and Urban Planning*, 111(1), 46-58. doi: 10.1016/j.landurbplan.2012.12.009
- McIvor, D. W. et Hale, J. (2015). Urban agriculture and the prospects for deep democracy. *Agriculture and Human Values*, 32(4), 727-741. doi: 10.1007/s10460-015-9588-9
- McLain, R., Poe, M., Hurley, P. T., Lecompte-Mastenbrook, J. et Emery, M. R. (2012). Producing edible landscapes in Seattle's urban forest. *Urban Forestry & Urban Greening*, 11(2), 187-194. doi: 10.1016/j.ufug.2011.12.002
- Metcalf, S. S. et Widener, M. J. (2011). Growing Buffalo's capacity for local food: A systems framework for sustainable agriculture. *Applied Geography*, 31(4), 1242-1251. doi: 10.1016/j.apgeog.2011.01.008
- Minkoff-Zern, L.-A. (2014). Hunger amidst plenty: farmworker food insecurity and coping strategies in California. *Local Environment*, 19(2), 204-219. doi: 10.1080/13549839.2012.729568

- Mok, H.-F., Williamson, V. G., Grove, J. R., Burry, K., Barker, S. F. et Hamilton, A. J. (2014). Strawberry fields forever? Urban agriculture in developed countries: a review. *Agronomy for Sustainable Development*, 34(1), 21-43. doi: 10.1007/s13593-013-0156-7
- Mougeot, L. J. (2005). *Agropolis: The social, political, and environmental dimensions of urban agriculture*. London : Earthscan.
- Mucchielli, R. (2006). *L'analyse de contenu : des documents et des communications* (9e éd.). Issy-Les-Moulineaux : ESF.
- Mueller, S., Lockshin, L., Saltman, Y. et Blanford, J. (2010). Message on a bottle: The relative influence of wine back label information on wine choice. *Food Quality and Preference*, 21(1), 22-32. doi: 10.1016/j.foodqual.2009.07.004
- Na, L., Chorong, S., Takanori, K., Harumi, I., Yoshifumi, M. et Michiko, T. (2020). The Possibility of Sustainable Urban Horticulture Based on Nature Therapy. *Sustainability*, 12(5058). doi: 10.3390/su12125058
- Nelkin, J. et Caplow, T. (2008). Sustainable Controlled Environment Agriculture For Urban Areas. *Acta Horti*, 801, 449-456. doi: 10.17660/ActaHortic.2008.801.48
- Nicholls, E., Ely, A., Birkin, L., Basu, P. et Goulson, D. (2020). The contribution of small-scale food production in urban areas to the sustainable development goals: a review and case study. *Sustainability Science*, 15(6), 1585-1599. doi: 10.1007/s11625-020-00792-z
- Nilon, C. H., Aronson, M. F. J., Cilliers, S. S., Dobbs, C., Frazee, L. J., Goddard, M. A., . . . Yocom, K. P. (2017). Planning for the Future of Urban Biodiversity: A Global Review of City-Scale Initiatives. *BioScience*, 67(4), 332-342. doi: 10.1093/biosci/bix012
- O'Hara, J. K. et Low, S. A. (2020). Online Sales: A Direct Marketing Opportunity for Rural Farms? *Journal of Agricultural and Applied Economics*, 52(2), 222-239. doi: 10.1017/aae.2019.44
- Ober Allen, J., Alaimo, K., Elam, D. et Perry, E. (2008). Growing Vegetables and Values: Benefits of Neighborhood-Based Community Gardens for Youth Development and Nutrition. *Journal of Hunger & Environmental Nutrition*, 3(4), 418-439. doi: 10.1080/19320240802529169

- Oberndorfer, E., Lundholm, J., Bass, B., Coffman, R. R., Doshi, H., Dunnett, N., . . . Rowe, B. (2007). Green Roofs as Urban Ecosystems: Ecological Structures, Functions, and Services. *BioScience*, 57(10), 823-833. doi: 10.1641/B571005
- Oluoch, M. O., Pichop, G. N., Silué, D., Abukutsa-Onyango, M. O., Diouf, M. et Shackleton, C. M. (2009). Production and harvesting systems for African indigenous vegetables. Dans C. M. Pasquini, M. W. Drescher et A. W. Shackleton (dir.), *African indigenous vegetables in urban agriculture* (p. 145-175). Londres : Earthscan.
- Orsini, F., Michelon, N., Scocozza, F. et Gianquinto, G. (2009). Farmers-to-consumers: An example of sustainable soilless horticulture in urban and peri-URBAN areas. *Acta Horti*, 809, 209-220. doi: 10.17660/ActaHortic.2009.809.21
- Oude Ophuis, P. A. M. et Van Trijp, H. C. M. (1995). Perceived quality: A market driven and consumer oriented approach. *Food Quality and Preference*, 6(3), 177-183. doi: 10.1016/0950-3293(94)00028-T
- Park, B. J., Tsunetsugu, Y., Kasetani, T., Kagawa, T. et Miyazaki, Y. (2009). The physiological effects of Shinrin-yoku (taking in the forest atmosphere or forest bathing): evidence from field experiments in 24 forests across Japan. *Environmental Health and Preventive Medicine*, 15(1), 18-26. doi: 10.1007/s12199-009-0086-9
- Pawlak, K. et Kołodziejczak, M. (2020). The Role of Agriculture in Ensuring Food Security in Developing Countries: Considerations in the Context of the Problem of Sustainable Food Production. *Sustainability*, 12(5488). doi: 10.3390/su12135488
- Perrien, J., Chéron, E. J. et Zins, M. (1983). *Recherche en marketing : méthodes et décisions*. Chicoutimi : Gaëtan Morin Éditeur.
- Pieniak, Z., Verbeke, W., Vanhonacker, F., Guerrero, L. et Hersleth, M. (2009). Association between traditional food consumption and motives for food choice in six European countries. *Appetite*, 53(1), 101-108. doi: 10.1016/j.appet.2009.05.019
- Pinheiro, A. et Govind, M. (2020). Emerging global trends in urban agriculture research: A scientometric analysis of peer-reviewed journals. *Journal of Scientometric Research*, 9(2), 163-173. doi: 10.5530/JSCIRES.9.2.20
- Poulsen, M. N. (2017). Cultivating citizenship, equity, and social inclusion? Putting civic agriculture into practice through urban farming. *Agriculture and Human Values* :

Journal of the Agriculture, Food, and Human Values Society, 34(1), 135-148. doi: 10.1007/s10460-016-9699-y

- Pourias, J., Duchemin, E. et Aubry, C. (2018). Products from Urban Collective Gardens: Food for Thought or for Consumption? Insights from Paris and Montreal. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 2. doi: 10.5304/jafscd.2015.052.005
- Purtle, J., Nelson, K. L., Yang, Y., Langellier, B., Stankov, I. et Diez Roux, A. V. (2019). Urban-Rural Differences in Older Adult Depression: A Systematic Review and Meta-analysis of Comparative Studies. *American Journal of Preventive Medicine*, 56(4), 603-613. doi: 10.1016/j.amepre.2018.11.008
- Reynolds, K. (2015). Disparity Despite Diversity: Social Injustice in New York City's Urban Agriculture System. *Antipode*, 47(1), 240-259. doi: 10.1111/anti.12098
- Rocha, C. (2007). Food Insecurity as Market Failure: A Contribution from Economics. *Journal of Hunger & Environmental Nutrition*, 1(4), 5-22. doi: 10.1300/J477v01n04_02
- Sadler, R. C. (2016). Strengthening the core, improving access: Bringing healthy food downtown via a farmers' market move. *Applied Geography*, 67, 119-128. doi: 10.1016/j.apgeog.2015.12.010
- Saha, M. et Eckelman, M. J. (2017). Growing fresh fruits and vegetables in an urban landscape: A geospatial assessment of ground level and rooftop urban agriculture potential in Boston, USA. *Landscape and Urban Planning*, 165, 130-141. doi: 10.1016/j.landurbplan.2017.04.015
- Saldivar-tanaka, L. et Krasny, M. E. (2004). Culturing community development, neighborhood open space, and civic agriculture: The case of Latino community gardens in New York City. *Agriculture and Human Values*, 21(4), 399-412. doi: 10.1007/s10460-003-1248-9
- Sanyé-Mengual, E., Anguelovski, I., Oliver-Solà, J., Montero, J. I. et Rieradevall, J. (2016). Resolving differing stakeholder perceptions of urban rooftop farming in Mediterranean cities: promoting food production as a driver for innovative forms of urban agriculture. *Agriculture and Human Values : Journal of the Agriculture, Food, and Human Values Society*, 33(1), 101-120. doi: 10.1007/s10460-015-9594-y

- Sanyé-Mengual, E., Cerón-Palma, I., Oliver-Solà, J., Montero, J. I. et Rieradevall, J. (2013). Environmental analysis of the logistics of agricultural products from roof top greenhouses in Mediterranean urban areas. *Journal of the Science of Food and Agriculture*, 93(1), 100-109. doi: 10.1002/jsfa.5736
- Savoie-Zajc, L. (2009). L'entrevue semi-dirigée. Dans B. Gauthier (dir.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données* (5e éd., p. 337-360). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Shamasunder, B., Mason, R., Ippoliti, L. et Robledo, L. (2015). Growing Together: Poverty Alleviation, Community Building, and Environmental Justice through Home Gardens in Pacoima, Los Angeles. *Environmental Justice*, 8(3), 72-77. doi: 10.1089/env.2015.0005
- Shinew, K. J., Glover, T. D. et Parry, D. C. (2004). Leisure Spaces as Potential Sites for Interracial Interaction: Community Gardens in Urban Areas. *Journal of Leisure Research*, 36(3), 336-355. doi: 10.1080/00222216.2004.11950027
- Siegner, A., Sowerwine, J. et Acey, C. (2018). Does Urban Agriculture Improve Food Security? Examining the Nexus of Food Access and Distribution of Urban Produced Foods in the United States: A Systematic Review. *Sustainability*, 10(9), 2988. doi: 10.3390/su10092988
- Sin-Ae, P., Chorong, S., Ji-Young, C., Ki-Cheol, S. et Yoshifumi, M. (2016). Foliage Plants Cause Physiological and Psychological Relaxation as Evidenced by Measurements of Prefrontal Cortex Activity and Profile of Mood States. *HortScience horts*, 51(10), 1308-1312. doi: 10.21273/HORTSCI11104-16
- Smith, P. et Gregory, P. J. (2013). Climate change and sustainable food production. *Proceedings of the Nutrition Society*, 72(1), 21-28. doi: 10.1017/S0029665112002832
- Specht, K., Siebert, R., Hartmann, I., Freisinger, U. B., Sawicka, M., Werner, A., . . . Dierich, A. (2014). Urban agriculture of the future: an overview of sustainability aspects of food production in and on buildings. *Agriculture and Human Values*, 31(1), 33-51. doi: 10.1007/s10460-013-9448-4
- Specht, K., Siebert, R. et Thomaier, S. (2016). Perception and acceptance of agricultural production in and on urban buildings (ZFarming): a qualitative study from Berlin, Germany. *Agriculture and Human Values*, 33(4), 753-769. doi: 10.1007/s10460-015-9658-z

- Specht, K., Siebert, R., Thomaier, S., Freisinger, U., Sawicka, M., Dierich, A., . . . Busse, M. (2015). Zero-Acreage Farming in the City of Berlin: An Aggregated Stakeholder Perspective on Potential Benefits and Challenges. *Sustainability*, 7(4), 4511-4523. doi: 10.3390/su7044511
- Spognardi, S., Vistocco, D., Cappelli, L. et Papetti, P. (2021). Impact of organic and “protected designation of origin” labels in the perception of olive oil sensory quality. *British Food Journal*. doi: 10.1108/bfj-07-2020-0596
- Steenkamp, J.-B. E. M. (1997). Dynamics in Consumer Behavior with Respect to Agricultural and Food Products. Dans B. Wierenga, A. van Tilburg, K. Grunert, J.-B. E. M. Steenkamp et M. Wedel (dir.), *Agricultural Marketing and Consumer Behavior in a Changing World* (p. 143-188). Boston : Springer US.
- Szybillo, G. J. et Jacoby, J. (1974). Intrinsic versus extrinsic cues as determinants of perceived product quality. *Journal of Applied Psychology*, 59(1), 74-78. doi: 10.1037/h0035796
- Takano, T., Nakamura, K. et Watanabe, M. (2002). Urban Residential Environments and Senior Citizens' Longevity in Megacity Areas: The Importance of Walkable Green Spaces. *Journal of Epidemiology and Community Health (1979-)*, 56(12), 913-918.
- Taylor, J. R. et Lovell, S. T. (2012). Mapping public and private spaces of urban agriculture in Chicago through the analysis of high-resolution aerial images in Google Earth. *Landscape and Urban Planning*, 108(1), 57-70. doi: 10.1016/j.landurbplan.2012.08.001
- Taylor, J. R. et Lovell, S. T. (2014). Urban home food gardens in the Global North: research traditions and future directions. *Agriculture and Human Values*, 31(2), 285-305. doi: 10.1007/s10460-013-9475-1
- Taylor, J. R., Lovell, S. T., Wortman, S. E. et Chan, M. (2017). Ecosystem services and tradeoffs in the home food gardens of African American, Chinese-origin and Mexican-origin households in Chicago, IL. *Renewable Agriculture and Food Systems*, 32(1), 69-86. doi: 10.1017/S174217051600003X
- Thomaier, S., Specht, K., Henckel, D., Dierich, A., Siebert, R., Freisinger, U. B. et Sawicka, M. (2015). Farming in and on urban buildings: Present practice and specific novelties of Zero-Acreage Farming (ZFarming). *Renewable Agriculture and Food Systems*, 30(1), 43-54. doi: 10.1017/S1742170514000143

- Thyberg, K. L. et Tonjes, D. J. (2016). Drivers of food waste and their implications for sustainable policy development. *Resources, Conservation and Recycling*, 106, 110-123. doi: 10.1016/j.resconrec.2015.11.016
- Tornaghi, C. (2014). Critical geography of urban agriculture. *Progress in Human Geography*, 38(4), 551-567. doi: 10.1177/0309132513512542
- Tsunetsugu, Y., Lee, J., Park, B.-J., Tyrväinen, L., Kagawa, T. et Miyazaki, Y. (2013). Physiological and psychological effects of viewing urban forest landscapes assessed by multiple measurements. *Landscape and Urban Planning*, 113, 90-93. doi: 10.1016/j.landurbplan.2013.01.014
- UrbaFerme. (2021). *Culture Aéroponique*. Récupéré de <http://urbaferme.com/aeroponie/>, le 15 janvier 2021
- van der Lans, I. A., van Ittersum, K., De Cicco, A. et Loseby, M. (2001). The role of the region of origin and EU certificates of origin in consumer evaluation of food products. *European Review of Agricultural Economics*, 28(4), 451-477. doi: 10.1093/erae/28.4.451
- Van Renterghem, T., Attenborough, K., Maennel, M., Defrance, J., Horoshenkov, K., Kang, J., . . . Yang, H.-S. (2014). Measured light vehicle noise reduction by hedges. *Applied Acoustics*, 78, 19-27. doi: 10.1016/j.apacoust.2013.10.011
- van Rijswijk, W. et Frewer, L. J. (2008). Consumer perceptions of food quality and safety and their relation to traceability. *British Food Journal*, 110(10), 1034-1046. doi: 10.1108/00070700810906642
- Verbeke, W., Pieniak, Z., Guerrero, L. et Hersleth, M. (2013). Consumers' Awareness and Attitudinal Determinants of European Union Quality Label Use on Traditional Foods. *Bio-based and Applied Economics*, 1(2), 213-229. doi: 10.13128/BAE-10558
- Vitiello, D. et Wolf-Powers, L. (2014). Growing food to grow cities? The potential of agriculture foreconomic and community development in the urban United States. *Community Development Journal*, 49(4), 508-523. doi: 10.1093/cdj/bst087
- Wakefield, S., Yeudall, F., Taron, C., Reynolds, J. et Skinner, A. (2007). Growing urban health: Community gardening in South-East Toronto. *Health Promotion International*, 22(2), 92-101. doi: 10.1093/heapro/dam001

- Walter, P. (2013). Theorising community gardens as pedagogical sites in the food movement. *Environmental Education Research*, 19(4), 521-539. doi: 10.1080/13504622.2012.709824
- Warren, E., Hawkesworth, S. et Knai, C. (2015). Investigating the association between urban agriculture and food security, dietary diversity, and nutritional status: A systematic literature review. *Food Policy*, 53, 54-66. doi: 10.1016/j.foodpol.2015.03.004
- Weber, R. P. (1990). *Basic content analysis* (2e éd.). Newbury Park : Sage.
- Wekerle, G. R. (2004). Food Justice Movements: Policy, Planning, and Networks. *Journal of Planning Education and Research*, 23(4), 378-386. doi: 10.1177/0739456X04264886
- WinklerPrins, A. M. G. A. et de Souza, P. S. (2005). Surviving the City: Urban Home Gardens and the Economy of Affection in the Brazilian Amazon. *Journal of Latin American Geography*, 4(1), 107-126.
- Zeithaml, V. A. (1988). Consumer Perceptions of Price, Quality, and Value: A Means-End Model and Synthesis of Evidence. *Journal of Marketing*, 52(3), 2-22. doi: 10.1177/002224298805200302
- Zeza, A. et Tasciotti, L. (2010). Urban agriculture, poverty, and food security: Empirical evidence from a sample of developing countries. *Food Policy*, 35(4), 265-273. doi: 10.1016/j.foodpol.2010.04.007
- Zhang, X., Shen, L., Tam, V. W. Y. et Lee, W. W. Y. (2012). Barriers to implement extensive green roof systems: A Hong Kong study. *Renewable and Sustainable Energy Reviews*, 16(1), 314-319. doi: 10.1016/j.rser.2011.07.157